

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Sommaire

Des échéances à ne pas manquer !	P. 3
Actions et vie des groupes	P. 4
Ni civil, ni militaire...	P. 8
Contre une poubelle nucléaire à Bure	P. 9
Un mois de marche le long de la Loire	P. 10
De retour de Fukushima	P. 11
Le Japon durablement contaminé	P. 13
Cinq radios des poumons par jour	P. 17
La série noire du nucléaire aux USA	P. 19
Les journées d'études du Réseau	
Changeons de mythe, sortons du nucléaire !	P. 22
La vague du tsunami, si elle eût été plus haute...	P. 23
Après Fukushima ?	P. 24
Le Procès citoyen du nucléaire	P. 26
Déjà 450 paratonnerres radioactifs détectés !	P. 30
Vite, des infos !	P. 31
BD – Le syndrome du couvercle	P. 33
Habitat participatif et autopromotion	P. 37
Combien coûte la sortie du nucléaire : l'exemple allemand	P. 40
Enercoop, l'émancipation énergétique à votre portée !	P. 42
Une Suisse toute renouvelable	P. 44
Le nucléaire et l'Italie des référendums	P. 47
À lire, à voir...	P. 48
Radiations durables – Aux vivants qui veulent le rester...	P. 51
Sortir du nucléaire, c'est possible !	P. 52

Photo de couverture : © <http://radioactivist.org>

Le désarmement, c'est urgent

Sortir du nucléaire implique certes d'arrêter les centrales, mais aussi de démanteler les arsenaux atomiques. Les cartes postales jointes à ce numéro vous permettront d'interpeller de façon originale vos amis, votre député... sur ce sujet majeur.

Éditorial

Agissons toujours **plus nombreux** contre le fléau nucléaire !



La centrale de Fukushima continue de rejeter massivement de la radioactivité dans l'environnement, et des millions de Japonais y sont durablement exposés. Ce n'est pas pour rien que, le 25 juillet, le Japon a décidé de lancer une étude épidémiologique sur les effets des radiations à faibles doses, qui portera sur les plus de deux millions de résidents de la préfecture de Fukushima et durera trente ans¹...

Des cartes publiées le 1^{er} septembre par le gouvernement nippon montrent qu'en certaines zones situées au-delà de la zone d' "évacuation recommandée", les Japonais sont exposés à des doses de 10 à 50 fois supérieures au moins à la norme admise pour le public en France (1 mSv/an)².

Un laboratoire français a publié fin août des simulations qui montrent que la côte ouest des USA a subi des dépôts de césium-137 à des niveaux préoccupants³. Des centaines de milliers d'Américains seraient ainsi exposés durablement à de "faibles" doses de radioactivité, dont le scientifique biélorusse Y. Bandajevski a démontré les graves effets sur la santé.

Le fléau nucléaire s'est d'ailleurs amplement manifesté aux États-Unis cet été, avec l'inondation de deux centrales, un incendie gigantesque à

proximité immédiate du centre nucléaire de Los Alamos, puis l'arrêt d'urgence de la centrale de North Anna fin août suite au séisme qui a frappé la Virginie.

Et pourtant... on n'entend plus en France, depuis le début de l'été, que le silence assourdissant des principaux médias. Fillon, Besson et Kosciusko-Morizet n'ont pas craint de venir, le 29 août, vanter la "sûreté" des réacteurs français à la centrale du Bugey, implantée en zone sismique et inondable, vieille et sujette à de nombreuses anomalies.

Les Français ne sont toutefois pas dupes, et la mobilisation ne faiblit pas, bien au contraire ! Cette fin d'année sera riche en occasions de nous faire entendre et de sensibiliser toujours plus largement nos concitoyens. Retrouvez ci-contre les prochaines échéances à ne pas manquer.

Dès le samedi 15 octobre, journée nationale de mobilisation contre le nucléaire, participez aux manifestations organisées dans plusieurs villes de France par des coordinations régionales avec le soutien du Réseau. Nous comptons sur vous pour que cette rentrée antinucléaire soit "chaude" !

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

Notes :

- 1 : Dennis Normile, "Fukushima Begins 30-Year Odyssey in Radiation Health", Science, 5 août 2011.
- 2 : <http://www.meti.go.jp/earthquake/nuclear/20110901.html> (en japonais), <http://ex-skf.blogspot.com/2011/09/yet-another-government-survey-of.html> (en anglais)
- 3 : <http://cereia.enpc.fr/fr/fukushima.html>

Des échéances à ne pas manquer !

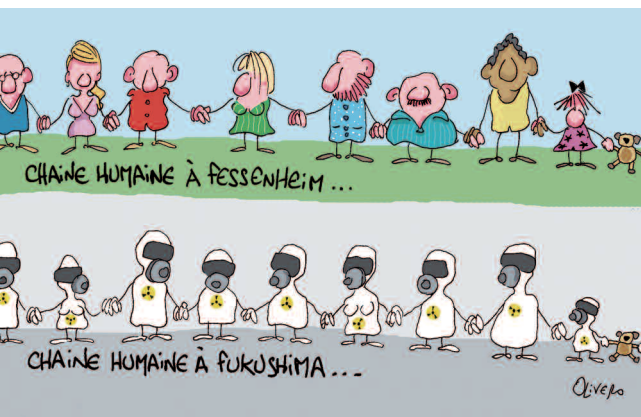
Le week-end précédant les 25 ans de la catastrophe de Tchernobyl, nous étions plus de 20 000 à manifester notre refus du danger atomique. Mais cela ne suffit pas. Aujourd'hui, nous devons nous rassembler, nous mobiliser et convaincre nos voisins et amis de nous rejoindre, afin de construire un rapport de force plus solide, pour faire de demain un monde sans nucléaire. Les six prochains mois seront cruciaux pour notre mouvement. Nous devons agir et sortir dans la rue ! D'ores et déjà, voici quelques-unes des principales échéances à ne pas manquer.

Retrouvez tous ces événements, et bien d'autres, dans notre agenda en ligne : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/agenda/>

Samedi 15 octobre : journée de mobilisation nationale "Nucléaire STOP"

Le samedi 15 octobre 2011, des manifestations régionales ou inter-régionales seront organisées par plusieurs coordinations antinucléaires régionales, avec le soutien du Réseau "Sortir du nucléaire". À l'heure où nous mettons cette revue sous presse, sept manifestations inter-régionales sont prévues : Rennes, Bordeaux, Dunkerque, Toulouse, Fessenheim, Avignon, au Bugey (St-Vulbas à proximité de Lyon). Entre-temps, il est probable que d'autres rassemblements auront été décidés. Aussi, nous vous invitons à consulter notre agenda, sur notre site web, pour connaître la manifestation régionale la plus proche de chez vous. Rejoignez-nous le 15 octobre !

Plus d'infos : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Manifestation-Contre-le-Nucleaire>



Tout au long de l'année, nous poursuivrons notre travail sur les transports de matières radioactives et lancerons plusieurs appels à mobilisation. Pour participer à notre vigie ou à nos actions : transports@sortirdunucleaire.fr

* Certaines informations laissent à penser que le transport pourrait être reporté en 2012, mais rien n'est sûr ni officiel à l'heure où nous écrivons.

11 mars 2012 - Journée de mobilisation nationale "Réaction en chaîne humaine pour sortir du nucléaire"

Un an jour pour jour après le début de la catastrophe de Fukushima, le Réseau "Sortir du nucléaire" organisera une grande journée de mobilisation contre le nucléaire sous le mot d'ordre "Réaction en chaîne humaine pour sortir du nucléaire".

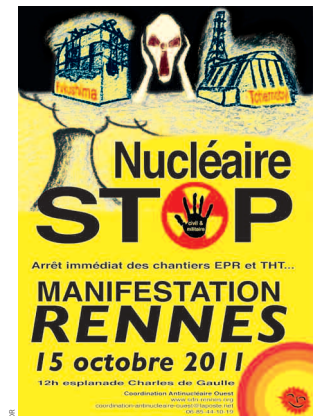
Partie d'un petit village ardéchois, l'idée a fait son chemin et est devenue un véritable projet. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a décidé de soutenir cette action et de la co-organiser avec les militants qui l'ont impulsée. Ce mode d'action original, visuel et hautement symbolique est l'occasion de rassembler au-delà du cercle des convaincus et de mobiliser massivement nos concitoyens.

Pour mettre en place ce projet et le financer, rassembler, organiser des cars et départs groupés, participer à l'organisation sur les lieux de ralliements... nous avons besoin de vous tous. Afin de préparer cet événement, des chaînes humaines sont d'ores et déjà organisées dans la vallée du Rhône tous les 4^{ème} dimanche de chaque mois (le 23 octobre à Tournon sur Rhône, le 27 novembre à Valence, le 18 décembre à Lyon, le 22 janvier à Grenoble, et le 26 février à Saint-Étienne).

Plus d'infos sur www.sortirdunucleaire.org et sur www.chainehumaine.org

Novembre 2011* : transport de déchets nucléaires La Hague - Gorleben

Comme en 2010, le dernier transport de déchets vitrifiés hautement radioactifs de La Hague à Gorleben pourrait bien avoir lieu dans le courant du mois de novembre – même si la date exacte n'est pas encore connue*. Le Réseau "Sortir du nucléaire" coordonnera à nouveau un week-end de mobilisation à cette occasion, ainsi qu'une campagne d'information préalable. Nous vous informerons des lieux de convergence le long du trajet dès que possible.



Les CASTOR (Cask for Storage and Transport Of Radioactive material) sont les conteneurs spéciaux dans lesquels sont transportés les déchets nucléaires.

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts de ce printemps-été 2011 riche en événements et actions. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Laura Hameaux, coordinatrice des groupes et actions. Courriel : laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr – Téléphone : 03 20 17 94 91

29 mai 2011 - Descente de Loire anti-nucléaire, deuxième !

Deuxième édition d'une descente de Loire pluridisciplinaire organisée par le groupe local Sdn-Touraine, la première ayant eu lieu trois ans plus tôt. Cette année, le groupe a eu le plaisir d'accueillir de nouveaux amis de Saumur, qui les avaient déjà rejoints lors de la journée commémorative de Tchernobyl. Il s'agissait là de descendre la Loire en canoë, à vélo et pour la première fois, à pied, pour les plus courageux.

Ce jour-là, c'est une petite quinzaine de participants qui se présentèrent à l'embarcadère de La Chapelle-sur-Loire. De là, voguent les canoës, roulent les vélos et marchent les piétons ! Incontournable et pour cause, le passage par la centrale de Chinon-Avoine... En canoë, les navigateurs furent observés à la jumelle, par des agents des forces de l'ordre, quasiment plus nombreux que les participants. La troupe rencontra à nouveau les gendarmes sur le pont qui traverse le fleuve et qui mène à la centrale, lieu du premier arrêt-regroupement. Les quinze descendeurs marchèrent vers le CNPE, où ils furent bloqués par les mêmes gendarmes à jumelles. Une petite manifestation bon enfant et il était temps de casser la croûte. Puis, remise en route, départ pour Candes-St-Martin, que tout le monde atteignit au bout d'une à deux heures.



Une journée militante avant tout, but oblige (la dénonciation de l'emprise du nucléaire sur un fleuve classé au patrimoine de l'Humanité), mais aussi une promenade entre amis qui partagent le même idéal, l'écologie. Une quasi-certitude, l'action aura sans doute lieu l'an prochain...

7 et 8 juin

Transport de déchets radioactifs néerlandais Borssele - La Hague



À l'arrêt depuis 2006, les importations de déchets nucléaires néerlandais vers le territoire français ont repris en mai dernier. Parti de Borssele (Pays-Bas) dans la matinée du 7, avec plusieurs heures de retard dues à un blocage de Greenpeace, le train aura passé la frontière franco-belge aux alentours de 16h30. Quatre actions successives ont eu lieu aux Pays-Bas et en Belgique, ainsi que plusieurs rassemblements en Belgique, dans le nord de la France, dans l'Oise, en Seine-et-Marne et dans le Calvados. Le train est finalement arrivé au terminal ferroviaire de Valognes le 8 dans la matinée.

Pour participer à notre vigie sur les transports : transports@sortirdunucleaire.fr

11 juin 2011

Opération "Carton rouge pour le nucléaire" à l'occasion des 3 mois de Fukushima

Au Japon, pour les trois mois de la catastrophe de Fukushima, plus de 68 000 personnes ont manifesté dans 108 localités pour réclamer la fermeture des centrales nucléaires nippones. Relayant en France l'appel de la société civile japonaise, le Réseau "Sortir du nucléaire", soutenu par onze organisations nationales signataires de l'appel "Nucléaire, nous voulons avoir le choix", invitait à faire du 11 juin une journée d'action et de mobilisation. Celle-ci fut une réussite : ce sont 55 actions contre le nucléaire et en soutien au peuple japonais qui ont été organisées partout en France.

Colonne de droite :
transport Borssele-LH
passage à Nanteuil-Le-Haudouin

Certains groupes ont d'ailleurs débordé d'imagination, à l'instar de SDN 38 (Isère) qui a joué un sketch "carton rouge pour le nucléaire" dans les rues de Grenoble. Lors de cette joute verbale, organisée sur le mode d'un match de football, les passants ont pu assister à une victoire écrasante du FCAN (Football Club Anti-Nucléaire) face au FC-ToutNucléaire. À Paris, la manifestation, organisée en quelques semaines à peine, a réuni 5000 personnes. Retrouvez le scénario de l'action de Grenoble et tous les comptes rendus d'actions sur notre site.



© Baptiste Sommer

15 juin 2011 – EPR : le nucléaire déroge à nouveau au droit

Le Réseau "Sortir du nucléaire" et l'Association de Défense de l'Environnement d'Envermeu, en partenariat avec le collectif "STOP-EPR, ni à Penly ni ailleurs", ont déposé le 20 mai dernier un recours en référé devant le tribunal administratif de Rouen afin d'obtenir la suspension de l'arrêté de dérogation aux espèces protégées daté du 23 mars 2011. Cet arrêté, pris par le préfet de Seine-Maritime en dépit du bon sens et malgré plusieurs avis défavorables et notamment celui du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de Haute-Normandie, était nécessaire à EDF pour pouvoir débiter les travaux préparatoires du chantier. Celui-ci permettait en effet à l'entreprise de déplacer, voire de détruire si besoin, des espèces protégées.

Pour le Réseau "Sortir du nucléaire", le dossier de demande de dérogation à l'article L 411-1 du Code de l'environnement qui protège les espèces animales et végétales répertoriées, présenté par EDF en novembre 2010 à la préfecture de Seine-Maritime était largement incomplet. Il se contentait en effet de prévoir quelques mesures compensatoires et notamment la création de zones d'eau artificielles pour accueillir les amphibiens déplacés. L'audience en référé, une procédure d'urgence permettant dans l'attente d'un jugement de suspendre l'exécution d'une décision, s'est déroulée le 15 juin 2011 au tribunal administratif de Rouen. Bien qu'ayant reconnu l'insuffisance des mesures présentées par EDF, le juge est venu affirmer que les déplacements ayant déjà commencé, il était trop tard pour suspendre cet arrêté et a rejeté notre requête.



© Xavier de Torres

EDF l'a bien compris, la politique du fait accompli fonctionne souvent. Reste que cet épisode nous confirme le bien fondé de notre décision de mettre en place un travail et suivi juridique régulier des centrales en fonctionnement et des projets en cours. Le dépôt d'un recours quelques semaines plus tôt aurait sans doute permis d'empêcher le déplacement de ces espèces et de freiner les travaux préparatoires sur le site de Penly. Mais la bataille n'est pas perdue, nous avons répertorié bien d'autres irrégularités dans ce projet.

Ci-dessus et à gauche : Mobilisation à Paris le 11 juin dernier.

23 juin 2011 – Colloque "Nucléaire, nous voulons avoir le choix" à Paris

Parce que la campagne présidentielle qui se profile dans les mois qui viennent doit être une opportunité à saisir pour enfin aborder les questions énergétiques en général et celles posées par le nucléaire en particulier, l'association Agir pour l'Environnement et Yves Cochet, député de Paris, ont souhaité organiser, le temps d'une journée, un vrai débat passionnant mais dépassionné associant acteurs associatifs, experts et responsables politiques de tous horizons autour des enjeux énergétiques auxquels sera soumis notre pays à l'avenir.

Le public a pu assister à de nombreuses interventions et discussions qui tournèrent autour des questions suivantes : prisonnier d'une technologie qu'il n'a pas choisie, le peuple français est-il condamné à assister passivement à la multiplication de catastrophes sans envisager d'options alternatives ? L'unilatéralisme énergétique promu, contre vents et marées, n'entraîne-t-il pas une dépendance extrême à l'égard du nucléaire ? Dans un cadre démocratique, avons-nous encore le choix de sortir du nucléaire ? Une journée riche et passionnante.



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Un mois de juin chargé autour de la centrale de Fessenheim

Le 18 juin à Colmar, l'association Stop Fessenheim et le collectif des jeûneurs organisaient une journée d'action pour la fermeture de Fessenheim et en soutien au 100 jeûneurs/ses, qui depuis le 18 avril se relayaient dans l'action "Jeûnons 365 jours, fermons Fessenheim pour toujours" et qui avaient déjà totalisé près de 500 jours de jeûne. Les participants se sont réunis autour du slogan "Ni Tchernobâle Ni Fukus'heim, bottons les fesses à Fessenheim !" sur le Champ de Mars et ont choisi cette date symbolique pour lancer un appel à la résistance au lobby nucléaire mortifère et au déni de démocratie de la nucléocratie.

Le 28 juin, cet appel était mis en application, à l'occasion d'une chaîne humaine de plusieurs kilomètres, organisée autour du site nucléaire par un collectif d'associations allemandes, françaises et suisses et qui a rassemblé plus de 7000 personnes.

Contacts : jeuneurs.sortonsdunucleaire@gmail.com
tel : 06 44 22 81 52
STOP-Fessenheim : stopfessenheim@yahoo.fr
tel: 03 68 23 01 29

Photo colonne de droite :
La police embarque sans motif les militants lors du meeting Areva du 8 juillet.

8 juillet 2011 Meeting Areva – Verts de colère

Le 8 juillet dernier, le Réseau "Sortir du nucléaire" et Sortir du nucléaire Paris avaient prévu d'organiser une action de sensibilisation et d'information lors du meeting Areva au stade de France. Ayant annoncé publiquement l'événement, puisqu'il s'agissait d'une simple action de tractage, nous avons fixé le rendez-vous au métro de Saint-Ouen. À l'heure dite, nous nous y retrouvions à une bonne vingtaine de militants, sous le regard des RG "dissimulés" de l'autre côté de la rue. Après briefing, nous nous sommes divisés en petites équipes et nous nous sommes répartis les différents lieux à couvrir. Arrivés sur place, l'un d'entre nous repéra trois policiers en civil équipés de talkie-walkie, dans lequel ils annoncèrent notre arrivée.

Sur une des passerelles menant au stade de France, à l'exception de quatre personnes, nous avons été bloqués par un cordon de CRS qui ont rapidement commencé à fouiller les sacs. Puis nous avons été

Ci-dessous :
Chaîne humaine organisée près de la centrale de Fessenheim, en Alsace.



encerclés, sans qu'on nous donne la moindre explication. Nous pensions être simplement contrôlés puis invités à quitter les lieux. Mais quelle ne fut pas notre surprise lorsque nous vîmes arriver un car de police vide, dans lequel les policiers en uniforme de "robocops" nous ont fait monter. Nous avons été embarqués, toujours sans motif. Puis nous avons été "baladés" dans les rues de Saint-Denis, avec le chauffage monté à fond – en plein été – et les bouches d'aération fermées.



À l'arrivée au commissariat de Saint-Denis, et après de longues minutes restés à cuire dans ce panier à salade tropical, nous avons subi une série d'ordres totalement désorganisés. La moitié du groupe fut tout d'abord invitée à entrer dans le bâtiment, l'autre partie devant dans un premier temps rester dans le car. Puis il fut demandé aux personnes restées dans le véhicule de descendre au comptegoutte. Mais, une fois à l'intérieur, la moitié d'entre nous a été conduite dans un second car, direction le commissariat d'Aubervilliers. Nous avons été soumis à de rapides interrogatoires ou de simples contrôles d'identité. Il était 18h30, nous étions séparés et assez éloignés du stade de France, le public était entré pour assister à la compétition. L'objectif de l'opération des forces de l'ordre était atteint, en toute illégalité : nous empêcher de "nuire", c'est-à-dire d'informer ! Nous nous sommes séparés avec amertume, mais aussi avec la ferme intention de recommencer bientôt...

Mobilisation contre ITER dans le sud de la France

Afin de préparer l'enquête publique à venir et d'informer la population locale, l'association Médiane et le Comité de défense de l'environnement de Jouques et Peyrolles ont organisé, les 6 et 7 mai, des réunions publiques "ITER, la grande illusion" dans la région de Cadarache, en présence du physicien nucléaire Jean-Marie Brom et de l'eurodéputée Michèle Rivasi. Parallèlement, une émanation du collectif STOP ITER de 2007 s'est ré-activée suite à une information transmise par Michèle Rivasi : du fait du gonflement énorme du budget ITER – plus d'un milliard d'euros supplémentaire – 14 eurodéputés de la commission budget se rendaient à Aix-en-Provence et sur le site ITER de Cadarache du 16 au 18

mai. Une manifestation rassemblant 200 personnes a été organisée à cette occasion devant l'hôtel aixois où se réunissaient les eurodéputés et ITER Organization. Des tracts, traduits en plusieurs langues ont été donnés aux eurodéputés présents.

L'enquête publique pour l'autorisation de la création de l'INB "ITER" a démarré le 15 juin. Le collectif a obtenu sa prolongation du 20 juillet au 4 août. Les physiciens Jean-Marie Brom, Dominique Lalanne, Christian Nazet et Jean-Pierre Petit ont enrichi les arguments des opposants en démontrant scientifiquement le réel gâchis d'argent que représente ce projet dangereux, hypothétique et ne répondant pas aux urgences actuelles. Dès le début du mois de juin le collectif a fait circuler des pétitions puis des modèles de lettres invitant la population à écrire à la commission d'enquête publique afin qu'elle exprime un avis négatif. Une cyberaction a été lancée le 4 juillet. Une première remise de pétitions papier et 32 lettres individuelles, dont celle d'Albert Jacquard, a été organisée le 11 juillet. La pétition de la cyberaction avec 7730 signatures et 61 nouvelles lettres, dont celle de Jean-Pierre Berlan (ancien directeur de recherche à l'INRA), ont été remises le dernier jour de l'enquête au commissaire enquêteur en présence de la presse locale et de France 3.

À partir de la clôture de l'enquête, la commission dispose d'un délai de 45 jours pour exprimer son avis et réaliser une synthèse des avis recueillis au cours de l'enquête. À l'heure où nous écrivons ces lignes nous ne connaissons pas l'issue, mais vous pourrez trouver toutes ces informations sur notre site, dans nos pages consacrées à ITER et à la mobilisation contre le projet. La cyber-action reste ouverte jusqu'au 11 novembre, alors, vous aussi, signez la pétition !

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/Enquete-publique-mobilisation>

Juillet 2011 Effervescence en Avignon

À l'occasion du Festival d'Avignon, ce sont pas moins de 50 bénévoles venus des quatre coins de France, accueillis par dix adhérents de l'association A.V.E.N.I.R qui se sont relayés pendant trois semaines, du 6 au 26 juillet pour tenir un stand et apporter au public, festivaliers ou non, une information sur les dangers du nucléaire et ses alternatives. Les bénévoles y proposaient notamment une pétition à destination du Président de la République, pétition qui a, à ce jour, recueilli 6 021 signatures. Pendant tout le mois de juillet, nos militants ont pu croiser des milliers de concitoyens heureux de pouvoir enfin s'exprimer et regrettant de n'avoir jamais pu donner leur avis sur la politique électronucléaire de la France.

Certaines rencontres les ont d'ailleurs particulièrement émus. Ces employés travaillant à Marcoule, reconnaissants envers les anti-nucléaires pour avoir influencé favorablement leurs conditions de sécurité, s'excusant de ne pouvoir signer la pétition bien

qu'ils en aient l'envie. Ces six CRS attendant de ne plus être en uniforme de service pour venir signer la pétition, du jamais vu ! Ces troupes entières de théâtre venues déclamer des vers en faveur de la sortie du nucléaire — il paraîtrait même que Cyrano de Bergerac était anti-nucléaire. Ces jeunes ingénieurs fraîchement formatés à l'idéologie productiviste, à qui les bénévoles ont consacré des heures entières et qui ont fini par formuler des remerciements malgré leur arrogance première. Ces commerçants de la place de l'Horloge venant apporter des boissons fraîches pour remonter le moral des troupes par temps de forte canicule, manière indirecte de témoigner d'un certain soutien.

Eh oui, il semble que les temps aient décidément bien changé. On sent que Fukushima est passé par là et que notre parole est dorénavant mieux accueillie, écoutée et respectée... un signe d'espoir très encourageant.



Les signatures de nombreux jeunes nous ont comblés de joie.

À ces centaines d'heures de bénévolat, s'est ajoutée l'organisation de deux manifestations, suivies de deux chaînes humaines, les 9 et 24 juillet, sans oublier l'accueil de l'Alter-Tour 2011 le 25 juillet, le Tour de France des Alternatives qui pédale pour une planète sans dopage, pour une sobriété énergétique et heureuse !

Pour retrouver la pétition, rendez-vous sur le site www.avenir84.org. Imprimez-la, faites-la circuler, puis renvoyez-la à l'adresse suivante : A.V.E.N.I.R, 16 rue Louis Feuillée, 84000 Avignon. Prochain objectif : 10 000 signatures.

Pour participer aux permanences dans les rues d'Avignon, contactez Marie-Hélène MANCINHO, directrice de A.V.E.N.I.R : contact@avenir84.org Tel : 09 54 18 24 57

Bien d'autres actions ont été organisées ces derniers mois. Rassemblements contre le nucléaire, commémoration des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki..., et bien sûr toujours de très nombreux stands, débats, spectacles, conférences, projections et formations. N'hésitez pas à nous contacter pour en organiser près de chez vous, nous saurons vous y aider. Par ailleurs, le Réseau était présent fin août à la convergence citoyenne pour la transition énergétique à Lézan, à l'initiative des collectifs contre le gaz de schiste. Nous vous en parlerons dans le prochain numéro.

Ni civil, ni militaire, sortons du nucléaire !

"Freeze la bombe" : gel du nucléaire militaire au Trocadéro

Les 25 et 26 juin, le Collectif ICAN-France organisait un week-end d'action et de réflexion dans le cadre de la Journée mondiale d'abolition de l'arme nucléaire et à l'occasion du P5 : une réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, avec à l'ordre du jour l'armement nucléaire. Afin de soutenir cette initiative, le collectif des Désobéissants a organisé une action symbolique "freeze la bombe" sur l'esplanade du Trocadéro à Paris, où une manifestation était prévue. ("freeze" = "gel" en anglais)



© Stéphanie Molinari

Le nucléaire, un suicide collectif (1)

6-9 août 2011 : un jeûne pour l'abolition des armes nucléaires

En commémoration des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, l'association "La Maison de vigilance de Taverny" a organisé un jeûne du 6 au 9 août 2011 pour l'abolition des armes nucléaires. Questions à Dominique Lalanne.

SDN : Votre association a organisé un jeûne de 4 jours, pour quelles raisons ?

Dominique Lalanne : Depuis 27 ans un tel jeûne est organisé entre l'anniversaire du bombardement nucléaire d'Hiroshima et de celui de Nagasaki. Il avait été initié par Solange Fernex (alors députée européenne Verte) et Théodore Monod. Ce jeûne a pour objectif de commémorer ces bombardements, d'interpeller le public sur l'urgence du désarmement nucléaire et de préciser nos demandes par rapport au gouvernement.

SDN : En quoi ont consisté vos actions ?

DL : Une dizaine de jeûneurs à Taverny et une quinzaine de jeûneurs à Paris, au Mur pour la paix, sur le Champ de Mars rencontraient les touristes et les passants et ont organisé des animations sous la tour Eiffel de danses et de spectacles, avec de grandes banderoles, des tracts, et une exposition sur Hiroshima et Fukushima, et aussi des présences devant la Base de la Force nucléaire aéroportée à Taverny.

SDN : Fukushima et Hiroshima, même combat ?

DL : Pour les jeûneurs le lien nucléaire civil et militaire est évident. Nous avons essayé de sensibiliser le public à la nécessité de sortir au plus vite du nucléaire civil et militaire.

SDN : Quel était votre objectif ?

DL : L'élimination des armes nucléaires. Pour ce faire l'opinion publique doit imposer aux États nucléaires d'accepter la Convention d'élimination voté par l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 2010 par plus des 2/3 des pays. La France a voté contre. Nous demandons aussi des mesures précises pour engager le processus, comme par exemple l'abandon de la Force nucléaire aéroportée.

SDN : Pourquoi un jeûne ?

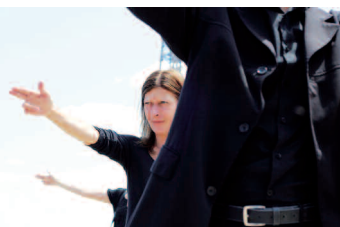
DL : Un jeûne provoque l'interrogation. Les gens se demandent en quoi le sujet est si important qu'on soit conduit à se passer de manger pendant 4 jours. Les jeûneurs trouvent dans cet effort une plus grande disponibilité. Mais certains sont très fatigués et rien que leur fatigue est le message de l'importance du sujet. Pour plusieurs, c'est plus qu'un jeûne, c'est une démarche politique.

SDN : Votre association "La Maison de vigilance de Taverny" organise-t-elle d'autres actions ?

DL : Une fois par mois nous sommes présents, avec d'autres associations ainsi que plusieurs militants du Réseau "Sortir du nucléaire", devant le ministère de la Défense avec nos banderoles et des tracts. Mais une plus large mobilisation serait nécessaire...

SDN : Un dernier mot ?

DL : Le nucléaire civil est un danger dont l'opinion publique a pris conscience avec Fukushima. Le nucléaire militaire est un danger encore plus grand, 2000 bombes sont encore en état d'alerte et peuvent enclencher des frappes nucléaires en une dizaine de minutes. Notre souhait est que le sujet de la sortie du nucléaire militaire, et civil, s'impose à l'opinion dans notre pays. Et sur toute la planète...



© Stéphanie Molinari

Le nucléaire, un suicide collectif (2)



© Dominique Lalanne

Au Mur de la Paix, avant de rejoindre la tour Eiffel.

Contre une poubelle nucléaire à Bure

Apportez votre pierre à la **résistance** !

Le chantier de la Maison de Résistance à l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure avance à grands pas. Pour le mener à terme, nous avons besoin de votre soutien.
Objectif : empêcher que la poubelle nucléaire de Bure devienne réalité.

Bure est un petit village de 92 habitants à la frontière de la Meuse et de la Haute-Marne. L'État a désigné ce secteur pour y implanter, à 500 mètres de profondeur, un laboratoire de recherche souterrain géré par l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs). Mais l'étiquette "laboratoire" cache l'enfouissement programmé des déchets nucléaires. Ce projet, appelé CIGEO (centre industriel de stockage géologique), est censé être mis en œuvre en 2017.

C'est pour assurer une présence permanente sur le terrain que plusieurs habitants et militants, rejoints par le Réseau "Sortir du nucléaire", ont acheté en 2004 une maison (alors en ruine) dans la commune de Bure. Elle est aujourd'hui gérée par le collectif Bure Zone Libre qui la restaure et l'anime avec le soutien du Réseau.

Un chantier qui avance... grâce à vous !

Grâce aux nombreux sympathisants qui ont participé en 2008 à la souscription "5000 pierres pour la Maison de Bure", et grâce à la ténacité des permanents et bénévoles, la maison est à ce jour rénovée en bonne partie : poutres, charpente et toiture de la grange et de la maison, isolation, chauffage, installation d'une chaudière bois, pose de 11 m² de panneaux solaires, construction d'une éolienne, installation de toilettes sèches dans le jardin...

La salle "multi-activités" est elle aussi bien avancée, certains murs et certaines parties du bâtiment ont tout d'abord été abattus, puis une dalle de béton a été coulée et une ossature bois a été posée. Le bâtiment a ensuite été couvert et le toit isolé. Cet été, les bénévoles se sont attaqués à la première phase de l'isolation de la salle. Celle-ci est donc maintenant étanche à l'air, sur le principe des bâtiments basse consommation, et prête à être insufflée en ouate de cellulose, un isolant écologique. Chantier qui devrait être mis en œuvre à l'automne. Doivent également être prochainement réalisés l'électricité et le chauffage, ainsi que la pose du revêtement mural.

Une Maison grande ouverte aux militants !

La Maison de Résistance accueille déjà des militants venus de toute la France et d'Allemagne pour participer à la lutte locale, organiser des actions et des manifestations et assurer une vigilance quotidienne face aux agissements de l'ANDRA. Elle est également un lieu de convergence pour les militants qui souhaitent se réunir et travailler

ensemble. Si vous avez un projet qui nécessite un lieu d'accueil, contactez-nous ! Nous pouvons mettre les lieux à votre disposition. L'été, la Maison peut déjà accueillir quelques dizaines de personnes grâce à un dortoir et au jardin dans lequel il est possible de monter des tentes. Mais pour un accueil en hiver, quelques gros chantiers restent à faire.

En soutenant le chantier de la Maison de Bure, apportez votre pierre à l'édifice antinucléaire !

Nous avons besoin de vous... En faisant un don pour le chantier de la Maison de Bure, vous nous permettez d'achever la construction de la salle multi-activités. Si vous êtes imposable, un don de 20€ ne vous coûtera en réalité que 6,6€ après déduction fiscale. Utilisez le coupon-réponse du feuillet joint à cette revue.



Si Bure devenait la poubelle nucléaire de la France et peut-être de l'Europe, nous serions tous menacés. Les inévitables fuites radioactives contamineraient à terme l'ensemble des bassins de la Seine et du Rhin. Le temps presse ! L'ANDRA avance et prospecte. La procédure administrative pour la construction du projet de stockage devrait être lancée courant 2012 et un soi-disant "débat public" organisé en 2013. Nous devons donc être prêts pour cette échéance, afin de pouvoir accueillir des militants de toute l'Europe et organiser une opposition massive. Les travaux du centre de stockage n'ont pas encore commencé, nous pouvons empêcher ce projet !

Nous comptons sur votre soutien !

Une **marche** d'un mois le long de la Loire pour sortir du nucléaire et pour la paix

Du 1er au 31 juillet, l'association Footprints for Peace organisait, en partenariat avec le Réseau "Sortir du Nucléaire" une marche internationale le long de la Loire. Les marcheurs auront traversé les villes d'Orléans (45), Blois (41), Tours (37), Chinon (37), Saumur (49), Angers (49) et Nantes (44) et auront parcouru, en un mois, près de 600 km à pied. Cette marche leur aura permis de croiser et d'informer des milliers de personnes sur le nucléaire et ses alternatives. La parole aux organisateurs.

Note : Une marche est également organisée par Footprints for Peace et les Aborigènes en Australie du 21 août au 31 octobre 2011. Des membres du Réseau "Sortir du nucléaire" étant sur place, ils vous relateront leurs aventures australiennes dans le prochain numéro.

Des milliers de personnes croisées sur les routes

Pendant un mois, la marche a croisé des milliers de personnes sur sa route et traversé des dizaines de villes et villages. Même si la portée médiatique est restée locale, elle a tout de même été importante : presse écrite, radios et télé locales. Nous avons même reçu la visite d'un réalisateur de cinéma.

Une expérience de démocratie participative

Le groupe de marcheuses et marcheurs - à géométrie variable, avec sept personnes qui ont fait tout le chemin du début à la fin - a réussi à approcher un fonctionnement de démocratie participative. Merci à Albert et Marc, les organisateurs de n'avoir jamais cherché à accaparer un quelconque pouvoir, le cercle a été tout au long de la marche l'instance de décision. À Tours, nous avons modifié de façon consensuelle le texte du tract. Et bien que limités par le peu de temps disponible laissé par la marche et les tâches matérielles quotidiennes, nous avons préparé les actions collectivement.

Les 7 marcheurs ayant fait toute la marche arrivent au Pellerin fatigués, mais ravis. Ils sont suivis par une bonne cinquantaine de marcheurs.



Des actions

Quatre actions sur les sites des centrales ont été organisées, à Belleville, Dampierre, Saint-Laurent, Chinon, une manifestation à Orléans, une sur un site d'éolienne, ainsi que de nombreux débats et rencontres dans les villes et villages traversés, et 10 000 tracts distribués, ainsi que des brochures et des cartes de la France nucléaire.

De belles rencontres et des souvenirs plein la tête

De belles et riches rencontres chez des anti-nucléaires locaux, dans des lieux alternatifs, au fil de la marche ou lors des étapes : Yesmen, avenir sans pétrole, Biocoop, fermes écologiques, bâtiments basse consommation, Troglodal, Virage énergie, faucheurs d'OGM, le Wagon, opposants à l'aéroport, vigies devant l'OMS... Et beaucoup d'échanges, de convivialité et de créativité tout au long de la marche : chansons, rythmes, bannières, chorégraphie, qi-gong, espéranto, cueillettes, cuisine, origami...

Un moment fort de la Marche a été la rencontre avec les résistants à l'implantation de deux centrales nucléaires en Bretagne, au Pellerin et au Carnet. La lutte fut très dure et déterminée, portée par les paysans et les ouvriers ayant de l'expérience. Les propriétaires des terrains n'ont pas cédé - à cette époque, les lois sur les réquisitions de terrain étaient différentes -, et la non-violence active a découragé les promoteurs du nucléaire. C'est toujours reconfortant d'écouter des récits de victoires.

Différents et loin d'être d'accord sur tout, notamment sur la nécessité d'une sortie immédiate du nucléaire, nous avons encore à l'oreille le message, transmis par Albert, des Aborigènes qui s'excusent pour la pollution provoquée sur la planète par l'uranium extrait de leurs terres.

Annie Griffon, Albert Monti, Marc Erens
(co-organisateurs) et **Laura Hameaux**

Pour contacter les organisateurs :

Tél : 06 78 75 60 55

Courriel : marchesortirdunucleaire@gmail.com

Blog :

<http://marche-pour-sortirdunucleaire-et-pour-la-paix.over-blog.com>

Footprints for Peace :

<http://www.footprintsforpeace.org>

De retour de Fukushima, où le silence et les mensonges tuent

Depuis plusieurs semaines déjà, la catastrophe de Fukushima ne fait plus la une de l'actualité. Pour l'immense majorité de nos concitoyens, la question est réglée et il va quasi de soi que Tepco, et Areva pour ce qui est du traitement des eaux polluées, maîtrisent parfaitement la situation. Les personnes qui devaient être évacuées l'ont été, le taux de radioactivité baisse et le Japon, vu de France, est prêt à faire redémarrer des centrales. Du reste, régulièrement, la presse, informée par les soins du lobby nucléaire français, indique que telle ou telle centrale va redémarrer.

Cela est dramatiquement et tragiquement faux.

Tout d'abord, les autorités japonaises - j'ai rencontré le secrétaire d'État à l'Environnement, le vice-ministre de l'Environnement et le vice-gouverneur de Fukushima - reconnaissent que la catastrophe est en cours et que rien n'est réglé. Les informations sont très rares.

Les autorités admettent que trois cœurs nucléaires ont fondu et que les cuves ont été transpercées. Cependant, ils ignorent ce qu'il se passe aujourd'hui, en particulier ce point vital de savoir si le radier a été percé par le corium ou non, ce qui signifierait, bien entendu, la pollution irréversible de la nappe phréatique.

Concernant le traitement de l'eau, Greenpeace considère qu'il vient à peine de débuter. Les autorités reconnaissent l'entassement de boues radioactives dont évidemment personne ne veut parler mais aussi les millions de mètres cube d'eau contaminée.

Les dosimètres encore bloqués à l'aéroport

En second lieu, et c'est tout aussi préoccupant, la situation des familles qui vivent dans la région de Fukushima est, au sens propre du terme, véritablement tragique. J'ai passé près de deux heures avec l'association qui regroupe plusieurs centaines de familles et qui est animée par des femmes déterminées et révoltées.

On peut les comprendre. Ce qui leur est arrivé rappelle de très près ce que nous avons vécu avec Tchernobyl et la manière dont les choses se mettent en place nous renvoie au spectre du passé.

Tout d'abord, et même si on peut comprendre que, vivant en même temps un tremblement de terre et un tsunami, la situation était passablement désorganisée, l'organisation météorologique japonaise était tout de même dans l'incapacité suspecte de fournir les cartes des vents au moment de la catastrophe de Fukushima. Les populations n'avaient aucune idée d'où venaient les vents.

Aucune instruction ne leur a été donnée, aucune pastille d'iode ne leur a été distribuée. Il a fallu attendre plus d'un mois pour qu'elles puissent disposer d'une information publique sur le niveau



© <http://nonukes.org/> / Lina Bondaranko

de contamination et aujourd'hui, ce sont 40 000 dosimètres qui restent bloqués par décision politique à l'aéroport de Tokyo. Les familles ne savent donc pas quel est le niveau de la radioactivité dans laquelle elles vivent.

Les mères inquiètes pour leurs enfants

Sur le plan de l'alimentation, des prélèvements sont faits mais leurs résultats sont donnés bien après que les aliments ont été mis sur le marché et consommés. L'essentiel pour ces mères est, bien entendu, la situation de leurs enfants.

Au Japon, comme partout dans les pays membres de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), le niveau admissible pour les populations est de 1 millisievert par an (mSv/an). Il est de 20 mSv/an pour les travailleurs du nucléaire. Aujourd'hui, dans les zones où vivent ces gens, dans la préfecture de Fukushima, le niveau est largement supérieur avec 5 mSv/an, jusque parfois 20 mSv/an.

Ces femmes exigent pour leurs enfants comme pour elles-mêmes le droit de vivre dans un environnement à 1 mSv/an. Le problème est que personne n'a les moyens de répondre positivement à leurs questions.

"Combien en faudra-t-il encore ?"

FUKUSHIMA 03.11.11



© <http://nonukes.org/> / Anita Feng

脱
NO NUKES

Il faut envisager une évacuation plus large

Deux solutions sont envisageables : soit la décontamination - et on en parle beaucoup au Japon - soit l'évacuation. Il semblerait que quelques cours de récréation aient fait l'objet d'une décontamination, qui consiste à retirer 50 à 60 cm de terre, dont on ne sait du reste pas où on va la stocker.

Cela permet de réduire le niveau de la pollution. C'est peut-être possible au niveau local avec des résultats qu'il conviendrait de vérifier. C'est évidemment impossible à l'échelle d'une préfecture entière.

De ce fait, c'est bien la deuxième solution qu'il faut envisager. Elle consiste bien évidemment à permettre aux gens qui le veulent de partir. Mais pour qu'ils puissent s'en aller, encore faut-il leur permettre d'aller vivre ailleurs.

La vérité de la situation, et c'est là tout son aspect tragique, c'est que les autorités japonaises font ce qu'elles peuvent dans une certaine mesure. Toutefois, puisque l'information est confisquée, les moyens donnés aux gens pour connaître la réalité de la situation leur sont refusés.

Les agriculteurs pas indemnisés

Du point de vue du changement et des décisions techniques à prendre, le monde agricole n'est pas en reste et devient lui aussi victime de la défaillance des autorités.

La préfecture de Fukushima promeut les produits agricoles de la région de Fukushima et se plaint des mauvaises rumeurs qui les concernent. Il m'a été fait cadeau d'un magnifique cageot de pêches. La vérité est, bien entendu, que l'immense majorité des produits de cette zone ne devrait pas être consommée mais pour qu'ils ne le soient pas, encore faut-il que les agriculteurs qui les produisent puissent être indemnisés et gagner leur vie. Or, tel n'est pas le cas.

Cette situation absolument tragique à laquelle est exposée le Japon s'exprimerait ainsi pour tout pays industrialisé, les mêmes risques produisant probablement les mêmes effets. C'est précisément la raison pour laquelle la chape du silence s'est mise sur le Japon.

Les médecins montent des réseaux parallèles

Les médecins n'ont plus le droit de parler et n'osent plus parler. Il semblerait qu'un réseau de pédiatres essaye de se mettre en place, que certains médecins, notamment dans les zones rurales, essaient d'organiser la population de manière à ce qu'elle se protège le mieux possible et qu'un suivi médical puisse être mis sur pied.

Mais tout ceci se fait par une voie citoyenne, par une voie parallèle, j'allais dire occulte, car de manière tout à fait évidente les autorités nucléaires ont décidé qu'il n'y aurait pas de connaissances fines et précises des effets épidémiologiques de cette catastrophe.



© <http://nonukeart.org>

C'est contre ce mur de silence qu'il convient que, nous tous, nous nous révoltions car il s'agit d'enfants et les enfants de Fukushima pourraient être enfants de Fessenheim, du Bugey ou du Blayais. C'est notre responsabilité de parler, d'agir et d'aider les associations qui se battent avec les plus grandes difficultés sur place.

Chut, le Japon va sortir du nucléaire

En revanche, les autorités japonaises, qui mesurent très probablement leurs limites, même si elles ne peuvent pas l'exprimer, semblent avoir pris une vraie décision : celle de sortir du nucléaire.

En effet, il faut savoir, et cette information est soigneusement cachée en France pour des raisons que chacun peut comprendre, que le Japon a réduit de 28 % sa consommation électrique depuis Fukushima et près de 40 % dans la région de Tokyo. Il n'y a plus aujourd'hui que 14 réacteurs qui sont en activité sur 57.

Cette réduction massive a été obtenue par un éventail de mesures : par exemple, l'extinction des lumières dans les ministères pendant la journée, l'absence de climatisation (malgré les 38 degrés qu'il faisait à Kyoto voici quelques jours), l'extinction des grandes publicités dans Tokyo le soir, ou une organisation différente du système de production industrielle qui travaille en roulement et qui a ainsi permis d'obtenir ce résultat remarquable.

Aussi, quand nous, Européens, nous demandons si nous arriverons à faire moins 20 % d'ici 2020, il y a beaucoup à apprendre de nos amis japonais. Le nouveau Premier ministre l'a affirmé lors de sa campagne électorale : le Japon est décidé à ne plus construire de nouvelles centrales nucléaires, ce qui veut dire qu'il va sortir du nucléaire.

Quand ? Cela dépend, bien sûr, des stress-tests qui seront réalisés et de la réouverture ou non des centrales nucléaires fermées aujourd'hui en raison de la maintenance d'ici mars 2012.

Corinne Lepage

Députée européenne

Ex-ministre de l'Environnement

Article publié le 02/09/11

par le site d'information Rue89 : www.rue89.com

Colonne de droite :
"C'est toi qui choisis !"



今こそ世界に先駆ける時だ
NO NUKES

© <http://nonukeart.org>

Fukushima : le Japon est durablement contaminé

Dans une vidéo mise en ligne le 17 août sur son site¹, le directeur de la centrale de Fukushima Daiichi prie la population de l'excuser pour les "désagréments et l'anxiété causés par l'accident". TEPCO n'aurait ainsi causé que des désagréments et de l'anxiété ? Et d'ajouter sans vergogne qu'ils font tout pour que les personnes déplacées puissent revenir au plus vite chez elles.

Des rejets massifs de radioéléments

Même arrêtée, une centrale nucléaire est menaçante: la forte chaleur dégagée par la radioactivité du combustible doit être évacuée dans le cœur du réacteur puis pendant des années en piscine. Sans électricité et eau, pas de refroidissement et la pression monte. Il faut donc dépressuriser les réacteurs pour éviter qu'ils n'exploient. C'est ce qui s'est passé dans les réacteurs 1 à 3 de la centrale de Fukushima frappée par un puissant séisme et un tsunami, entraînant des rejets radioactifs massifs. Comme le combustible a fondu, il n'est plus protégé par sa gaine, et les éléments très radioactifs sont en contact direct avec l'eau et l'air. Les explosions hydrogène qui ont eu lieu dans trois des six réacteurs de la centrale et au niveau de la piscine d'un quatrième ont aussi provoqué de forts dégagements de gaz radioactifs.

Tout un cocktail de radioéléments a été rejeté. La quantité estimée a posteriori a changé au cours du temps et dépend de l'organisme qui a fait les calculs. Une chose est sûre, c'est que l'on n'est pas loin des quantités rejetées par Tchernobyl. Les niveaux de contamination relevés jusqu'à des dizaines de kilomètres de la centrale sont aussi similaires à ceux relevés dans les territoires contaminés de Biélorussie. Avec cependant quelques petites différences : contrairement à Tchernobyl, où un incendie a entraîné une forte contamination de la Scandinavie par exemple, les vents dominants ont emporté la majorité de la radioactivité émise par la centrale de Fukushima vers l'Océan Pacifique. Les relevés effectués autour de la centrale ont aussi montré que très peu de plutonium est sorti, alors qu'en Biélorussie, la contamination en plutonium, très toxique, doit être prise en compte dans la délimitation des zones à évacuer. La contamination en strontium est aussi relativement plus faible qu'autour de Tchernobyl.

L'évacuation, seul recours pour protéger les populations

Les habitants ont été rapidement évacués, parfois dans des conditions chaotiques, dans un rayon de 20 km autour de la centrale et confinés jusqu'à 30 km pour éviter l'exposition au panache radioactif. Le confinement a duré des semaines avant que les habitants soient invités à partir. Comme la centrale est encore menaçante et que l'on ne peut pas exclure de nouveaux rejets, une distance de



© Tepco

sécurité de 30 km est maintenue. En effet, la centrale est fragilisée et les séismes continuent. À cela s'ajoute la contamination de vastes territoires qui fait qu'une grande partie de ces gens ne pourront pas rentrer chez eux. Ce sont près de 80 000 personnes jusqu'à une quarantaine de kilomètres de la centrale qui ont finalement été évacuées. Et ce n'est sûrement pas suffisant.

Évacuer est une décision terrible, car on perd tout, maison, emploi... C'est aussi le démantèlement des communautés et du lien social très fort au Japon. Les agriculteurs sont les plus pénalisés car ils n'ont presque aucun espoir de retrouver des terres. Nombreux ont refusé de partir et sont restés avec leurs bêtes. Quand les autorités ont bouclé la zone des 20 km autour de la centrale, fin avril, 45 irréductibles ont refusé de partir.

Pourtant, les conséquences de la radioactivité sont pires que l'évacuation et personne n'a réclamé une zone d'évacuation plus étroite. En revanche, les appels à l'élargissement de la zone sont nombreux. Les autorités japonaises ont fixé à 20 millisieverts par an la limite de risque acceptable pour la population, comme pour les travailleurs du nucléaire. C'est 20 fois plus qu'en temps normal et c'est inacceptable². Car contrairement aux travailleurs du nucléaire qui sont sélectionnés et suivis médicalement, il y a des personnes fragiles et vulnérables parmi la population qui doivent être mieux protégées. C'est le cas des

Essayage et distribution de combinaisons anti-radiations.

Nous mettons notre futur en danger



Notes :

1 : <http://www.tepco.co.jp/en/news/110311/images/110817e.wmv>

2 : Un argumentaire d'ONG japonaises de 16 pages sur le sujet peut être téléchargé ici : http://www.greenaction-japan.org/internal/110817_Fukushima_human_rights_UN_submission.pdf

enfants, particulièrement sensibles aux radiations. Où mettre la limite ? Jusqu'à où évacuer ? Ce n'est pas une décision facile. Interrogée par l'ACRO, l'IRSN a déclaré qu'elle recommanderait de mettre la limite à 10 millisieverts par an en cas de situation similaire en France. Et d'ajouter que cela impliquerait d'évacuer 70 000 personnes supplémentaires au Japon³. De fait, les familles qui peuvent se le permettre sont parties, ou se sont séparées, la mère et les enfants, ou les enfants seuls envoyés plus loin. Sans aide gouvernementale, d'autres n'ont pas le choix et doivent rester.

La délimitation des zones d'évacuation est seulement définie à partir de l'irradiation externe due aux retombées sur le sol. Mais, les personnes ne partent pas de zéro puisqu'elles ont été exposées aux retombées radioactives : le logiciel SPEEDI développé après Tchernobyl pour calculer l'impact des panaches radioactifs en cas d'accident n'a servi à rien, ou presque. Les prévisions n'étaient pas publiées et pas utilisées par les autorités. Des personnes ont été évacuées dans un abri situé sous les vents dominants où les enfants ont joué dehors. Et la contamination interne risque de continuer via l'alimentation, l'inhalation de poussières...

Notes :

3 :

http://www.irsn.fr/FR/Actualites_presse/Actualites/Pages/2010523_Gestion_radiologique_territoires_contamines_Fukushima-Rapport_IRSN.aspx

4 : Tous les résultats de mesures effectuées par l'ACRO sur des échantillons en provenance du Japon sont en ligne sur son site Internet.

5 : Disponibles en japonais sur le site des autorités régionales de Fukushima.

6 : Pour le césium radioactif (césium 134 + césium 137), les autorités japonaises ont fixé à 500 Bq/kg la limite au-delà de laquelle un aliment ne peut pas être vendu.

Blocage de la route d'accès à la centrale par le sud.



DR

Certaines de ces boues ont été incinérées, entraînant une contamination locale importante. L'ACRO a mesuré une contamination en césium dans un sol de l'arrondissement de Kôtô-ku de Tôkyô qui nécessite une surveillance radiologique. De la paille de riz contaminée a été vendue jusqu'à Mié, à 600 km de la centrale, rendant la viande de bœuf radioactive. Le fumier a servi à faire du compost à Shimané à l'autre bout du pays.

La chaîne alimentaire est contaminée

La chaîne alimentaire est donc touchée et la crise provoquée par la découverte de viande de bœuf radioactive au-delà des normes sur les étals a montré que les contrôles officiels n'étaient pas suffisants. Le pays importe près de 60 % de sa nourriture, mais est autosuffisant en riz. L'agriculture dans les zones évacuées est suspendue. Au-delà, elle est fortement perturbée, de nombreux aliments ne pouvant pas être mis sur le marché⁶. Heureusement, la plupart des aliments vendus en supermarché sont peu ou pas contaminés. Les aliments qui ne passent pas par les circuits commerciaux échappent aux contrôles.

Les végétaux peuvent être contaminés de deux façons. D'abord par les feuilles directement exposées aux retombées. Le transfert est élevé, mais cela ne dure que le temps d'une récolte. Si l'accident de Tchernobyl avait eu lieu en juin, une grande partie de la production de blé en France n'aurait pas pu être consommée. L'autre mode de contamination est via les racines. Le taux de transfert est généralement faible, mais dans les zones très contaminées, cela rend la production d'aliments impossible pendant des décennies à cause du césium 137 qui a une demi-vie de 30 ans. Le thé de Shizuoka devrait pouvoir être consommé sans problème dans l'avenir.

La culture du riz est plus problématique : une étude de l'université de Tokyo, en collaboration avec la province de Fukushima, a montré que le césium s'enfoncerait plus vite dans le sol que ce qui était généralement admis, rendant une décontamination des terrains quasiment impossible. De plus, les fortes pluies de juin et les typhons ont lessivé les sols et concentré la radioactivité dans les rivières. Celle-ci risque ensuite de diffuser lentement dans les rizières où elle va rester piégée. Une surveillance accrue s'impose pendant de longues années.

Le milieu marin est aussi très touché

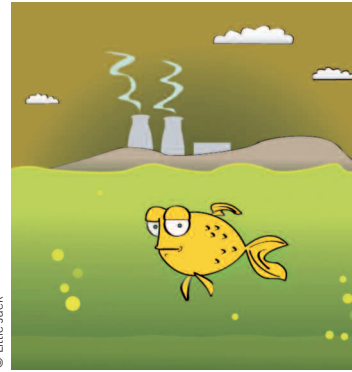
À toute cette contamination terrestre, s'ajoute une forte pollution radioactive en mer. Outre les rejets aériens qui ont aussi contaminé l'océan sur une grande surface, TEPCO a dû faire face à une forte fuite d'eau très radioactive qui a contaminé durablement la côte. Au même moment, la compagnie a rejeté volontairement de l'eau moyennement radioactive, ce qui a provoqué une confusion et un tollé.

Les sous-sols inondés des réacteurs débordaient dans la mer et il fallait pouvoir pomper cette eau fortement contaminée. TEPCO a donc vidé des cuves pour faire de la place. Pour l'iode, ces rejets volontaires étaient dix fois plus faibles qu'une année de rejets de l'usine Areva de La Hague. En revanche, TEPCO a annoncé que la fuite d'eau du réacteur n°2 a entraîné un rejet estimé à 520 m³ d'eau très

radioactive, soit 4 700 térabecquerels (1 térabecquerel représente un million de millions de becquerels) ou 20 000 fois l'autorisation de rejet annuel. Ce seul rejet mériterait d'être classé au niveau 5 ou 6 de l'échelle internationale INES.

La centrale de Fukushima étant proche du point de rencontre de deux courants marins, cette pollution devait être rapidement emportée au large et les autorités se voulaient rassurantes. Mais il n'en est rien. Des mois plus tard, les analyses faites par l'ACRO pour Greenpeace sur des poissons et algues prélevés à des dizaines de kilomètres de la centrale montrent une contamination persistante. Certains de ces échantillons dépassent la limite fixée en urgence par les autorités japonaises pour les produits de la mer. Les fonds marins sont aussi contaminés.

Si les algues et les poissons sont contaminés, l'eau de mer doit l'être aussi. Mais les analyses effectuées par les autorités japonaises ne sont pas assez précises : en dessous de la limite de détection de quelques becquerels par litre, il est annoncé "non détectable". Or il est nécessaire d'avoir des limites plus basses, car la vie marine a tendance à concentrer cette pollution. La pollution en iode peut être 1 000 fois plus forte dans une algue que dans l'eau. La société d'océanographie du Japon a aussi réclamé des mesures plus précises sur l'eau de mer. Les données sur le strontium sont trop rares.



© Little Jack

"Stop progress"
(Stoppez le progrès)

Entraînement de travailleurs
à la mesure de la radioactivité.

© Tepco

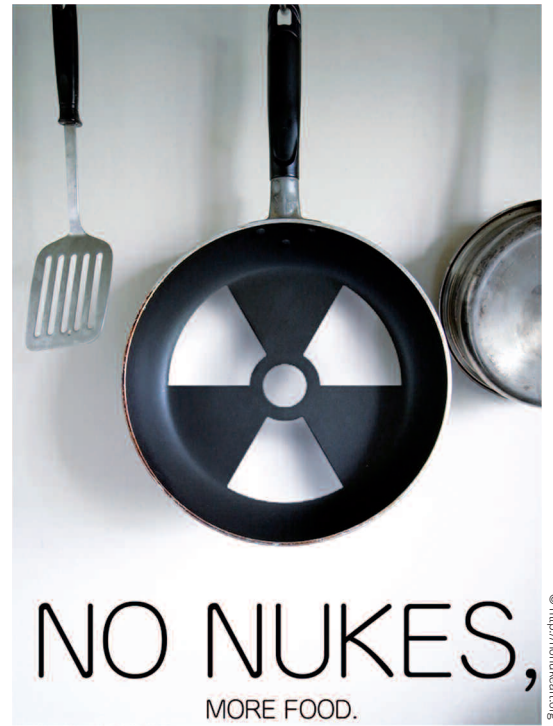


Un impératif : multiplier les mesures indépendantes

Les rejets continuent. Actuellement, suite à la fusion des trois cœurs de réacteurs qui ont percé les cuves, TEPCO refroidit le magma en injectant de l'eau par le haut et qui ressort via les fuites dans les sous-sols après avoir été fortement contaminée. Il y en a 120 000 m³ dans des structures qui n'ont pas été prévues pour stocker l'eau. TEPCO tente, tant bien que mal, de décontaminer cette eau avant de la réinjecter dans les réacteurs et ose parler de "circuit fermé". Une partie s'évapore car les réacteurs sont encore très chauds, une autre s'infiltré partout.

Fin avril, TEPCO estimait à 1 téraBecquerel par heure (1 million de millions de becquerels par heure) les rejets de la centrale. Ils seraient en baisse. Les rejets étaient estimés à 6,4 fois plus début avril. Fin juillet, TEPCO estime à environ 1 milliard de becquerels par heure les rejets aériens actuels des trois réacteurs accidentés. Ce chiffre est estimé à partir des mesures faites à l'extérieur à partir de balises. TEPCO est en train de construire comme une tente par-dessus le réacteur n°1 pour contenir les effluents gazeux. Les autres suivront. Elle prévoit aussi d'installer une barrière souterraine pour retenir les fuites vers la mer.

Fukushima, vers une extension de la zone d'exclusion.

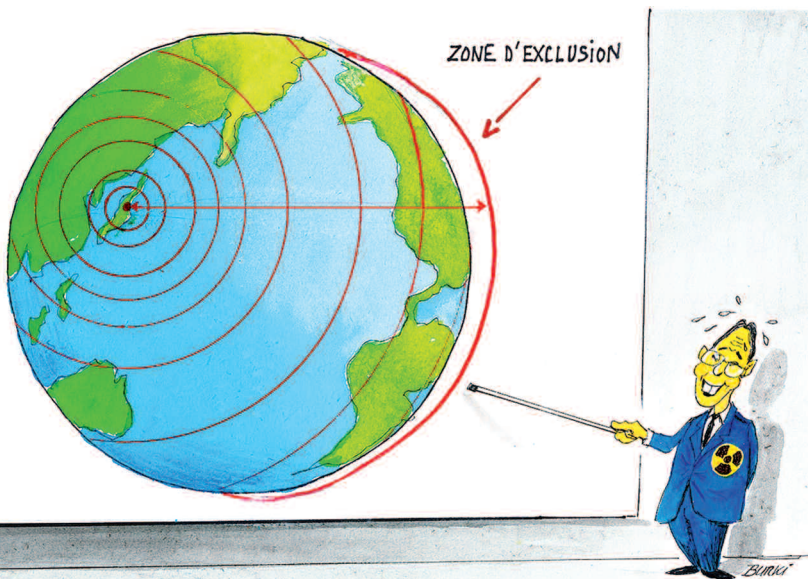


Face à une telle situation, malheureusement durable, l'accès à la mesure de la radioactivité est primordial. On ne compte plus les initiatives en ce sens. Des universitaires sont en train de finaliser une cartographie dans un rayon de 80 km autour de la centrale. Un groupe Facebook a fait analyser de nombreux échantillons de sol de Tokyo... On trouve sur Internet de nombreux relevés de débit de dose ambiant fait par les autorités ou des amateurs. L'ACRO est en contact avec plusieurs projets de vrais laboratoires pouvant distinguer la pollution radioactive de la radioactivité naturelle. Dans certains cas, nous avons juste fourni du conseil technique. Dans d'autres nous avons installé le laboratoire, testé et qualifié les détecteurs, formé les utilisateurs. Afin de favoriser l'entraide technique et la coopération nous avons aussi initié un réseau. Et pour que ces projets soient pérennes, nous avons lancé une souscription pour ouvrir un laboratoire aussi sophistiqué que le nôtre sur place qui prendrait le relais du soutien technique que nous fournissons actuellement. Cela en collaboration étroite avec les associations avec lesquelles nous sommes en contact depuis de très nombreuses années.

Un projet aussi ambitieux prend du temps à se mettre en place. En attendant, l'association a analysé gracieusement de nombreux échantillons dans son laboratoire en France. Pour nous permettre de continuer, l'ACRO a besoin de votre soutien financier.

David Boilley

Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest (ACRO)
138 rue de l'Eglise, 14, 200 Hérouville Saint Clair
<http://acro.eu.org>



Les retombées de Fukushima en Europe

Annoncé plusieurs jours à l'avance, un "nuage" radioactif a survolé et contaminé l'Europe suite aux rejets massifs des premiers jours. L'ACRO et Greenpeace ont œuvré ensemble pour faire une surveillance indépendante : le couvert végétal a été prélevé en plusieurs points de la métropole, en Suisse et au Luxembourg. De l'iode 131 a été trouvé quasiment partout, avec un record de 14 becquerels par kilogramme dans le massif central. Les césiums 134 et 137 ont été détectés en plusieurs points*. Avec les niveaux constatés, les mesures préventives habituelles comme rester confiné plusieurs jours ou se restreindre de manger des légumes ne se justifiaient pas. La seule chose à faire était de bien laver les végétaux.

* Tous les résultats sont en ligne sur <http://acro.eu.org>

Cinq radios des poumons par jour

Qui va revenir habiter près de Fukushima ? Où exactement ? Et qui ne le pourra jamais ? Les "normes habituelles" tolérées vont-elles être respectées ? Ou les niveaux vont-ils être "revus" / "interprétés" de façon à éviter d'autres évacuations, et minimiser le désarroi dans la population, qui se compte en millions d'habitants?

La bataille des chiffres de la radioactivité du sol, de l'air, de l'eau, etc. due aux rejets de la centrale ne fait que commencer. Ils demandent aujourd'hui d'être regardés à la loupe. Ce que chacun d'entre nous, armé d'un peu de patience – et même s'il ne comprend pas très bien l'anglais ! (a fortiori le japonais) – peut faire grâce à Internet : on peut essayer par exemple de regarder la carte et les tableaux de ce 23 août!. On aura compris que, contrairement à une vision "simple" qui a conduit les autorités japonaises à ordonner une évacuation autour de la centrale au-delà d'un certain rayon (d'abord 3 km, puis 10 km, puis 20 km avec demande de confinement entre 20 et 30 km), la radioactivité n'est PAS répartie uniformément et de façon décroissante plus on s'éloigne de la centrale (rappelons cependant que dès le début de la catastrophe, Américains et Français avaient prôné une évacuation à des distances bien plus grandes, 60 km, voire 80 km).

Comme le simple bon sens nous le rappelle, les gaz et poussières radioactives ont suivi le sens du vent et, pour ces dernières, se sont déposées de façon désordonnée, parfois rabattues par la pluie. Le résultat est si divers et inhomogène que l'on a adopté le terme de "peau de léopard" pour décrire la carte qui représenterait les niveaux de radioactivité. En clair, une tache très radioactive peut côtoyer un endroit presque épargné, etc. Rappelons qu'en raison de la météo des tous premiers jours de la catastrophe – où le relâchement



© Tepco

de radioactivité dans l'air a été maximal suite notamment aux explosions hydrogène dans les réacteurs), s'est formée une sorte de "plume" radioactive dans la direction nord-nord-ouest. C'est elle dont on retrouve la trace au sol désormais. Et dont on peut se demander comment elle va être éliminée (décapage systématique des sols ? puis enfouissement de ces sols ? où ? pour quel cubage ?).

Nous allons prendre un seul exemple, et pas des plus extrêmes, pour faire comprendre la situation. À l'ouest-nord-ouest de Fukushima, dans le comté de Futaba, au-delà de la zone des 20 km, à 24 km dans la ville de Namie (le lieu exact de mesure est baptisé Akougi Kunugidarai), a été enregistré le 22 août un débit de dose de 35 microsieverts par heure. Ce qui signifie, en termes réglementaires comparables aux unités officielles : 306 millisieverts en un an. Un chiffre à prendre, bien sûr, avec

À l'intérieur de la zone de repos des liquidateurs de Fukushima. (juillet 2011)

Notes :

1 : http://radioactivity.mext.go.jp/en/monitoring_around_FukushimaNPP_monitoring_out_of_20km/2011/08/10682/index.html



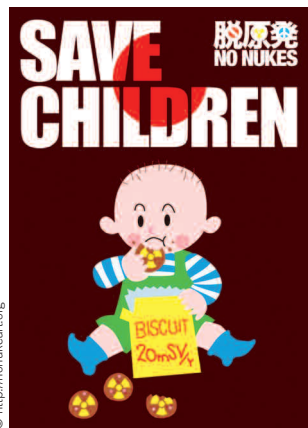
Une petite fille est soumise à un contrôle de radioactivité.

© Associated Press / Wally Santana

Notes :

2 : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Phenomene-de-radioactivite.html>

3 : <http://sciencepourvousetmoi.blogspot.com/2011/05/02/fukushima-suite-35-les-larmes-du-pr-kosako.html>



4 : D'autant que ces chiffres ne concernent que l'irradiation externe actuelle, jour après jour. Il ne faut pas oublier la possible contamination interne (due à l'absorption d'aliments, d'eau contaminée, l'inhalation d'iode radioactif pendant plusieurs jours voire semaines au début de la catastrophe, etc.). Cf. les mesures annoncées le 20 août d'une atteinte à la thyroïde d'environ un enfant sur deux contrôlé (de façon considérée comme fiable) dans les débuts de la catastrophe : sur 1080 enfants [sur les 1149 testés initialement], 482 (44,6 %) présentent un certain niveau de contamination radioactif dans la glande thyroïde. [...]

quelque intelligence. On peut estimer que les habitants du lieu ne sont pas exposés toute la journée à ce débit de dose, soit parce qu'à l'abri chez eux pendant la nuit, soit parce qu'ils bougent ici et là pendant la journée. Divisons donc ce chiffre par deux, ou même trois : 150 ou 100 millisieverts par an. On peut alors le comparer aux normes françaises : la dose de radioactivité artificielle tolérée (qui vient se rajouter à la radioactivité naturelle) en provenance des activités nucléaires, et surtout des examens médicaux, est de 1 millisievert par an². En clair, à Akougi Kunugidarai, les habitants devront encaisser 150 ou 100 fois cette dose.

Est-ce que cela sera considéré comme admissible ? Ou faudra-t-il clairement revoir la carte des évacuations ? Rappelons que l'annonce selon laquelle le niveau de 20 millisieverts (par an) était admissible pour les enfants a entraîné il y a quatre mois la colère et le désespoir de certains spécialistes. En particulier ceux du professeur Toshiso Kosako, de la prestigieuse université de Tokyo qui, en larmes lors d'une conférence de presse, a présenté sa démission du poste de conseiller du Premier ministre fin avril, jugeant la décision insupportable³.

Tous ces chiffres, direz-vous, demeurent malheureusement bien abstraits. Pour que ce soit plus parlant, voici une comparaison : lors d'une radio aux rayons X des poumons, indique le MEXT (Ministère japonais de l'Éducation, de la Culture, des Sports, de la Science et de la Technologie), on reçoit une dose d'environ 50 microsieverts⁴. En prenant l'hypothèse "raisonnable" évoquée plus haut, la dose reçue par chaque habitant proche d'Akougi Kunugidarai équivaldrait peu ou prou à ce qu'il recevrait s'il se faisait faire cinq radios des poumons par jour (en toute rigueur, la dose affecte, dans un cas, une partie du corps, dans l'autre tout le corps. Mais il ne s'agit ici que d'ordres de grandeur).

On comprend pourquoi certains parents s'inquiètent de savoir quel est le débit de dose exact près de chez eux, même s'il continue de leur être affirmé qu'en-dessous de 100 millisieverts (en un an), il n'y a pas de problème. Et pourquoi de nouvelles enquêtes épidémiologiques sérieuses sont toujours aussi nécessaire, pour de faibles doses affectant un très grand nombre d'individus.

Pendant ce temps, que se passe-t-il à la centrale ? Combien de travailleurs œuvrent-ils sur place ? Le chiffre de 3000 personnes en permanence est avancé, sans qu'il nous soit possible de le vérifier. D'autant que les rares photos montrent des espaces presque toujours quasi-vides d'humains, à moins qu'un ou deux ne soient montrés en train de s'affairer à une tâche précise. Peut-être 9000 travailleurs s'y seraient-ils déjà succédé depuis les débuts de la catastrophe, le 11 mars. Car il faut continuer à refroidir le corium (mélange de combustible fondu et de débris métalliques divers) dans chaque réacteur, installer des étais pour éviter que tel mur déstabilisé d'une piscine (bâtiment 4 en particulier) ne s'effondre, décontaminer l'eau, effectuer en permanence des mesures de radioactivité, etc. [...]

Ici, nous aimerions nous interroger sur certains autres chiffres. Au début de la catastrophe, ont été couramment évoqués les chiffres de 140 000, voire 170 000 ou 200 000 évacués. Depuis plusieurs semaines, un seul chiffre revient (dans les dépêches d'agence, dans les divers articles...), celui de 80 000. Sans que l'on connaisse exactement sa source et surtout la façon dont il a pu être calculé. Il semble en tout cas correspondre à ce que l'on pourrait désormais appeler les "évacués officiels". Rappelons en effet que très vite, il y a eu des incitations par les autorités à "évacuer volontairement", de façon notamment que des personnes s'éloignent de la zone des 20-30 km, où beaucoup étaient confinés. Il se pourrait que ces évacués "volontaires" (du moins certains d'entre eux) ne soient plus désormais comptabilisés. Est-ce que cela aura une incidence sur les éventuels dédommagements (par assurances privées ou publiques...) à venir ? Il n'est pas impossible qu'un jour, un scandale au dédommagement (évacuation volontaire vs. non volontaire) ne finisse par éclater. Le nombre exact d'évacués n'est pas un chiffre anodin au regard des indemnités (santé, expropriation, aides au relogement, etc.) qu'il implique (ou impliquera un jour). Cette question est vitale pour nombre d'habitants. À la mi-août, 2000 fermiers ont ainsi manifesté à Tokyo, pour réclamer des indemnités.

Dominique Leglu

Directrice de la rédaction de Sciences & Avenir
Article publié le mardi 23 août 2011 sur le blog :
<http://sciencepourvousetmoi.blogspot.com>



La série noire du nucléaire aux États-Unis

Depuis le début de l'été, la situation est catastrophique pour deux installations nucléaires états-uniennes : les centrales de Fort Calhoun et de Cooper, dans le Nebraska, sont encerclées par les eaux. Par ailleurs, un incendie a ravagé en juin et juillet 2011 les forêts entourant la plus grosse installation nucléaire au monde : celle de Los Alamos, dans le Nouveau-Mexique, où a été conçue puis testée la première bombe atomique. Voici un point sur la situation, au 19 août dernier (bouclage de la revue oblige).

À l'origine des inondations au Nebraska, la rivière Missouri, qui connaît actuellement une crue exceptionnelle en raison d'une fonte des neiges record dans les Montagnes Rocheuses, ainsi que des pluies très abondantes qui ont touché le Montana au printemps.

Los Alamos

L'incendie de Los Alamos a quant à lui été déclenché par la chute d'une ligne électrique dans une forêt. Au total, 93 000 hectares sont partis en fumée autour du centre nucléaire, où sont stockés 20 000 barils de déchets radioactifs contaminés au plutonium et trois tonnes de plutonium de qualité militaire. Même si le feu n'est désormais plus d'actualité et que les discours officiels se sont voulus rassurants, on peut légitimement s'inquiéter quant aux conséquences réelles de ces incendies.

Fort Calhoun

Fort Calhoun a été la première installation à donner l'alarme. Équipée d'un réacteur à eau pressurisée (c'est-à-dire du même modèle que les centrales françaises), elle a été mise en service en 1973 et atteindra donc 40 ans de service en 2013. Même à l'arrêt, comme c'est le cas depuis le 9 avril, le réacteur exige une alimentation permanente en eau sous pression afin de refroidir son cœur. Un défaut d'alimentation électrique des pompes du système de refroidissement produirait rapidement une surchauffe, qui pourrait conduire à la fusion du cœur du réacteur, comme à Fukushima. En 2006, l'installation est également devenue un site de stockage définitif des déchets radioactifs, et contient désormais l'équivalent de 25 années de consommation d'uranium.

Depuis le début du mois de juin 2011, une crue inonde la centrale de Fort Calhoun, qui se trouve encerclée par les eaux du Missouri. "C'est vraiment une crue historique", a déclaré Jody Farhat, le directeur de l'organisme de gestion de l'eau basé à Omaha. "C'est sans précédent dans notre histoire des enregistrements hydrologiques du bassin de la rivière Missouri."

En tentant de réduire la crue du Missouri, l'Army Corps of Engineers, le Corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis, a entrouvert les vannes du barrage de Gavins Point, provoquant ainsi en aval

l'inondation du bassin du fleuve Missouri, et par la même occasion des centrales situées sur sa berge. Le débit étant de 4250 m³/s, l'inondation a rapidement encerclé l'installation nucléaire de Fort Calhoun.

Le réacteur était à l'arrêt depuis le mois d'avril pour renouveler son combustible nucléaire, mais cela n'a pas empêché un incendie de se déclarer : le 7 juin, le système de refroidissement des 670 tonnes de combustibles usés entreposées dans une piscine du site a été interrompu et relayé par le générateur de secours. Des employés ont été évacués pendant plus de 3 heures. Le 6 juin, l'exploitant de la centrale avait déclaré à la Nuclear Regulatory Commission (la NRC, l'autorité de sûreté nucléaire américaine) "un événement inhabituel", suite à une montée des eaux du Missouri.



Le garçon : "Oui... moi inquiet".
Sur le panneau :
"Centrale électro-nucléaire"

Pour éviter que l'eau ne pénètre dans la centrale, l'opérateur a jugé bon de mettre en place une digue de protection en caoutchouc remplie d'eau d'environ 2,40 mètres de haut et 4,90 mètres de large. Cette digue entourait notamment le bâtiment du réacteur et était censée retenir l'eau à l'extérieur de façon à protéger les installations. Une

digue de protection de la centrale, en caoutchouc, a cédé en pleine nuit le 26 juin, percutée par un "engin mécanisé", provoquant l'encerclement par les eaux des bâtiments de confinement et des principaux équipements électriques de la centrale ; les autorités, rassurantes, affirment qu'elles suivent de près la situation et qu'il n'y a aucun danger. Elles en veulent pour preuve qu'elles "ont mis en place des systèmes robustes pour protéger la santé et la sécurité publiques" : des sacs de sable ! En effet, des sacs de sable et des monticules de terre ont été disposés autour des installations "sensibles" de Fort Calhoun. L'expert nucléaire indépendant Arnold Gundersen (cabinet Fairewinds Associates) a ironisé sur ce dispositif, en déclarant que ""sacs de sable" et "centrale nucléaire" n'auraient jamais dû se retrouver dans la même phrase".



© AP / Nath Hanrik

La centrale de Fort Calhoun, le 14 juin 2011.

Le porte-parole de l'Omaha Public Power District (OPPD) a affirmé alors que la digue de caoutchouc longue de 600 mètres n'était pas essentielle à la protection de l'installation. Une affirmation difficile à croire : comment expliquer sinon sa mise en place initiale ? Il a toutefois ajouté qu'une équipe examinerait la paroi pour déterminer si cette dernière pouvait être colmatée. Une nouvelle digue a été mise en place le 11 juillet.

L'accident est classé le 8 juin au plus faible niveau (niveau 4) de l'échelle américaine des accidents nucléaires (et non pas de l'échelle INES). Selon les critères de cette échelle, il est question d'une "dégradation potentielle" du niveau de sécurité de la centrale, sans "rejet de radioactivité nécessitant une activité particulière". Le 29 juin, un rayon d'évacuation de 16 km (10 miles) est décrété autour de la centrale et la population vivant dans ce périmètre est évacuée. Le 30 juin, une pompe destinée à évacuer l'eau de la centrale s'enflamme, alors qu'un employé remplit un réservoir d'essence. Il réussit à maîtriser l'incendie à l'aide d'un extincteur mais est brûlé aux bras et au visage. En fin de matinée, le niveau de l'eau atteint 8,83 m, en hausse de 0,5 m depuis la veille.

Colonne de droite : Incendie à proximité du centre nucléaire de Los Alamos.

Les autorités ont annoncé le 27 juillet que la remise en service de la centrale pourrait se faire aussi bien cet automne qu'au printemps 2012. Elles précisent que la décision de redémarrage sera fonction "des réparations, des inspections et de la météo."

Pour que l'exploitant puisse redémarrer la centrale, la NRC demande à ce que l'OPPD lève les réserves suivantes :

- ◆ Le niveau du Missouri devra être redescendu à une valeur inférieure de 10 pieds (environ 3 mètres) à la valeur de dimensionnement et rester de manière pérenne en-dessous de cette valeur. Ce niveau ne pourra pas être atteint avant plusieurs semaines.
- ◆ La société OPPD devra avoir nettoyé et réparé les équipements détériorés ;
- ◆ L'exploitant devra avoir effectué les opérations prévues lors de l'arrêt pour rechargement du combustible interrompues par l'inondation ;
- ◆ La NRC devra avoir autorisé le redémarrage, après inspection.

La crise était pourtant prévisible, puisque l'autorité de sûreté nucléaire américaine avait en 2010 mis en garde l'exploitant contre l'absence de "procédures adéquates pour protéger l'ensemble de la structure des inondations". Le document indiquait également que la centrale n'était pas du tout préparée à un "scénario du pire" en matière d'inondation. Des infiltrations d'eau avaient été découvertes à travers les murs de la station de pompage, qui pouvaient entraîner une altération de l'approvisionnement en eau claire pour les systèmes de refroidissement. En outre, l'Army Corps of Engineers avait émis un avis de forte inondation imminente en mai 2011.

L'une des principales inquiétudes actuelles concerne l'état de la piscine où est stocké le combustible usagé. En effet, en cas de submersion, ses eaux pourraient se mélanger à celles du Missouri. Le niveau de remplissage de la piscine de stockage a atteint son maximum, si bien que l'exploitant a dû se résoudre à placer 2 000 tonnes de combustibles dans des "dry-casks", blocs de béton soi-disant "étanches", sur un terrain légèrement surélevé.

D'autre part, les alluvions charriées par la crue sont susceptibles d'embourber la piscine, noyant alors les crayons de combustible usagé dans des tonnes de boue, en cas d'élévation du niveau des eaux. Ces limons pourraient également être responsables de l'obstruction des grilles et tubulures du condensateur qui pompe d'ordinaire les eaux claires du Missouri et assure l'approvisionnement du système de refroidissement.



© Steve Wells

Enfin, le fioul et le gazole qui assurent l'alimentation des générateurs de secours sont stockés dans des cuves qui, même pleines et étanches, sont susceptibles d'être arrachées de leur socle par l'intensité du courant. Sans compter les défauts d'isolation qui pourraient être à l'origine de courts-circuits, le système de refroidissement de secours pourrait ainsi se retrouver privé d'alimentation électrique. D'après la Nuclear Regulatory Commission, l'eau contenue dans la piscine de stockage atteindrait l'ébullition après un délai de 83 heures sans refroidissement.

Les associations environnementalistes américaines se mobilisent pour obtenir plus de transparence de la part du gouvernement Obama, qui jusqu'ici a joué la carte de l'omerta complète, en décrétant notamment une interdiction de survol de la zone. L'ONG Renewable Energy Accountability Project (REAP) a demandé la mise en place d'un pôle d'information permanent qui diffuserait l'information de façon régulière.

Visiblement, les concepteurs de la centrale n'avaient pas envisagé que le Missouri puisse sortir de son lit. Le Missouri est un affluent du Mississippi qui se jette lui-même dans le Golfe du Mexique. Si des effluents radioactifs sont rejetés dans le Missouri, ils pourraient donc être dispersés bien au-delà des frontières du Nebraska.

Cooper

Fort Calhoun n'est pas la seule centrale à être menacée par le Missouri : la centrale nucléaire de Cooper, située à moins d'une centaine de kilomètres en aval de sa voisine, a elle aussi les pieds dans l'eau.

Anticipant la crue, l'exploitant de la centrale a constitué des stocks de diesel, d'hydrogène et de dioxyde de carbone, afin de faire face à un éventuel problème d'approvisionnement. Il a aussi dressé des barrières contre l'eau, et sécurisé les générateurs électriques qui servent en cas d'arrêt du système électrique.

Ici aussi, les autorités se veulent rassurantes : "cette centrale fonctionne en suivant les règles de sécurité", a ainsi déclaré le président de la NRC. "L'intérieur des centrales est tout à fait sec", a-t-il ajouté. Difficile d'en savoir plus à cause du blackout médiatique qui entoure ces événements. Un silence d'autant plus inquiétant qu'aucune caméra ni appareil photo n'a été autorisé à pénétrer dans l'enceinte des centrales, et que l'on doit donc se contenter des affirmations des autorités. À trop vouloir rassurer, les déclarations n'en sont que plus inquiétantes. Et ce n'est pas l'omerta qui pourra protéger les populations.

Un tel scénario n'a malheureusement rien d'exceptionnel...

Ainsi, lors de la fameuse tempête de 1999, à la centrale nucléaire du Blayais (Gironde) une forte inondation a également touché une partie des bâtiments, mettant hors d'usage plusieurs dispositifs du système de refroidissement, avant d'atteindre la moitié des pompes. Pendant quelques heures, la sûreté du réacteur n°1 n'a plus reposé que sur deux pompes.

Une partie des centrales nucléaires françaises sont situées le long de fleuves sujets à de grandes crues (comme la Loire). La centrale de Gravelines, dans le Nord, est construite sur un polder, à proximité d'un réseau de canaux. A l'heure où la Californie se trouve sous la menace d'un tremblement de terre¹, ces événements inquiétants démontrent, s'il le fallait encore, que le nucléaire est une énergie intrinsèquement dangereuse et incontrôlable, quelles que soient les précautions prises. Pis, le changement climatique, en amplifiant les aléas météorologiques, accroît davantage encore la vulnérabilité des installations nucléaires. La stabilité permanente qu'exige leur exploitation ne pourra à l'avenir que se trouver chaque saison contrariée par les sécheresses récurrentes, les incendies qui en découlent, les précipitations violentes, les tempêtes... Le temps change, les temps changent aussi : c'est aujourd'hui celui de sortir du nucléaire.

Opale Crivello



La centrale nucléaire de Cooper a également été inondée.

Notes :

1 : Des chercheurs des universités de Californie et d'Arizona ont étudié la fréquence des séismes ces 700 dernières années sur une portion de la faille de San Andreas, située à la jonction des plaques tectoniques du Pacifique et de l'Amérique, et qui traverse la Californie du nord au sud. L'étude, réalisée dans le secteur de Carrizo Plain, à 160 km au nord-ouest de Los Angeles, a révélé que le nombre de séismes majeurs dans la région avait été beaucoup plus élevé que ne le pensaient les scientifiques, et qu'ils s'étaient produits dans un intervalle de temps allant de 45 à 144 ans. Les chercheurs relèvent donc que "l'idée largement répandue qu'un séisme majeur se produit sur la faille tous les 200 à 400 ans est fautive" et que "s'il est possible que la faille connaisse une époque de calme, il est plus probable qu'un séisme majeur soit imminent". Les géologues estiment généralement à 70 % la probabilité d'un tremblement de terre dévastateur en Californie, l'État le plus peuplé des États-Unis, au cours des 30 prochaines années.

Incendie à proximité du centre nucléaire de Los Alamos.



Changeons de mythe, sortons du nucléaire

Notes :

1 : Les journées ont été conjointement organisées par le Réseau "Sortir du nucléaire", les Amis de la Terre Midi-Pyrénées et l'Atelier idéal qui a hébergé les journées dans un lieu magnifique, La Chapelle, un des plus vieux squats autogérés de France. Le "nous" désigne le comité de pilotage composé notamment d'administrateurs du Réseau, de membres des Amis de la Terre Midi-Pyrénées et de l'Atelier idéal et de personnalités indépendantes.

2 : Invités à la table ronde : Gérard Onesta (Les Verts, conseil régional), Bertrand Méheust (philosophe, Université de Lausanne), Denis Duclos (sociologue, CNRS), Alain Ciekanski (conseil régional), Jean-Marie Matagne (philosophe, ACDN).

L'idée a germé en décembre 2010 au sein du Réseau "Sortir du nucléaire" d'organiser des journées d'études et de propositions. Il s'agissait de se donner un temps pour la réflexion où l'on puisse associer art, science et politique et réunir des gens qui ne discutent généralement pas ensemble. Ces journées ont été décidées avant Fukushima, mais avec Fukushima leur enjeu est devenu encore plus important puisque, pour la première fois, des gens qui ne parlaient jamais de sortir du nucléaire en ont parlé.

Cette année nous¹ avons choisi comme thème "Changeons de mythe, sortons du nucléaire" avec l'idée que le nucléaire est une branche de la religion du progrès que l'on peut considérer comme la religion de l'État moderne, soutenue politiquement à gauche comme à droite. Beaucoup d'autres angles d'approche étaient bien sûr possibles et pourront être traités dans les années suivantes, si ces journées se pérennisent.

pouvoir des dominants mais c'est aussi le pouvoir à l'intérieur des organisations qui combattent l'ordre établi, et notamment les organisations qui luttent pour la sortie du nucléaire. Nous savons tous à quel point nous avons du mal à éviter de nous perdre dans des combats internes au lieu de travailler ensemble à nos objectifs.

Une des solutions est peut-être d'inventer un nouveau type de militantisme. Si, dans les années soixante-dix, il y avait beaucoup d'intellectuels militants, aujourd'hui la plupart des intellectuels n'arrivent plus à militer, et ce n'est pas seulement le cas des intellectuels mais aussi d'autres couches de la population. La relation entre rire et militantisme, entre jeu et militantisme, est un des axes qui me semble à privilégier. Parce que militer, c'est aussi jouer ensemble, prendre ensemble du plaisir, transformer dès aujourd'hui les relations de travail en relations de plaisir.

Le programme

Samedi 18 juin :

Le matin, Kolin Kobayashi a fait le point sur la situation à Fukushima et au Japon, et Bertrand Méheust s'est posé la question de savoir ce qui se serait passé si la vague de Fukushima avait été plus haute. L'après-midi, le grand procès du nucléaire a associé sérieux et rire, art, science et politique. En soirée, le verdict a été rendu, suivi d'un conte haïtien dit par Mimi Barthélemy, "Le monstre Bagai-Nucleai", préfiguration du monstre nucléaire.

Dimanche 19 juin :

Le matin a eu lieu une table ronde sur le thème "Où en serait la société si le nucléaire n'avait pas été inventé ?". L'objectif de cette table ronde a été de faire circuler la parole au maximum : chaque participant, public ou invité², pouvait intervenir quand il le souhaitait, mais chaque intervention était limitée à trois minutes.

L'après-midi a été consacré à une discussion sur les luttes pour sortir du nucléaire dans le monde. Massimo Greco a présenté la situation italienne, Yann Forget a parlé de la situation en Inde, Wayne Hall a présenté les armes de destruction massive non nucléaires et Jean-Marie Matagne a parlé de son expérience dans la lutte contre le nucléaire militaire.

Michel Boccara

Chercheur au CNRS



La table ronde du dimanche matin.

Exploitation de la terre par l'homme ou de l'homme par l'homme ?

Un des blocages dans la réflexion et l'action pour la sortie du nucléaire est, à mon avis, que nous avons, d'un côté, des partis de gauche dont l'objectif est de développer une relation où l'argent ne dirige plus nos vies et de sortir du capitalisme — ce n'est plus tout à fait vrai aujourd'hui puisque le PS n'a plus cet objectif dans ses statuts — et, de l'autre, des écologistes qui souhaitent retrouver un rapport d'équilibre et d'harmonie à la terre. Pour schématiser, les uns centrent l'analyse sur l'exploitation de l'homme par l'homme, les autres sur l'exploitation de la terre par l'homme, alors que le problème est d'arriver à faire se rejoindre ces deux visions.

Le rapport au pouvoir

Un autre blocage peut être défini comme celui du rapport au pouvoir. Le pouvoir, c'est certes le

CHANGEONS DE MYTHE

SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 JUIN À TOULOUSE

à La Chapelle, 36 rue Danielle Casanova (devant le Conseil général)



JOURNÉES D'ÉTUDES ET DE PROPOSITIONS DU RÉSEAU "SORTIR DU NUCLÉAIRE"

AVEC LA PARTICIPATION DES AMIS DE LA TERRE MIDI-PYRÉNÉES, DE SON LOF, DU SÉCTEUR AUVERGNAT DU SIÈGE DU CNRS, DU MUSÉE DES ARTS ET DE LA VILLE DE TOULOUSE

Le tract d'annonce des journées d'études.

Retrouvez les films du procès, des conférences, des tables rondes et les textes complets sur le site <http://leliencommun.org/journeesdetudes>, et prochainement le DVD du procès

La vague du tsunami, si elle eût été plus haute...

Extraits de l'intervention du philosophe Bertrand Méheust lors des journées d'études du Réseau.

Qualifier d'abyssale l'irrationalité du choix nucléaire, ce n'est pas se complaire dans une figure de style, c'est au contraire chercher à cerner la réalité au plus près. Abyssal se dit de ce qui n'a pas de fond, de ce qui ne peut être sondé, évalué. Or c'est bien de cela qu'il s'agit : les risques nucléaires sont impossibles à sonder, à évaluer, à cause de la différence d'échelle colossale entre notre durée temporelle et celle à laquelle se déploie le risque nucléaire, et à cause de l'imprévisible synergie des nuisances qu'elle provoque dans la longue durée sur la nature, le vivant et la société.

On ne peut sonder le risque nucléaire pour tellement de raisons qu'elles sont difficiles à recenser et à articuler : parce qu'on ne peut prévoir l'évolution de la société, et savoir dans quelle mesure nos descendants seront capables d'y faire face, parce qu'on ne peut évaluer les effets produits dans la longue durée sur les organismes vivants par les substances radioactives que nous avons disséminées dans la nature, parce qu'on vit dans un cosmos et que l'on ne peut prévoir la probabilité de certains événements naturels susceptibles d'interférer de façon dramatique avec l'industrie nucléaire, parce que les chaînes d'événements qui peuvent nous mener à une catastrophe sont marqués du signe irrémédiable de la contingence, parce que les réserves d'uranium seront bientôt épuisées, parce que le coût réel de l'énergie nucléaire devient considérable quand on prend en compte le prix du démantèlement des centrales...

Le choix de l'énergie nucléaire repose ainsi sur une série de paris qui, pris séparément ont déjà peu de chances de rencontrer la réalité, mais qui, envisagés globalement, ont toutes les chances d'être démentis. Il suppose que la société nucléarisée restera stable pendant des durées considérables. Qu'aucun accident majeur ne surviendra pour bouleverser cet ordre. Que la technologie de demain permettra de résoudre les problèmes que l'on ne sait pas résoudre aujourd'hui, et surtout, réparer les nuisances de la technologie d'hier. Que nos descendants continueront de penser et d'agir à travers les conceptions qui nous conduisent aujourd'hui. Qu'il n'y aura plus jamais de guerres civiles, de crises économiques, d'accidents climatiques ou cosmiques. Bref, que désormais la réalité est entièrement et pour toujours sous le contrôle de la rationalité instrumentale et de la gouvernance rationnelle.

Cet ensemble de paris est perdu d'avance : aucune de ces données ne peut être totalement sous notre

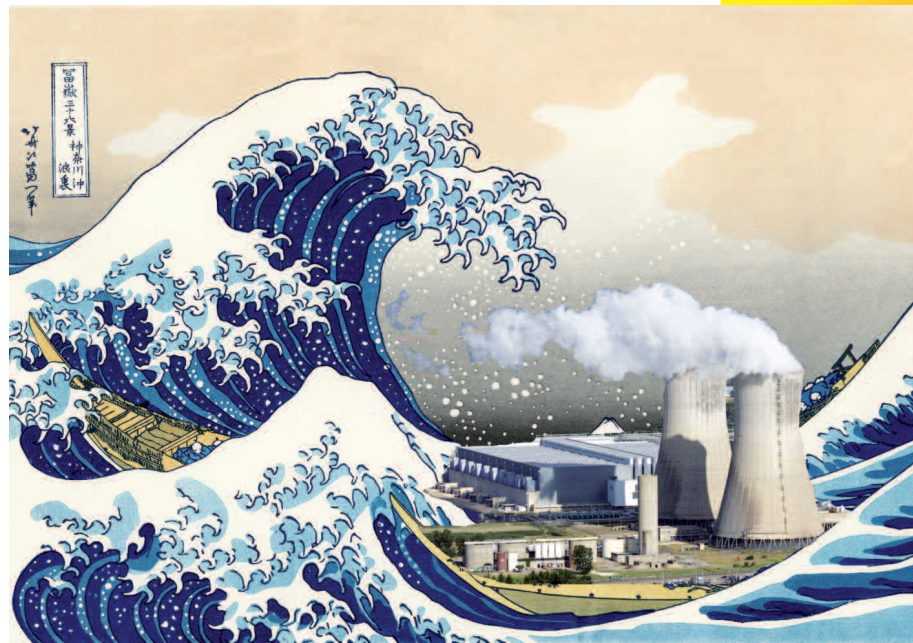
contrôle, mais leur synergie aboutira à des situations qui nous échapperont totalement. Cela devrait aller de soi, et si l'on est encore obligé d'enfoncer le clou et de rappeler ces évidences, c'est précisément parce que nous sommes confrontés à une irrationalité abyssale. [...]

Quand on recense les risques auxquels devrait parer l'industrie nucléaire, on évoque jamais la possibilité de la chute ou de l'explosion de corps célestes comme les météorites ou les comètes. Ce sont là, pense-t-on, des événements survenus dans un passé tellement lointain, d'une occurrence tellement improbable, que l'idée de les prendre en compte dans un calcul des risques paraît presque saugrenue. Il faut pourtant rappeler que la dernière catastrophe de ce genre est survenue en 1908. On ne connaît pas encore clairement la nature du bolide qui a dévasté la région de la Tunguska, en Sibérie, le matin du premier juin 1908, mais ce dont on est sûr, c'est qu'en explosant il a soufflé 2 200 km² de forêt sibérienne en dégageant l'énergie d'une bombe de cinquante mégatonnes (soit 3 000 bombes d'Hiroshima).



© Martin Leirs - <http://martinleirs.com>

La colère du monstre Bagai-Nucléai conte dit par Mimi Barthélemy.



Cet événement s'est produit il y a un siècle, et s'il peut ne jamais se renouveler avant des millénaires, il peut aussi recommencer la nuit prochaine. Si une catastrophe de cette ampleur avait eu lieu en Europe ou aux États-Unis, elle figurerait dans tous les livres d'histoire, mais comme l'événement s'est produit au-dessus de la lointaine Sibérie, il est tombé dans l'oubli. Et si un bolide de cette taille explosait aujourd'hui au-dessus du Japon, de la France, ou de l'est des États-Unis, la catastrophe

Notes :

I : L'explosion du bolide a produit un orage géomagnétique qui a duré cinq heures. Il est probable qu'une explosion de ce genre, survenant aujourd'hui, mettrait momentanément hors service les réseaux de communication d'une partie de la planète, et particulièrement les ordinateurs qui veillent à la maintenance des centrales atomiques.

Kolin Kobayashi et Bertrand Méheust.

prendrait une dimension apocalyptique en entraînant probablement la mise hors service, totale ou partielle, des parcs nucléaires situés dans les régions affectées¹. On objectera que, s'il fallait prendre en compte ce genre de risque improbable, il faudrait renoncer à la civilisation, ne plus construire de villes, de barrages, etc. La réponse est que l'on peut et que l'on doit prendre tous les risques – sauf, précisément, celui du nucléaire, parce qu'il entraîne des conséquences incontrôlables et sans commune mesure avec la durée dans laquelle s'inscrit la vie humaine. [...]

On peut dire de la vague du tsunami ce que Pascal écrivait du nez de Cléopâtre : si elle eût été plus haute, "la face du monde en eût été changée." Le hasard a bien voulu qu'elle ne détruise que six réacteurs. Si elle eût été plus haute, une partie du parc nucléaire japonais aurait été mise hors de service, et ce seraient peut-être douze ou quinze réacteurs qui, aujourd'hui, seraient en train de fondre et de percer leurs cuves. Une partie du Japon serait condamnée à devenir inhabitable et devrait être évacuée. L'ampleur de la catastrophe serait alors telle que même les ressources immenses de la propagande démocratique seraient impuissantes à la masquer. Du coup, l'économie mondiale s'effondrerait. [...]

Le temps est venu de faire comprendre à nos décideurs, qui se croient encore investis de l'autorité de la science et de la raison, qu'en réalité ils ne sont même plus à proprement parler des interlocuteurs, car, comme le dit l'Évangile, "ils ne savent pas ce qu'ils font."

Bertrand Méheust

Philosophe

Auteur de "La politique de l'oxymore - Comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde"

Éd. La Découverte, 2009



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Après Fukushima ?

Extrait de l'intervention de Kolin Kobayashi lors des journées d'études du Réseau.

Nous sommes aujourd'hui, sans aucun doute, à un grand tournant historique et décisif dans une crise de civilisation. Parce qu'un tel accident nucléaire n'a pas en réalité d'après. Cela continuera durant des décennies, voire plusieurs centaines d'années et a endommagé profondément la base de tous les vivants. Cela pose donc la question du fondement existentiel de notre société contemporaine.

Le grand séisme et le tsunami, qui a envahi la partie du nord-est du Japon, ont fait plus de 23 000 victimes, la majorité étant due au tsunami. Environ 124 000 personnes ont été évacuées hors des régions sinistrées. Il y a encore 90 109 personnes qui sont obligées de vivre dans des centres de refuge ou dans des hôtels. [...]

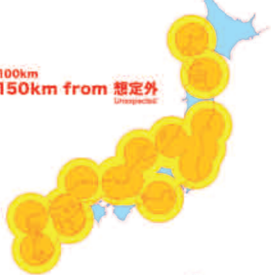
On sait aujourd'hui que, aux réacteurs 1, 2 et 3, tout de suite après l'arrêt du système de refroidissement causé par le tsunami, la fusion a percé les cuves de confinement, ce que le Groupe électrique Tokyo Electric Power (Tepco) a refusé de reconnaître jusqu'au 17 mai. Il a même osé dire le 17 avril qu'il faudrait trois mois pour faire baisser le niveau de radioactivité et six mois de plus pour arrêter totalement les réacteurs, en présentant un programme de travaux à faire et en prétendant que le cœur des réacteurs était seulement partiellement fondu.

Cet accident de Fukushima-Daiichi ne doit pas être considéré comme typiquement japonais. Certes, nous avons eu un séisme d'une rare intensité, suivi d'un tsunami gigantesque. Mais c'est un accident majeur typiquement nucléaire, puisque le plus grand problème atteint la capacité de refroidissement des réacteurs et que des erreurs humaines sont les principales causes de l'accident, et cela devrait être éclairci prochainement.

D'abord, construire des centrales nucléaires dans un pays exposé aux risques sismiques permanents sur les failles actives est une grossière erreur. Ensuite, les groupes électrogènes d'urgence n'ont pas été installés sur les hauteurs. Ils se trouvaient près de la mer. Quand d'autres groupes électrogènes transportables en camion sont arrivés, il a fallu plusieurs heures pour avoir une rallonge et des prises adaptées. Certains ne fonctionnaient pas. Mais quand on a réussi à les connecter avec un camion, on s'est aperçu que les systèmes de refroidissement ne fonctionnaient pas. Trop de temps a passé et Tepco n'a pas pensé à un moyen de refroidir les cœurs de ces trois réacteurs. Enfin, Tepco aurait coupé manuellement la vanne du système de récupération d'eau du circuit du générateur après le séisme et avant le tsunami.

ESCAPE TO NOWHERE

100km
150km from 想定外



NO NUKES

"Aucune échappatoire"

© <http://nonukes.org>

D'après Tepco, c'était pour éviter de laisser augmenter la pression dans la cuve de confinement. Cette manœuvre aurait altéré le bon fonctionnement du circuit de refroidissement.

Les autres accidents majeurs du monde, celui de Windscale en 1957, de Kychtym en Oural, en Union soviétique, dans une usine nucléaire militaire la même année, de Three Mile Island en 1979, qui venait d'être mis en service, de Tchernobyl en 1986, n'ont été causés ni par un séisme ni par un tsunami, mais par des erreurs humaines.

Par ailleurs, le gouvernement japonais et Tepco ont répété deux phrases symboliques et symptomatiques depuis le début de l'accident. La première : cet accident se situe hors des hypothèses. La deuxième : le niveau radioactif actuel n'a pas d'effet négatif immédiat sur la santé.

Concernant la première, depuis les années 1990, des scientifiques, notamment le sismologue Katsuhiko Ishibashi, ont averti les autorités japonaises de la probabilité d'un grand séisme accompagné d'un accident nucléaire.

Pour la deuxième, le gouvernement a l'air de nier les effets de l'irradiation interne par inhalation et par absorption d'aliments radioactifs, mais il joue sur les mots en utilisant le terme "immédiat". Le gouvernement essaie de minimiser le dégât de contamination, parce que sinon, il serait obligé d'organiser le déplacement de deux millions de personnes vivant dans la région de Fukushima.

Le niveau de la radioactivité des eaux contaminées déversées dans l'océan Pacifique est aussi un problème grave. 4 365 fois plus élevé que le niveau normal, 800 fois plus que celui de l'accident de Windscale en 1957. Le président de la Fédération nationale des pêcheurs japonais était extrêmement en colère lors de sa rencontre avec le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, il s'est exclamé : "la mer n'est pas une poubelle !"

La contamination toucherait l'ensemble de la chaîne alimentaire marine et le peuple japonais serait obligé de changer d'habitudes alimentaires. La population serait soumise à une expérience

radioactive sur une longue période comme dans le cas de Hiroshima et Nagasaki. Cette contamination alimentaire couvrira inévitablement le Japon entier par les transports des produits. [...]

Le ministère de l'Education a imposé le seuil de 20 mSv/an pour tous les enfants, ainsi que les femmes et les femmes enceintes dans le département de Fukushima, le 19 avril, sans discussion sérieuse au sein de la commission de sûreté nucléaire japonaise, alors qu'auparavant, ce seuil était de 1 mSv/an. Cette décision est inacceptable. Le conseiller scientifique auprès du cabinet du Premier ministre, Toshiso Kosako, qui est pourtant un pro-nucléaire convaincu, a décidé de démissionner le 29 mai pour protester contre cette décision gouvernementale. C'est un scientifique qui croit à la sûreté nucléaire si l'on respecte toutes les contraintes techniques.

Les mères de Fukushima en colère sont allées manifester nombreuses devant le ministère, et elles ont réussi à obtenir un faux recul de cette norme, le ministre disant s'orienter vers 1 mSv/an, mais seulement comme objectif. Il faudra encore des pressions. [...]

Il y a deux choses essentielles qu'on devrait faire maintenant : une, stopper Tepco pour qu'il ne déverse plus les eaux contaminées dans l'océan Pacifique, deux, soutenir tous les enfants, les jeunes et les femmes enceintes pour qu'ils soient protégés contre les rayons ionisants.

L'accident de Fukushima est arrivé presque au moment du vingt-cinquième anniversaire de celui de Tchernobyl. Cela fait deux accidents majeurs en moins de trente ans. La probabilité d'un tel accident, recalculée après Fukushima par Bernard Laponche et Benjamin Dessus de Global Chance, est de 50 % pour la France et de 72 % (rectifié) pour l'Union européenne.

J'espère que ces journées nous permettront de prendre conscience de la menace trop importante du nucléaire sur toute la vie sur terre.

Kolin Kobayashi
Journaliste



© Martin Leirs - <http://martinleirs.com>

Le Procès citoyen du Nucléaire Toulouse, La Chapelle, 18 juin 2011

Le procès du nucléaire a été le cœur des journées d'étude du Réseau "Sortir du nucléaire". Sur le modèle du procès de l'argent devenu roi, une véritable pièce de théâtre de cinq heures a été jouée devant un public participant – le jury populaire a été choisi dans le public.

Le texte, dont nous proposons ici de courts extraits et qui est disponible sur le site des journées d'études (<http://leliencommun.org/journeesdetudes>), résulte d'un travail collectif d'écriture des membres du tribunal, des coordonnateurs des trois actes et des témoins et experts qui ont fourni le texte de leur intervention. Pour des raisons de lisibilité et de place, les nombreuses coupes opérées dans les textes cités ne sont pas signalées.

Le Procureur : Monsieur le Président, un peu de tenue s'il vous plaît.

Le Président : À ma droite, l'avocat de la défense, l'homme chargé de rétablir le bon sens et de pourfendre les accusations mensongères du procureur.

L'Avocat de la Défense : Comptez sur moi, Monsieur le Président.

Le Président : Là, en bas caché derrière son ordinateur, le greffier chargé de prendre les minutes du procès. Sourd comme un pot et passant le plus clair de son temps à jouer au démineur.

Le Greffier : Hein, quoi, pardon ?

Le Président : J'ai dit "Qui passe son temps à jouer au démineur".

Le Greffier : Vous faites erreur Monsieur le Président, aujourd'hui j'ai installé le solitaire.

Le Président : Il y a également dans la salle une quantité d'experts et de témoins variés et colorés. Levez-vous Messieurs Dames svp. Voilà, que du beau monde, un peu trop pour faire court je le crains et sans doute pas assez pour aboutir à une condamnation. Écoutez maintenant les charges ridicules qui sont avancées. Je vous les lis, je suis bien obligé, c'est la procédure. La première charge : Le nucléaire n'est pas une solution viable. Il ne résout pas le problème énergétique et n'a pas d'avenir. Pfff... Le nucléaire est une fausse solution au changement climatique et c'est une des énergies les plus chères de toutes. N'importe quoi ! Je sens qu'ils veulent nous refaire le coup de l'argent devenu roi. Pour la deuxième charge, ils ressortent les épouvantails à moineaux habituels: le nucléaire est un péril pour nos sociétés et pour l'humanité. Et ça va du nucléaire c'est pas propre, avec la rengaine des déchets, et c'est dangereux avec Tchernobyl, Fukushima et j'en passe, et enfin le bouquet "il n'y a pas de nucléaire civil" comme si les centrales civiles pouvaient être associées aux



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Ouverture de l'audience

Le Président : Hum...hum, un peu de silence dans la salle, on n'est pas là pour s'amuser. Je ne comprends pas pourquoi, à chaque fois qu'il y a un procès tordu c'est sur moi que ça tombe. La dernière fois, c'était pour le procès de l'Argent devenu Roi. Il s'agissait de juger si l'argent, ce grand ami des hommes des finances et des politiques, ne s'était pas corrompu au cours du temps, s'il n'était pas devenu peu recommandable voire condamnable... Quelle ineptie, tout le monde sait bien que l'argent fait loi, et que "Qui paye commande". Eh bien figurez-vous qu'ils se sont arrangés pour faire condamner le système monétaire dans son ensemble aux travaux d'intérêts collectifs à perpétuité, au service du bien commun. Heureusement que la peine n'a pas été appliquée, cela nous a valu une belle crise ! Et aujourd'hui, ils récidivent, en plus fort, avec un procès sur le nucléaire civil. Celui qui nous fournit cette merveilleuse énergie sans laquelle nous serions encore à nous cogner le front contre les murs des cavernes et à laver à la main des couches de bébé, en peau de zébu. Et cette fois encore devinez qui va devoir présider ? Et avec qui ? Voyez un peu ! Là, à ma gauche le procureur, c'est lui qui est chargé d'instruire l'accusation, de nous raconter pourquoi le nucléaire est coupable et de quoi. Non mais vous avez vu sa tête ?



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Le président du tribunal et le greffier



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

bombes. Mais là où cela frise le délire, c'est avec la dernière charge. Interdiction de se rouler par terre ou j'évacue la salle.

Le Procureur : Monsieur le Président, vous vous moquez !

Le Président : Eh bien non, écoutez bien mesdames et messieurs : "Le lobby du nucléaire fait barrage aux solutions de sortie du nucléaire". Vous avez bien entendu. Opacité, dissimulation d'information, manipulation de l'opinion, intimidation et répression seraient monnaie courante. De mémoire de juge... intègre, je n'ai jamais entendu pareille chose. Il imposerait un modèle de société qui nous éloigne des conditions nécessaires au changement et ce même lobby pro-nucléaire raillerait et combattrait des scénarios de sortie crédibles, je répète "crédibles". Là je sens que nous allons bien nous amuser avec de pareils rigolos. Ils vont se faire démonter. J'ai mal pour eux (*Clins d'œil, mimiques avec l'avocat*). Nous voilà prêts pour démarrer. Défense de crier, de rire, de vous battre ou je fais évacuer la salle. Merci de respecter ce lieu.

Il jette un regard vers la nef de la chapelle¹.



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Acte I

Le nucléaire n'est pas une solution viable

Extraits de la Scène 3 : Le nucléaire est une des énergies les plus chères au monde

Le Président : Madame, déclinez nom et qualité.

Expert - Anne Lauvergeon² : Anne Lauvergeon, ex-directrice du Directoire d'Areva. Vous avez tout à fait raison, l'énergie nucléaire ce n'est pas cher. Les Français n'en n'ont pas toujours conscience. Mais c'est vrai que leur facture d'électricité, qui pèse lourdement sur les ménages, est de 30 à 40 % inférieure au reste de l'Europe.

Le Procureur : Tout ceci est inexact Monsieur le Président. Les chiffres sont donnés par les acteurs du nucléaire sans possibilité de contrôle. Je cite mon expert.

Le Président : Monsieur, déclinez nom et qualité.

Expert - Hubert Cros : Hubert Cros, ingénieur, "expert dans les technologies de l'énergie". Depuis

ses débuts les études et les investissements dans le nucléaire ont été payés par le pays et EDF se contentait de faire payer le coût de fonctionnement. Les coûts des démantèlements et des traitements des déchets sont très largement sous-estimés. L'industrie nucléaire est une industrie à haute intensité capitalistique, il faut investir pour près de 20 ans dans un EPR avant de toucher des dividendes : c'est bien trop long pour les capitalistes nord-américains pressés qui en 2009 ont reculé devant la facture de plus de 8 milliards d'euro que présentait AREVA.

L'Avocat de la Défense : Monsieur le Procureur vous cherchez à tromper la cour. Si le nucléaire a fait un tel consensus politique dans notre pays c'est qu'évidemment l'indépendance énergétique, à un faible coût, de notre électricité est une évidence. Sinon pourquoi une telle adhésion de la classe politique ?

Le Procureur : Le nucléaire n'a jamais donné lieu à un quelconque débat, à aucune consultation dans notre pays. Il est resté le choix des puissants qui nous gouvernent.

Acte II

Le nucléaire est un péril pour nos sociétés et l'humanité

Extrait de la Scène 1 : Le nucléaire n'est pas propre

Le Président : Je déclare l'audience ouverte. Laissez vos popcorns et vos sodas à l'entrée, veuillez respecter ce lieu. Je me répète. Greffier où en étions-nous ?

Le Greffier : À l'audience précédente donc, nous avons conclu, hum, je relis mes notes : "Le nucléaire est une énergie du passé qui n'a pas d'avenir."

Le Président : Voilà c'est bien ça.

L'Avocat de la Défense : Je proteste Monsieur le Président ! Nous sommes ici pour établir que les charges retenues sont recevables et pour l'instant je n'entends que des arguments passionnels, revenons donc à la réalité !

Le Président : Ah, oui (*piteux*), c'était la conclusion du procureur. Gardez votre calme Monsieur l'Avocat, rien n'est joué. Bon, Monsieur le Procureur, qu'y-a-t-il d'autre à dire sur le nucléaire ?

Le Procureur : L'exploitation des mines d'uranium produit également des déchets importants. Nous pourrions nous appesantir sur la situation déplorable des mines du Niger. Je propose à la cour de rester en France et d'examiner l'état de nos anciennes mines. Je demande la venue de Jean-Pierre Minne à la barre.

Le Greffier : À la barre. Ah ! Minne. À la barre. Ah ! Minne. Et que ça saute !



© Martin Leers

Anne Lauvergeon, aujourd'hui débarquée de la présidence d'Areva, témoignait le 18 juin par vidéo interposée.

Notes :

1 : Le procès du 18 juin s'est déroulé dans une ancienne chapelle reconverte en un lieu d'expérimentation politique, sociale et culturelle, géré par l'association l'Atelier Idéal.

2 : Les interventions de Mme Anne Lauvergeon, ainsi que celles de Patrick Cohen et de Philippe Lefebvre sont extraites de la vidéo de l'interview du 25 Mai 2011 au 7-9 de France Inter.

Photo colonne de gauche : L'avocat de la défense tente de plaider la cause du nucléaire face à un procureur qui ne s'en laisse pas conter...



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

"À la barre, ah, Minne !"

Le Président : Greffier, arrêtez vos enfantillages et à vos notes. (*À l'attention de l'expert*) Monsieur, déclinez nom et qualité.

Expert – Jean-Pierre Minne : Jean-Pierre Minne, administrateur du Réseau "Sortir du nucléaire". Plus de 220 sites d'extraction ont été exploités en France sur 25 départements et plus de 70 000 tonnes d'uranium ont été extraites depuis 1946. L'uranium est d'abord utilisé à des fins militaires et de recherche. Les principaux gisements se situent dans le Limousin, le Forez, la Vendée, la Lozère, l'Hérault. Les résidus d'extractions, les stériles aboutissent dans les cours de ferme, les parkings de stade, de sites touristiques, des usines, dans des cours de récréation. Les mines oubliées, qualifiées d'"orphelines", plus personne ne les connaît.

Le Président : Bon, bon, sans doute, mais si les déchets sont éternels, moi je ne voudrais pas que ce débat s'éternise...

Le Greffier : C'est très bon ça Monsieur le Président, je note (*Regard noir du président*).

Extrait de la Scène 3 : Il n'y a pas de nucléaire civil

Le Président : Passons à l'accusation suivante. Qu'avez-vous noté ?

Le Greffier : Accrochez-vous Monsieur le Président : Il n'y a pas de nucléaire civil (*Mimique, eh oui c'est ça qui est écrit !*).

Le Président : Et moi, je me tue à répéter qu'il n'y aura pas de nucléaire militaire dans ce procès ! Vous voulez ma perte ?

Le Procureur : Monsieur le Président, rassurez-vous, nous instruisons bien le procès du nucléaire civil... (*Mimique de soulagement du juge*) Mais comment faire abstraction du fait que les programmes militaires et civils français ont été lancés en même temps, qu'un seul organisme, le CEA, a été créé pour mener à bien le développement de ces programmes et continue de gérer les deux à ce jour ? Sécurité de la France et énergie nucléaire sont

hélas étroitement liées et le poids du militaire pèse toujours sur les débats du nucléaire civil.

Acte III

Le lobby du nucléaire fait barrage aux initiatives de sortie du nucléaire

Extrait de la Scène 3 : Le lobby du nucléaire dénigre et combat les scénarios de sortie du nucléaire

Le Président : Monsieur, déclinez nom et qualité.

Expert - Martin Leers : Martin Leers, photographe, militant du Réseau "Sortir du nucléaire". Monsieur le Président, je vais exposer devant la cour des scénarios permettant de sortir du nucléaire en 5 ou 10 ans. Sortir du nucléaire, c'est possible et cela passe en premier lieu par d'importantes économies d'énergie. Premièrement, il s'agit d'arrêter l'hémorragie énergétique. Deuxièmement, d'économiser l'énergie principalement dans les secteurs tertiaire et résidentiel. Troisièmement, s'attaquer à la dépendance au chauffage électrique mais aussi à la climatisation pour écrêter les pointes hivernales, et estivales. Il y a 8 millions de logements tout électrique en 2010. C'est l'équivalent de la production de 13 réacteurs nucléaires qui est, en grande partie, gaspillée dans le chauffage, l'eau chaude et la climatisation des logements. En parallèle de ces programmes d'économies d'énergie, l'effort doit porter sur le développement d'une production d'électricité sans nucléaire. Premièrement, développer la cogénération qui permet de décentraliser la production d'électricité en améliorant les rendements. Deuxièmement, développer les énergies renouvelables disponibles aujourd'hui pour une utilisation massive. La France a pris un retard considérable dans ce domaine. Troisièmement, rationaliser l'utilisation des énergies fossiles. Quatrièmement, gérer intelligemment l'intégration massive des énergies renouvelables au réseau électrique.

Le Président : Bien, le moment est venu de clore l'audience. Les jurés vont délibérer.



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Mimi Barthélemy, conteuse traditionnelle haïtienne, raconte l'histoire du Monstre Bagai-Nucléai. "Alors les fées du soleil activent la lumière de leur père, elles habillent de voiles arc-en-ciel et de guirlandes de soie les maisons de leurs sœurs et frères humains et la lumière pénètre à l'intérieur de leur maison, une bonne lumière chaude qui leur donne envie de sortir et de rire..."



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Sentence du Tribunal

"Bannissement du nucléaire de la planète Terre. Libération des énergies renouvelables au service du bien public et d'une société sobre, solidaire et joyeuse !"

Nous les jurés, après avoir écouté et délibéré dans le nécessaire anonymat de ce procès historique, délocalisé à Toulouse, 66 ans après l'explosion le 6 Août 1945 de la première bombe atomique à Hiroshima,

**Nous avons décidé de condamner :
Le NUCLÉAIRE civil et militaire**

Cette décision historique lue ici solennellement devant le peuple et ses représentants locaux sur le parvis de cette Chapelle à Toulouse, nous semble nécessaire pour :

- ◆ Éliminer au plus tôt les risques inutiles que fait peser l'industrie nucléaire sur les citoyens du monde d'aujourd'hui et également sur les générations futures.
- ◆ Ouvrir la voie à une société dont les valeurs ne seraient plus les valeurs marchandes ni la consommation, mais des valeurs de fraternité, d'équité, de liberté, prônant la sobriété, la joie de vivre partagée et le respect de la vie sous toutes ses formes.
- ◆ Éviter, grâce à cette société, la crise écologique qui exclurait les humains de l'aventure de la Vie.
- ◆ Éviter que la tension inégalitaire sans précédent entre les humains du monde ne débouche sur une troisième guerre mondiale, avec le risque d'anéantissement total que fait peser l'existence de 10 000 ogives nucléaires réparties inconsidérément dans le monde.

Nous avons été très attentifs aux arguments de la défense relatifs au changement climatique, à l'indépendance énergétique, aux développements de nouvelles technologies. Sur tous ces points, les réponses apportées ne sont pas satisfaisantes aujourd'hui et les solutions envisagées pour le futur ne sont pas réalistes. [...]

Ayant entendu le réquisitoire du procureur de la République :

- ◆ Attendu que le nucléaire n'est pas une solution viable : il ne résout pas le problème énergétique, n'apporte pas de contribution significative au problème du changement climatique, pire il y est particulièrement vulnérable.
- ◆ Qu'il n'est en aucun cas viable économiquement, et que des millions et milliards sont détournés au profit de recherches peu prometteuses.
- ◆ Que le nucléaire produit de grands volumes de déchets de très longue durée de vie qu'on ne sait pas traiter.
- ◆ Qu'il menace la vie de nos citoyens, et impose des conditions de travail inacceptables pour un nombre important de travailleurs sacrifiés.
- ◆ Attendu que la collusion entre nucléaire civil et

militaire est permanente, et que pourtant l'état français, pour des raisons purement économiques, se fait le promoteur acharné de centrales nucléaires auprès de régimes pour le moins peu recommandables. Nous ne citerons que l'exemple de la Libye.

- ◆ Attendu que des solutions de sortie du nucléaire réalistes existent et qu'elles sont cependant dissimulées, discréditées, raillées par le lobby du nucléaire.

Nous les jurés avons décidé de condamner le nucléaire dans son ensemble :

- ◆ Premièrement, nous condamnons tous les acteurs majeurs du nucléaire à descendre de leur tour d'ivoire, et à procéder au démantèlement immédiat de toutes les installations civiles et militaires.
- ◆ Deuxièmement, nous proclamons la dissolution de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique qui sera remplacée par l'AIER, Agence Internationale des Énergies Renouvelables qui rejettera le mode de fonctionnement centralisé qui prévaut et adoptera le mode de fonctionnement décentralisé, en petites unités, à l'image des rhizomes.
- ◆ Troisièmement, nous condamnons toutes les Agences nucléaires nationales à contrôler le bon déroulement des opérations de démantèlement des centrales et la destruction des armes nucléaires, et à se reconvertir dans des scénarii énergétiques alternatifs.
- ◆ Quatrièmement, nous condamnons tous les acteurs et les investisseurs du nucléaire à consacrer leur énergie et leurs finances à développer de nouvelles technologies pour développer les économies d'énergie et les systèmes de captation d'énergies renouvelables, adaptés aux petites échelles.

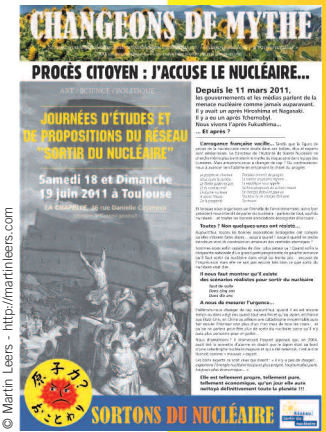
Le Jury populaire

Le 18 juin 2011, Toulouse, La Chapelle



© Martin Leers - http://martinleers.com

Le jury annonce son verdict.



Couverture du journal de 8 pages diffusé pour annoncer les journées d'études du Réseau "Sortir du nucléaire".

L'équipe du Procès

La Cour :
Yannick Lefèvre : le Président du Tribunal, Pierre Dedieu : le Procureur, André Crouzet : l'Avocat de la Défense, Christian Ortega : le Greffier (la "conscience du tribunal"), Patrick Cohen et Philippe Lefebvre : "Assesseurs" (en bande-son).
Un jury populaire : désigné sur place.

Les "Experts" et les "Témoins" :
Anne Lauvergeon (extraits vidéo), Marc Saint-Aroman, Hubert Cros, Kolin Kobayashi, Yann Forget, Jean-Pierre Minne, Benoît Morge, Dominique Lalanne, Jean-Marie Matagne, Pascal Rueff, Pauline Roy, François Morel (bande-son du billet du 25 mars 2011 à France Inter), Monique Guittenit, Patrick Jiména, François Plassard, Jean-Louis Gaby, Martin Leers.

Les "Artistes" :
Morgane Rueff : chants ukrainiens, André Larivière : déclamation du poème "Supplique à une merveille tordue", Mimi Barthélemy : conteuse du "Monstre Bagai-Nucléai", Antonin Boccard : le monstre Bagai-Nucléai, Roméo Boccard : le tueur du monstre. Régie, coordination salle, accessoires : Julien Fochat, Thomas Delfosse, équipe de La Chapelle.

Photographies : Martin Leers.

Film :
Philippe Arson : réalisation, image et son, montage, Michel Boccard : réalisation, Pierre Frejaville : image et son. Les Coordinateurs & Rédacteurs : Hubert Cros : coordination Acte I, Marc Saint-Aroman : coordination Acte II, Pauline Roy : coordination Acte III, Julien Fochat : coordination salle, accessoires, Daniel Rousseé, Pauline Roy, Sébastien Sajas : coordination organisation, accessoires, logistique.

Conception et réalisation :
Christian Ortega : Conception et auteur du procès, coordination globale, finalisation du texte. Conseillers : François Plassard : animateur du Procès de l'Argent roi, Olivier Théron, Michel Boccard.

Mise en page des documents :
Michel Lablanquie.

Déjà 450 paratonnerres radioactifs détectés !

Interdits de fabrication et de commercialisation, ce sont encore environ 40 000 paratonnerres radioactifs (parads) qui menacent la santé des organismes vivants depuis les toitures où ils sont perchés. Contenant du radium 226 ou de l'américium 241, ils étaient censés nous protéger plus efficacement des méfaits de la foudre.

Seulement voilà, ces appareils qui n'ont jamais été inventoriés se dégradent et leurs sources en principe scellées finissent trop souvent par se retrouver dans la nature. Les incidents sont de plus en plus fréquents sachant que les parads les plus anciens ont plus de 80 ans.

Depuis l'article paru dans le n°50 de Sortir du nucléaire, 70 "chasseurs" volontaires se sont spontanément mobilisés à travers la France pour contribuer à cet inventaire citoyen coordonné depuis la région toulousaine par l'Inventaire National des Paratonnerres Radioactifs (INAPARAD). Une mission que l'ANDRA croyait impossible... Résultat, 450 parads ont déjà été découverts en quelques mois, certains en très mauvais état.

Depuis 19 ans dans son salon

De sérieux incidents ont ainsi été évités de justesse. Ce fut notamment le cas quand nous avons découvert qu'un particulier du Calvados avait mis en vente sur internet un Héliota à l'américium 241. Il le manipulait à mains nues et le détenait en toute ignorance des risques... depuis 19 ans dans son salon ! Ce sont les sapeurs pompiers de la Cellule Mobile d'Intervention Radiologique (CMIR) de Caen qui ont neutralisé l'appareil à notre demande. Le débit d'équivalent de dose radioactive mesuré à son contact atteignait 60 microSv/h (avec un tel débit, la dose annuelle de radioactivité admissible pour le public est dépassée en moins de 20h d'exposition).

Laque au radium sur des HLM de Limoges

Mi-juillet, quatre paratonnerres suspects sont repérés sur des HLM de Limoges. Ces dispositifs ne figurant pas sur le catalogue de l'ANDRA. Nous lançons un avis de recherche qui aboutit en Belgique. La réponse vient d'Erick Verbeeck, un "chasseur" historique de parads depuis 1982. Il est



© INAPARAD

à l'origine de la législation encadrant ces appareils dans son pays. Selon lui, nous serions en présence de Kaptons, des parads fabriqués par la société belge Hormans Souply qui seraient les plus dangereux jamais produits en Europe. Le radium qu'ils contiennent est mélangé à une laque recouvrant des disques disposés en mille-feuilles. Les disques rouillent et la laque finit par se disperser sur les toits et dans les eaux pluviales.

Sur place, en présence d'un responsable de l'Office Public des HLM nous avons réalisé une "levée de doute". A cinq mètres des appareils, notre Radex indiquait déjà un débit de dose de 0,60 microSv/h, preuve que malgré les fortes pluies de la veille, les toitures étaient contaminées. À un mètre, le Radex saturait à 9,99 microSv/h. Les appareils seront très prochainement déposés par une entreprise dûment autorisée à le faire par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN).

Parad baladeur à Nancy

Début août un redoutable volontaire sévissant dans le Grand-Nancy nous fait part de ses suspicions concernant un parad disparu sur le chantier de rénovation d'une résidence universitaire à Villiers-Lès-Nancy. Tout laissait penser qu'il avait été démonté sans précautions par un poseur d'antennes TV. Après une brève enquête, nous l'avons retrouvé au fond de l'entrepôt d'un ferrailleur. Fort heureusement ce dernier était équipé d'un portique de détection qui l'a alerté. Sachant que le maître d'œuvre et le bureau d'étude pilotant le chantier avaient été alertés des risques liés aux parads, l'ASN s'apprête à publier un "Avis d'incident".

Ces quelques exemples montrent l'utilité de cet inventaire citoyen mais aussi l'immensité de la tâche restant à accomplir. Avis aux volontaires, prêts à enquêter autour de chez eux !

Jean-Christian Tirat

Administrateur de l'INAPARAD
www.paratonnerres-radioactifs.fr
jc.tirat@orange.fr

Photo colonne de droite : Une unité spécialisée en radioprotection des pompiers du Calvados met en sécurité un paratonnerre radioactif détenu depuis 19 ans par un particulier dans son salon. (24 avril 2011 à Villers-sur-Mer)



© INAPARAD

Les parads belges "Kapton" sont particulièrement dangereux et polluants. À Limoges, le Radex saturé à proximité de ces appareils.

Info de dernière minute : un "chasseur" bénévole vient de découvrir un paratonnerre radioactif Héliota au radium 226... sur le toit du siège du WWF, l'association environnementaliste bien connue ! (Paris XVI)

Vite, des infos !

Concours vidéo :

4 minutes pour sortir du nucléaire !

Jusqu'au 31 décembre 2011, participez au concours vidéo "Changeons d'ère, sortons du nucléaire" ! L'objectif est simple : faire connaître notre message par l'image auprès d'un large public.

En quatre minutes maximum, laissez libre cours à votre imagination en vous emparant du thème du concours : "Changeons d'ère, sortons du nucléaire !" Aucune contrainte de style ou de genre n'est imposée, ce sont les internautes qui noteront les vidéos présélectionnées. Alors faites marcher votre créativité, et gagnez peut-être l'un des 8 prix en jeu, de 150€ à 1000€.

N'oubliez pas de lire le règlement avant de vous lancer ! Pour tout savoir sur le concours, rendez-vous sur www.sortirdunucleaire.org/concours-video



pas laissé berné par cet argument ridicule, et a rappelé que selon la législation en vigueur "Tout annonceur doit pouvoir prouver la véracité de ses allégations publicitaires." Un exemple à suivre pour les instances professionnelles du secteur publicitaire français...

Source : NZZ Online / www.loyaute-en-publicite.ch



Publicité en Suisse :

le nucléaire "sans CO2" ne passe pas

On apprenait fin août dernier que la Commission suisse pour la loyauté en publicité, un organisme d'"autocontrôle" du secteur publicitaire helvétique, a décidé le 11 mai 2011 qu'un opérateur nucléaire (dont le nom n'est pas rendu public) devait cesser d'utiliser le slogan "Nous produisons de l'électricité sans CO2" ou tout autre affirmation de sens similaire. Cette instance a été saisie par un citoyen qui avait entendu ce slogan dans un spot radiophonique germanophone, et qui a fait valoir que "l'énergie nucléaire génère dans l'ensemble deux fois plus de CO2 que l'énergie hydraulique". L'opérateur a tenté de se défendre en disant que la loi ne définissait pas ce que "sans CO2" signifiait. La Commission pour la loyauté en publicité ne s'est

Non-lieu pour le Pr. Pellerin : déni de justice à l'égard des malades de la thyroïde

Le 7 septembre, la Cour d'appel de Paris a volé le procès aux malades de la thyroïde en déclarant un non-lieu pour le Pr. Pierre Pellerin dans l'enquête sur les possibles retombées en France de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. M. Pellerin est l'artisan principal de la désinformation sur les impacts sanitaires du passage du nuage de Tchernobyl. En 1986, alors directeur du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants (SCPRI), il avait délibérément minimisé le niveau de contamination de la France. Les mesures de radioprotection nécessaires n'avaient donc pas été prises.

Depuis la catastrophe, l'explosion du nombre de cancers, notamment thyroïdiens, a été parfaitement documentée par le travail de la juge Marie-Odile Bertella-Geoffroy, qui avait effectué des perquisitions dans les ministères, chez EDF, et également au SCPRI. Elle a été dessaisie du dossier quatre jours après la catastrophe de Fukushima et quinze jours avant le renvoi du procès au 7 septembre...

En blanchissant le Pr. Pellerin, la France protège une des figures majeures de la désinformation au niveau international sur Tchernobyl. M. Pellerin a été l'un des membres du cénacle très réduit d'experts qui se sont accordés sur le nombre de morts à annoncer officiellement, ont critiqué les doses fixées par les pouvoirs soviétiques comme "trop strictes" et préconisé une "dose-vie" équivalente à la dose létale en une heure (1 Sv).

Mais l'affaire lancée depuis des années par l'association de malades de la thyroïde ne sera pas étouffée : l'association devrait se pourvoir en cassation.

Photo colonne de gauche : Une publicité du lobby nucléaire... belge.





Le Syndicat national de l'environnement adhère au Réseau

Le 27 mai 2011, lors de son congrès de Fouesnant, le Syndicat national de l'environnement a adopté une longue motion intitulée "Sortir du nucléaire et changer de politique énergétique - Le SNE adhère au Réseau "Sortir du nucléaire" et soutient l'appel et le manifeste de l'Association Négawatt".

Le SNE est le deuxième syndicat représentatif au sein du ministère de l'environnement, de l'ADEME et des établissements publics sous tutelle du ministère (directions régionales de l'environnement, parcs nationaux...). À la suite de son congrès, le SNE a signé la Charte du Réseau et adhéré.

On peut y lire que "Passage en force, mensonges et rétention d'information sont devenues, depuis sa mise en place, la marque de fabrique du nucléaire civil." ; "Le nucléaire représente un risque inacceptable pour la paix et la sécurité dans un contexte de prolifération conditionné par l'économie de développement mise en place par la France (vente de centrales à l'international). Le SNE demande l'abrogation de l'accord entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) qui attribue à cette dernière la gestion des accidents nucléaires majeurs tels Three Mile Island, Fukushima Daiichi ou Tchernobyl, la recherche et l'information en matière d'effets sanitaires des expositions à la radioactivité ainsi que la définition des normes internationales." ; "le SNE est favorable à la sortie progressive du nucléaire et, dans l'attente, demande l'arrêt de l'extension du programme nucléaire français et du transfert de technologies nucléaires vers les pays étrangers. Il est inacceptable que le nucléaire concentre 90% des budgets recherche (contre seulement 2% pour les énergies renouvelables, par exemple)."

L'adhésion du SNE au Réseau est un signal fort d'un basculement qui est en train de se faire dans certains secteurs de l'administration.

La motion complète peut être lue à l'adresse <http://www.sne-fsu.org/sne/spip.php?article260>



© DCNS

Une hydrolienne de 500 kW mise à l'essai en France

Tout début septembre, une première hydrolienne de grande taille (16 m de diamètre, 700 tonnes, 500 kW de puissance) a été immergée sur le site de la Horaine, au large de Paimpol-Bréhat dans les Côtes d'Armor. Dans une première phase, elle est testée sans raccordement au réseau électrique pendant plusieurs mois. Ces tests doivent permettre de valider et si nécessaire corriger et améliorer la conception, les performances, les conditions d'installation, d'évaluer l'impact environnemental. À terme, la mise en service d'un parc EDF de quatre hydroliennes est prévue en fin d'été 2012, pour une puissance totale de 2 MW.

C'est la société irlandaise OpenHydro qui a conçu cette hydrolienne. Mais on ne peut manquer de noter que l'installation du parc est prise en charge par le groupe DCNS, qui est avant tout le constructeur des sous-marins nucléaires français (et autres navires et armes navales) et a lancé voici quelques mois le délirant "concept" de réacteur nucléaire immergé Flexblue. Voilà un bel exemple d'écoblançiment d'activités indéfendables par l'ajout d'une touche de renouvelables et d'énergies vertes.

Il n'en reste pas moins que la technologie hydrolienne est l'énergie marine la plus avancée, et que son développement doit être encouragé comme celui de toutes les énergies renouvelables. La France dispose du second potentiel hydrolien en Europe, derrière la Grande-Bretagne.

Source : www.mer-veille.com

Pour un futur sans nucléaire !

"Pour un futur sans nucléaire", c'est le nom du nouveau fonds de dotation de votre Réseau antinucléaire.

Entre l'association et la fondation, cette structure récemment créée va permettre aux personnes qui le souhaitent de soutenir la lutte antinucléaire par des legs ou des donations. Plusieurs sympathisants nous avaient déjà sollicités en ce sens, mais jusqu'à présent le Réseau "Sortir du nucléaire" ne pouvait recevoir ce type de dons. Désormais, c'est possible : la préfecture du Rhône va d'ici peu enregistrer un nouveau fonds de dotation : Pour un futur sans nucléaire, le fonds de dotation du Réseau "Sortir du nucléaire".

Conformément à la charte du Réseau, l'objet de ce fonds est de promouvoir toute action d'intérêt général favorisant la sortie du nucléaire et la promotion des énergies renouvelables. Legs et donations sont un engagement pour l'avenir : avec vous, nous luttons pour léguer à nos enfants et aux générations futures un monde sans nucléaire !

Pour en savoir plus, n'hésitez pas à nous contacter par téléphone au 04 78 28 29 22 ou par courrier électronique à l'adresse suivante : fonds-dotation@sortirdunucleaire.fr



© iStock Photos

Le syndrome du couvercle

Nous ne résistons pas au plaisir de vous faire découvrir ce "strip", une courte bande-dessinée de Maliki, qui pousse ici un coup de gueule drôle et lucide contre les nucléocrates. Faute de place, nous n'en publions que les premières planches. Découvrez la suite sur son site web www.maliki.com

Alors, même si c'est devenu, il paraît, ringard et démagogique pour les artistes de s'engager sur ce genre de cause, je tenais à dire, pour ce que ça vaut, que je considère le nucléaire comme la pire saloperie que l'Homme s'amuse à essayer d'appivoiser, au nom de la paresse, du profit et du mépris de toute forme de vie. Ça vous viendrait à l'idée, vous, d'appivoiser un T-rex et de le faire pédaler pour faire fonctionner votre cafetière ? Vous iriez escalader l'Everest à poil sans vêtements de protection ? Et pourtant c'est ce qu'on fait, on peut produire de l'énergie autrement mais oh non, ce n'est pas "rentable", c'est "compliqué", c'est mieux d'éventrer chaque jour un peu plus la planète, de brûler ses boyaux et de se concentrer sur la croissance, parce que oui, faut toujours croître, c'est important. L'équilibre non, la croissance oui. Croissons à l'infini, gonflons comme des crapauds, paf...

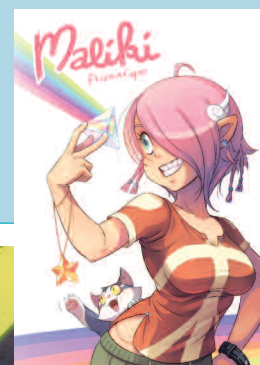
Maliki
le 22 juin 2011



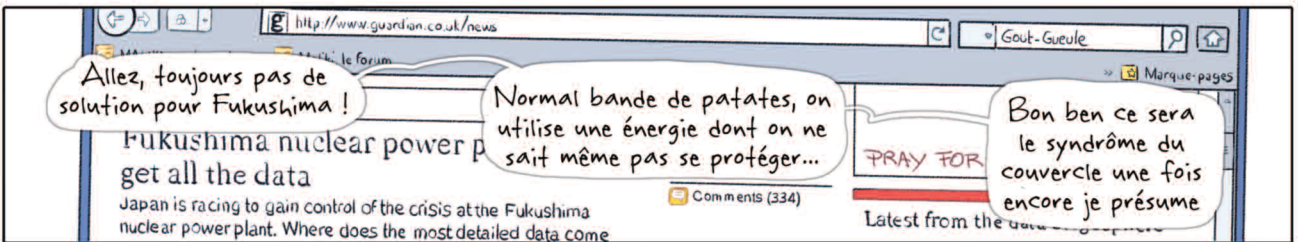
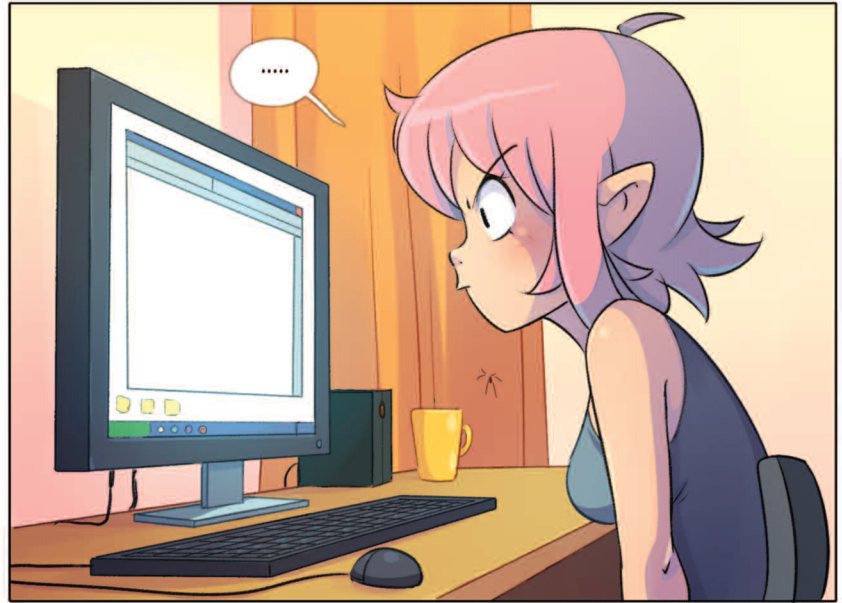
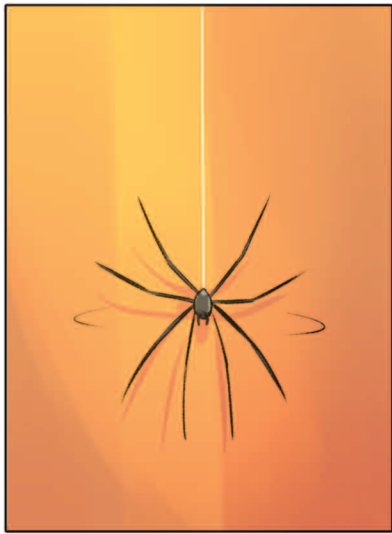
Maliki

À retrouver dans le nouvel album de Maliki

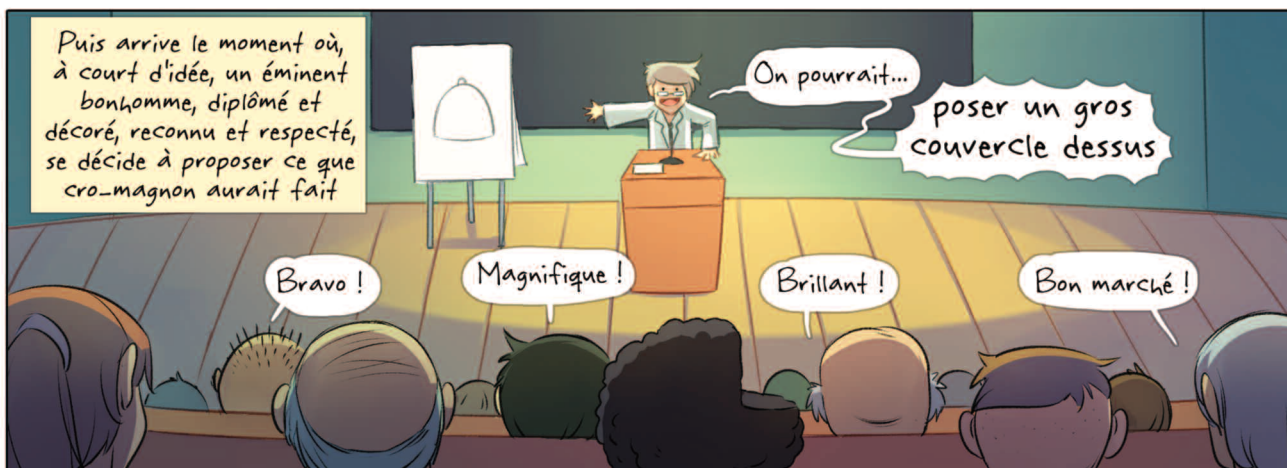
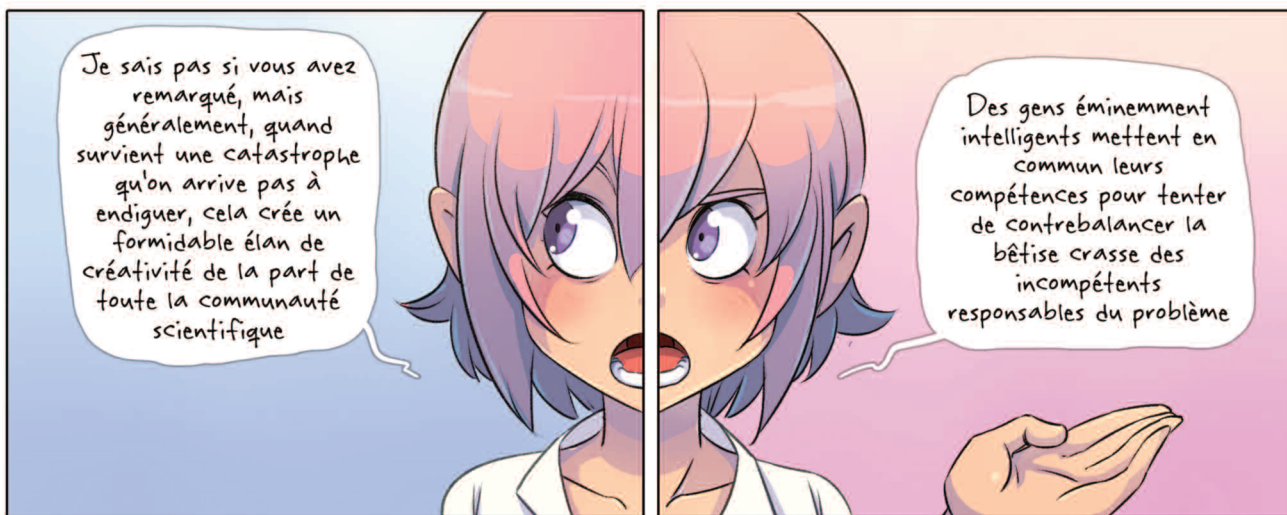
Retrouvez la version complète de ce "strip" (et bien d'autres, évidemment) sur son site www.maliki.com ou bien dans son nouvel album (tome 5), intitulé "Prismatique", qui vient de sortir début septembre, aux éditions Ankama : <http://www.ankama-editions.com/fr>



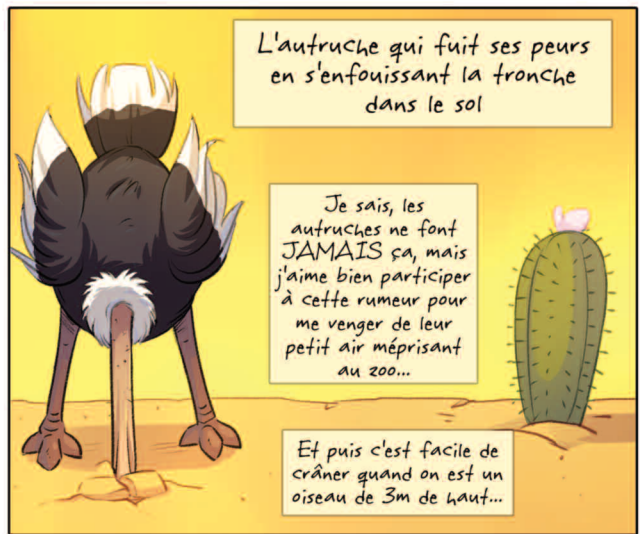
LE SYNDROME DU COUVERCLE



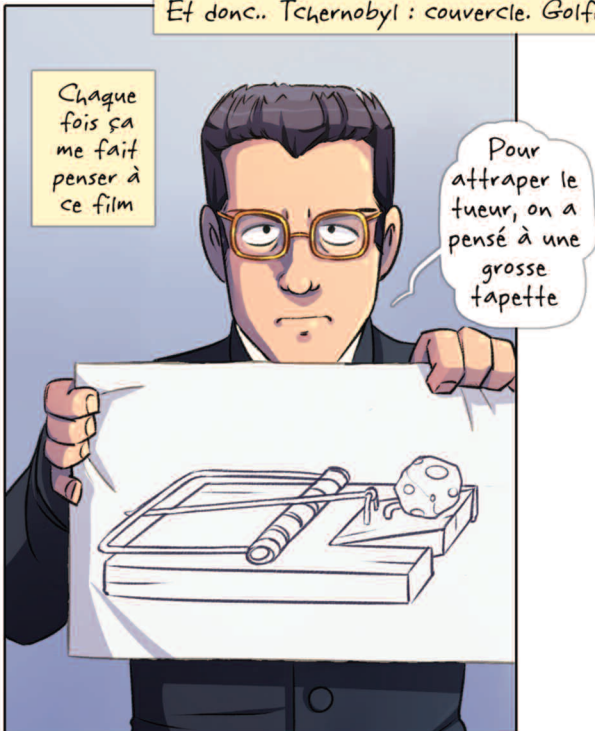
© Anikama Editions / Maliki



© Arkana Editions / Mafik



Et donc.. Tchernobyl : couvercle. Golfe du mexique : couvercle. Fukushima : Couvercle



© Anikema Editions / Meilki

Habitat **participatif** et autopromotion

Comment construire à plusieurs un habitat solidaire et écologique ?

Malgré certaines annonces et l'autosatisfaction trop répandue, nos consommations énergétiques ne cessent de grimper. Il n'y aura eu guère que les crises bancaires et, par effet de domino, les crises économiques et industrielles de 2009 pour réussir à infléchir la courbe de nos consommations en pétrole, charbon et autres énergies fossiles¹.

Or si la situation est très préoccupante sur le plan énergétique, elle ne l'est pas moins sur d'autres pans de notre société, tant tout est lié. Je citerai notamment trois crises majeures, nous poussant, de gré ou de force, à trouver d'autres modèles de logement et de solidarité active.

L'individualisme, facteur de la crise du logement

La crise du logement est devenue une préoccupation majeure des gouvernements européens. L'accès à la propriété ou le simple fait de se loger deviennent de plus en plus difficiles. Les raisons en sont multiples : spéculation immobilière, hausse des coûts des matériaux, exigences réglementaires nouvelles...

Nous subissons également l'impact de la hausse du nombre de m² occupés par habitant. En effet, l'explosion de la cellule familiale et la décohabitation font que nous construisons plus, pour moins de personnes par logement. En rupture avec un habitat familial multigénérationnel, notre société développe désormais un habitat unipersonnel, sur mesure, avec des surfaces plus importantes rapportées au nombre d'occupants². Si sociologiquement, cette évolution s'explique à titre individuel, elle n'en a pas moins des conséquences importantes sur le budget des personnes concernées (en excluant certains d'entre nous) et sur la qualité de notre vie collective (le fameux "vivre ensemble"). Des économies de construction et des solidarités nouvelles sont donc à trouver pour répondre à cette crise.



© Bruno Parasote

L'étalement urbain, ou la crise de croissance des villes

En lien direct avec le logement, la ville connaît également une crise de croissance du fait de l'étalement urbain³. Les distances parcourues quotidiennement par les Français n'ont cessé de croître ces dernières décennies. Les congestions routières permanentes et la hausse inexorable des carburants précarisent ceux qui ont fait le choix d'habiter à la campagne mais continuent de travailler en ville⁴...

La question de la ville dense se pose ainsi avec une urgence inégalée, et il faut aussi faire en sorte que la ville soit désirable ; c'est-à-dire lui trouver des qualités permettant de juguler l'appel du "bonheur pavillonnaire", à l'origine de ces maux. Une redéfinition de ce qu'est un appartement et de la vie en ville sont donc nécessaires.

Notes :

1 : Voir le rapport de juin 2010 du Commissariat Général au Développement Durable (Le Point n°59).

2 : Voir les statistiques de l'INSEE, la tendance est linéaire depuis la seconde guerre mondiale : 3,1 personnes dans un logement de 2,7 pièces en moyenne en 1946, et 2,3 personnes dans un logement de 4 pièces en 2004 !

3 : 60 000 hectares sont chaque année grignotés sur les espaces naturels et agricoles, dont la moitié pour l'habitat. Source : Service de la statistique Agricole du ministère de l'Agriculture en février 2010.

4 : En moyenne, 13 000 km par an pour 50 minutes de trajet par jour, selon l'ADEME.



© Bruno Parasote

Une crise de la nature et de notre modèle de société

Induite notamment par les deux crises déjà exposées, la troisième est celle de l'environnement. Elle prend une ampleur sans précédent. La biodiversité n'a jamais été aussi menacée. La Terre est rentrée dans ce que les spécialistes appellent l'anthropocène, c'est-à-dire l'ère de la suprématie planétaire de l'Homme. Par l'usage exclusif et sans retenue de toutes les énergies fossiles disponibles, l'Homme a atteint une puissance inégalée jusqu'alors⁵ ce qui le rend directement responsable du devenir de la planète. Toutefois, la rareté de cette énergie "miraculeuse" annonce une crise dans laquelle l'Occident est en train d'emmener tous les continents.

Il est donc urgent de trouver tout de suite des solutions simples et innovantes pour changer de cap et construire ou réhabiliter des logements de manière plus respectueuse de notre environnement. Il est urgent de changer nos modes de vies, nos façons de construire la ville.

Pour le logement comme pour d'autres secteurs, une nouvelle ère est impérative : des réponses innovantes et sobres doivent être apportées par la participation de tous à un effort collectif pour assurer durablement la vie sur terre⁶.

leurs forces pour un projet d'habitation collectif pouvant répondre partiellement ou totalement aux crises exposées.

En se mettant d'accord, ce sont cinq, dix, voire vingt familles ou plus qui peuvent décider ensemble de créer leur lieu de vie et faire ce que, seules, elles ne pourraient pas.

Généralement sous forme d'immeuble ou de maisons regroupées, ce type de démarche revient à ne plus faire appel à un promoteur immobilier, mais à prendre directement la direction du projet et des travaux, à la place de ce professionnel. Avec l'idée que l'habitat peut être non seulement le creuset d'un épanouissement personnel mais aussi un moyen d'agir sur son environnement, dans tous les sens du terme.

De nombreux immeubles existent déjà en France selon ce modèle : ceux des années 1970/1980 avaient pour objectif premier de créer des lieux de vie partagée, des appartements où les habitants s'entraident. Aussi, étaient intégrées des buanderies avec machines à laver collectives, des chambres d'amis (pour les gens de passage) et des salles de fêtes. Les exemples ne manquent pas, on peut citer par exemple La Fonderie à Vanves, Les Saules à Meylan ou Anagramm à Villeneuve d'Ascq.

Malgré la réussite de ces projets, qui vivent toujours aussi bien et qui ont fait preuve de leur richesse sociale, les années 1980 à 2000 se sont plutôt laissées bercer par le "cocooning", le repli sur soi. De ce fait, ce modèle d'habitat groupé ne s'est pas propagé, tombant dans l'oubli.

Après un certain silence, les années 2000 sont celles du renouveau... dopé notamment par le développement durable qui y trouve un champ d'application inespéré ! Les projets comme La Salière à Grenoble ou Eco Logis à Strasbourg intègrent des lieux de vie collectifs et un souci important pour économiser les énergies grises (celles contenues dans les matériaux pour leur fabrication) et les énergies d'usage (chauffage, éclairage, ventilation, etc.). Une nouvelle vague envahit ainsi la France et des projets éclosent désormais dans presque toutes les agglomérations françaises.

Éco-Logis à Strasbourg : un exemple de bâtiment en autopromotion

La genèse de ce projet, en 2001, ce sont sept personnes qui visitent Fribourg en Brisgau (Allemagne) et notamment le quartier écologique Vauban. Ils y observent que quatre immeubles sur cinq sont construits par des "Baugruppen" ; en français, par des autopromoteurs. Ces expériences prouvent que l'autopromotion peut être un merveilleux outil pour créer des lieux de vie où l'entraide, le lien social, l'écologie ont une vraie place.

Fort de ce retour d'expérience, s'en suivront cinq années de travail intense de mobilisation des citoyens, des médias et des politiques strasbourgeois

Notes :

5 : Lire "La ville en transition" de Rob Hopkins aux éditions Ecosociétés. À commander dans la boutique du Réseau "Sortir du nucléaire", <http://boutique.sortirdunucleaire.org>

6 : Il n'est pas inutile de rappeler qu'à l'échelle mondiale, les 20 % d'êtres humains vivant dans les pays les plus riches se partagent 86 % de la consommation privée totale ; que la moitié de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour !



© Bruno Parasole

Et pour ce faire, compter sur les évolutions technologiques ne suffira pas, compter sur l'État providence non plus. C'est bien l'Humain qui doit être au centre de nos réflexions : par l'action collective, par notre art de savoir "habiter" ensemble, des solutions peuvent être apportées par chacun de nous, directement. Parmi d'autres solutions à inventer, l'habitat participatif est une réponse que nous pouvons mettre en œuvre, dès à présent.

Agir sur son cadre de vie grâce à l'habitat participatif

L'habitat participatif – que l'on appelle aussi habitat groupé – concrétise la volonté d'individus d'unir

pour faire connaître deux termes étrangers à notre vocabulaire d'alors : "écoquartier" et "groupe en autopromotion". Ces efforts n'auront pas permis d'initier dans l'immédiat un écoquartier. Par contre, ils auront permis d'accéder à un terrain situé en milieu urbain, acheté à la Ville de Strasbourg en 2007. Cette acquisition aura été faite suite au dépôt d'un permis de construire et à une mobilisation très forte auprès de la municipalité pour l'obtenir.

Car ce groupe d'habitants est très déterminé, il faut dire que l'autopromotion exige d'une manière générale beaucoup de conviction et de temps : pour définir ensemble un programme de construction, choisir collectivement un architecte, diriger les études, il faut des connaissances juridiques, techniques et de vie de groupe. À défaut de disposer de ces compétences au sein du collectif d'habitants, il faut l'assistance d'un professionnel. Le groupe Éco-Logis se sera réuni environ un après-midi par mois pendant cinq ans avant de voir son chantier démarrer : le choix des structures, des matériaux, des caractéristiques énergétiques, des appareillages, des couleurs et équipements ont été discutés de longues heures afin de prendre toutes les décisions au consensus et parallèlement, apprendre à se connaître... À noter que ce délai assez long peut être plus court. Mais il ne faut pas espérer aboutir à un chantier avant deux ans d'études sérieuses.

Les onze familles d'Éco-Logis ont finalement emménagé en août 2010. Elles auront édifié ensemble un immeuble collectif sans faire appel à un promoteur immobilier. Leur souci des espaces partagés et du contenu écologique, comme leur volonté de participer activement à la vie de l'immeuble les ont conduites à prendre les choses en main directement. Le résultat est novateur à plus d'un titre : c'est le premier immeuble intégralement en bois de Strasbourg, c'est le premier à avoir été retenu à l'appel à projet des bâtiments BBC en région Alsace (il consomme même moins de 42 kWh/m² SHON/an). Bref, il intègre à tous les niveaux l'écologie, notamment par l'usage de matériaux naturels, par le rejet des bois exotiques comme d'autres produits de synthèse énergivores. Autant d'éléments qui selon de premières estimations, permettent de diviser par deux le bilan carbone de

la construction et par plus de quatre les besoins en énergie d'usage. Des analyses du fonctionnement sont réalisées depuis son achèvement en septembre 2010 et confirment jusqu'à présent son efficacité énergétique.

Concernant l'électricité, une attention a été portée pour en limiter l'usage et tous les résidents ont des contrats "verts", certifiés à 100 % issus d'énergie renouvelable... donc 0 % nucléaire !

Ainsi, que ce soit par l'autopromotion ou par tout autre montage opérationnel (construction participative avec un bailleur social, etc.), ce type de démarche citoyenne mérite de se développer. Et elle ne devrait pas uniquement toucher la sphère privée, les collectivités publiques peuvent y trouver également leur intérêt pour atteindre leurs objectifs d'économie d'énergie et pour encourager les liens sociaux entre les habitants.

Pour agir plutôt que subir, à chacun de se saisir des perspectives qu'ouvrent l'habitat participatif et l'autopromotion !

Bruno Parasote

Ingénieur urbaniste et porte-parole du collectif Éco-Logis Strasbourg Neudorf

© Bruno Parasote

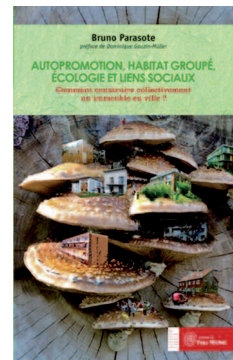


Pour aller plus loin

Pour remédier à la méconnaissance du sujet, Bruno Parasote a publié en février 2011 un livre pour mettre en évidence ce en quoi l'habitat groupé peut devenir un outil au service des individus et de la collectivité.

Et parce que beaucoup de familles n'arrivent pas jusqu'au bout de leurs projets collectifs, perdent trop de temps et d'énergie à réinventer les choses, il défriche ce sujet aussi complexe que passionnant, en présentant plusieurs exemples aboutis et en essayant de donner les clefs de la réussite... Un livre complet, agrémenté de nombreuses photos des réalisations présentées.

Autopromotion, habitat partagé, écologie et liens sociaux - Comment construire collectivement un immeuble en ville ?, Bruno Parasote, Éd. Yves Michel, 239 pages, 2011. À commander en librairie ou sur le site de l'éditeur : www.souffledor.fr



Combien coûte la sortie du nucléaire : l'exemple allemand



"Oui, s'il vous plaît !"

Sur l'affichette, on lit : "Berlin contre l'énergie nucléaire !".

Notes :

1 : Présidée par Klaus Töpfer, ancien ministre (CDU) de l'environnement.

2 : [NDLR] Le 1er septembre, on a appris que l'Agence Fédérale du Réseau Électrique allemand renonce à recourir à un réacteur à l'arrêt pour surmonter de possibles difficultés d'approvisionnement en électricité en hiver. Selon cette autorité, cela ne serait pas nécessaire pour la stabilité du réseau électrique.

3 : [NDLR] Plus exactement, Biblis B était en arrêt pour révision et Biblis A a été arrêté suite à Fukushima. Par contre, le réacteur de Krümmel était arrêté depuis plusieurs années en raison de pannes.

4 : Source : Erneubaren Energien in Zahlen 2010, mars 2011.

5 : 16 TéraWattheures (TWh) livrés en 2010 de Berlin vers Paris, contre 9 TWh dans le sens inverse, selon le bilan de RTE.

6 : "Der Plan - Deutschland ist erneuerbar", http://www.greenpeace.de/themen/atomkraft/nachrichten/artikel/atomausstieg_2022/

7 : Institut Wuppertal de recherche sur le climat et l'énergie, étude menée pour le gouvernement de Rhénanie du Nord-Westphalie - www.wupperinst.org

8 : Forum Ökologisch-Soziale, www.foes.de

Le gouvernement allemand présente ce 6 juin son projet de loi pour sortir de l'énergie nucléaire en 2022. Après un recul l'automne dernier, la chancelière Angela Merkel veut finalement avancer la transition énergétique du pays. Combien coûtera cette transition ? Rendra-t-elle l'Allemagne dépendante du charbon ou des importations d'électricité ? Combien d'emplois l'essor des énergies renouvelables va-t-il créer ? Réponses à quelques lieux communs véhiculés sur la sortie du nucléaire.

Avec sa décision d'une sortie du nucléaire en 2022, la chancelière allemande revient au calendrier adopté il y a dix ans par le gouvernement SPD-Verts de Gerhard Schröder. Angela Merkel avait fait machine arrière à l'automne 2010 et choisi de prolonger la durée d'exploitation des centrales du pays de 12 ans en moyenne (8 ans pour les plus anciennes, 14 pour les plus récentes), ce qui repoussait la fin de l'énergie atomique en Allemagne à 2036. Mais Fukushima a radicalement changé la donne.



De graves défauts de sécurité

Le nouveau projet de loi, présenté le 6 juin, passera devant le Bundestag le 8 juillet. Le texte s'appuie sur le rapport de la commission éthique installée en mars ¹. La première étape du plan est immédiate : le pays ne va pas relancer les 8 réacteurs mis à l'arrêt en mars suite à la catastrophe japonaise. L'un d'entre eux pourrait toutefois être maintenu en veille jusqu'en 2013, pour faire face à de possibles pics de consommation, particulièrement dans le sud du pays ².

L'Allemagne possède aujourd'hui 17 réacteurs nucléaires, dont 11 à eau pressurisée, 6 à eau bouillante. Le plus ancien, Biblis A, en Hesse, est entré en fonction en 1975. Le plus récent en 1989, en Bade. Tous se trouvent dans l'Ouest du pays. Les quelques réacteurs est-allemands ont fermé juste après la Réunification, dans l'effroi de Tchernobyl. Mais l'état des centrales ouest-allemandes laisse aussi à désirer. Certaines sont d'ailleurs au repos forcé depuis plusieurs années déjà, comme les deux réacteurs de Biblis ³. L'ONG environnementale BUND a encore pointé dans une étude publiée en mars les failles de deux réacteurs anciens de Bade-Wurtemberg, Neckarwestheim 1 et Philippsburg 1.

Les énergies renouvelables déjà au-delà du nucléaire

La filière nucléaire allemande a produit un peu plus de 22 % de l'électricité du pays en 2010. Loin, très loin, des plus de 80 % de l'électricité française [en fait, 75% en 2010, NDLR]. 43 % de l'électricité allemande provient encore du charbon (de la lignite, énergie locale, et de la houille, importée aux trois quarts). Et 13 % vient du gaz naturel. Une fois retirée la contribution des huit réacteurs arrêtés depuis mars, soit 8,5 gigawatts (GW), sur les 20 GW fournis par l'atome, la part de l'électricité nucléaire tombe déjà sous celle des énergies renouvelables. 17 % de l'électricité allemande provient aujourd'hui des énergies vertes (environ 6 % de l'éolien, 3 % de l'hydraulique, 5,5 % de la biomasse, 2 % du photovoltaïque ⁴).

La filière renouvelable, qui représentait seulement 6 % en 2000, est en pleine croissance. Elle emploie plus de 300 000 personnes, quatre fois plus qu'en 1998. Angela Merkel prévoit d'augmenter la part des renouvelables à 35 % en 2020, 80 % en 2050. Et sans importations d'énergie française. A l'heure actuelle, l'Allemagne exporte plus vers la France



La sortie du nucléaire au propre comme au figuré... "Ausgang" (sortie) de la tour de refroidissement de la centrale nucléaire de Kalkar, jamais mise en service et reconvertie en parc d'attractions.

que le contraire⁵. Outre le développement des énergies renouvelables, le plan allemand s'appuie sur la maîtrise de la consommation d'électricité. La chancelière prévoit une baisse de 10 % d'ici 2020. Autre pilier de la transition énergétique : des réseaux électriques plus performants et de meilleures capacités de stockage de l'énergie.

La fin du charbon d'ici 2040

Pour de nombreux experts, le gaz naturel doit également jouer un rôle clé. "Le gaz se combine facilement avec les énergies renouvelables, explique Claudia Kemfert, directrice du département énergie et environnement à l'Institut d'étude économique DIW. Les centrales à gaz sont beaucoup plus flexibles que les nucléaires. On peut les mettre en marche ou à l'arrêt rapidement selon les besoins." "Et elles peuvent se construire en seulement deux ans", souligne Lutz Mez, du centre de recherche sur l'environnement de l'Université libre de Berlin.

Tous ces éléments pourraient même permettre à l'Allemagne de sortir du nucléaire bien avant 2022. En 2017, affirment les Verts. Ou 2014 selon le parti de gauche Die Linke, et 2015 d'après un plan de Greenpeace⁶. L'ONG préconise de construire 16 centrales à gaz, d'ajouter 5 000 éoliennes aux 21 000 existantes, dont 1 200 offshore, et d'installer 600 000 nouveaux panneaux solaires. Pour Greenpeace, il est possible d'aller encore plus loin : sortir du charbon en Allemagne dès 2040. Pour cela, plus de 4 000 nouvelles éoliennes, un demi-million de panneaux solaires et plusieurs centaines d'installations géothermiques seront nécessaires. Et le pays pourrait même, une fois la transition vers les renouvelables effectuée, se passer du gaz naturel à l'horizon 2050. À cette date, la filière des énergies renouvelables emploierait un million de personnes.

Coût de la sortie du nucléaire : 25 euros par an par foyer

La transition représente une véritable chance économique. "Une sortie avancée du nucléaire pousserait les groupes énergétiques à construire plus vite des centrales plus performantes, notamment pour le gaz, explique Sascha Samadi, co-auteur d'une étude sur le prix de la transition énergétique réalisée en mai par l'institut Wuppertal⁷. La transition favoriserait aussi la concurrence sur le marché de l'énergie, alors qu'aujourd'hui quatre grands groupes [E.on, RWE, Vattenfall et EnBW] concentrent 80 % de la production d'électricité. Compte tenu de ces facteurs, on peut penser qu'une sortie rapide du nucléaire facilitera la stabilisation, voire, sur le long terme, la baisse des prix de l'électricité."

Selon les chercheurs de l'Institut Wuppertal, une sortie rapide du nucléaire aura un effet limité sur l'augmentation des prix de l'électricité. Elle entraînerait une hausse maximum de 25 euros par foyer, sur la facture annuelle. "Les prix devraient de toute façon augmenter, sous l'effet, par exemple, de



DR

l'amélioration des réseaux électriques, indispensable, et de la hausse attendue des prix du charbon, du gaz et des certificats d'émission de CO₂, poursuit Sascha Samadi. Mais l'effet de la seule sortie du nucléaire pourrait être déjà amorti quelques années seulement après l'arrêt de la dernière centrale."

Car l'énergie atomique coûte plus cher qu'il n'y paraît. Selon une étude du Fös (Forum pour une économie de marché écologique et sociale)⁸ publiée en avril, la filière nucléaire allemande a reçu 186 milliards d'euros de subvention depuis 1970, contre seulement 28 milliards pour les énergies renouvelables. Ce qui équivaut à plus de 4 centimes par kWh pour le nucléaire, contre 2,2 centimes aux énergies vertes. Et ce calcul ne prend pas en compte les frais de stockage des déchets radioactifs. L'Allemagne est d'ailleurs encore à la recherche d'un site approprié. Celui de Gorleben, en Basse-Saxe, est toujours provisoire. Le gouvernement envisage aujourd'hui d'autres lieux d'enfouissement. En première ligne : la jolie Bavière.

Rachel Knaebel

Publié le 6 juin 2011 sur Basta Mag
www.bastamag.net

La banderole porte ce message : "Je pense donc je suis... contre l'énergie nucléaire".



DR

Le 30 mai 2011, la chancelière Angela Merkel confirmait que l'Allemagne devrait sortir du nucléaire en 2022.

Quelques chiffres supplémentaires...

... fournis par l'Agence allemande des Énergies Renouvelables. En 2011, les énergies renouvelables emploient désormais plus de 370 000 personnes en Allemagne, tous secteurs confondus. À titre de comparaison, cela représente l'équivalent de la moitié des emplois de l'industrie automobile allemande ! Cette agence remet en question les pronostics fournis par Angela Merkel, qu'elle estime encore très conservateurs : ainsi, à l'horizon 2020, il serait possible d'atteindre pas moins de 47 % d'électricité renouvelable !

Charlotte Mijeon

Enercoop : l'émancipation énergétique à votre portée !

Il existe un fournisseur d'électricité militant, à but non lucratif et qui fournit uniquement de l'électricité à 100 % d'origine renouvelable : Enercoop. Alors comment expliquer que, même parmi les personnes sensibilisées à l'écologie, seule une minorité ait sauté le pas et quitté EDF ?

La scène a lieu lors d'une réunion habituelle de militants écologistes qui n'ont rien à prouver de la sincérité de leurs motivations. La soixantaine de membres présents écoute attentivement le bilan des actions de l'année écoulée avant le passage en revue du plan de campagne pour l'année à venir. Avant cela, et en guise de transition, je prends la parole pour présenter l'état de la situation d'Enercoop aux membres de cette association amie.

Me tournant vers la salle et avant mon rapide exposé improvisé, je commence par lancer, sentencieux : "Je suppose que vous êtes tous chez Enercoop..."

Le silence qui s'en est suivi, et les mines perplexes s'affichant alors, m'en ont dit plus long sur l'imperméabilité des mentalités dans le domaine de la fourniture électrique que toutes les déductions et extrapolations idéologiques que j'avais pu faire auparavant.

Rappelons qu'Enercoop est née de la volonté d'un groupe d'entrepreneurs militants convaincus de la pertinence, idéologique autant qu'économique, d'un modèle proposant une ré-appropriation de la problématique de l'énergie par les citoyens. D'autant plus convaincus du bien fondé de la démarche que celle-ci avait fait ses preuves, puisque d'autres coopératives s'étaient déjà lancées dans une aventure similaire, en Belgique ou en Allemagne, avec succès.

Ce modèle repose sur l'idée que les citoyens ont été dépossédés, au profit de la technostructure ou de celui des grands groupes, des décisions qui les concernent en matière d'énergie et, principalement, l'une des ses formes les plus présentes au quotidien : l'électricité.

Afin de libérer les citoyens de cette emprise et leur redonner la parole pour des décisions qui engagent y compris leur propre descendance, Enercoop propose une version revisitée du service public, reposant sur la décentralisation, la coopération, la participation et le souci de l'environnement par une commercialisation exclusive de renouvelables grâce à des contrats librement consentis entre producteurs et consommateurs. Modèle à l'opposé du monopole d'État, par essence centralisateur, autarcique et ouvert à toutes les dérives permises par un tel pouvoir.



© Enercoop

Aux antipodes du fonctionnement d'EDF SA, chez Enercoop ce sont les consommateurs qui votent le prix de l'électricité, en adhérant aux principes intangibles d'une gouvernance égalitaire (un homme, une voix) et d'un approvisionnement exclusif en énergie renouvelable.

Précisons également qu'Enercoop, sans jamais avoir augmenté ses prix HT depuis sa création en 2006, a clôturé en 2010 ses comptes à l'équilibre pour la deuxième année consécutive (contrairement à tous les autres fournisseurs d'électricité dits alternatifs).

Enfin, il faut savoir que trois clients d'Enercoop sur quatre sont également sociétaires. C'est-à-dire membres de la coopérative par la souscription de parts de capital (avec un minimum de cent euros). Cette précision est d'importance car cela montre que, plus qu'un "client", le consommateur d'électricité fournie par Enercoop est plutôt un "consomm'acteur".

Pourtant, si c'est seulement en 2011 que le rythme de nouvelles souscriptions décolle, c'est largement dû à la catastrophe japonaise et au réveil des consciences que l'événement suscite.

Comment expliquer qu'il puisse rester encore des militants écologistes, et d'abord antinucléaires, qui n'aient pas encore adhéré à ce projet coopératif proposant tous les ingrédients pour les séduire ? Alors que tous connaissent les méfaits d'une politique énergétique menant notre pays littéralement à la ruine.

Photo colonne de droite : Installation hydraulique de Christian Peyres, producteur Enercoop à Saint Laurent de Neste (65).

Des bénévoles sociétaires anime le stand Enercoop au Salon Marjolaine (Paris, 2011).



© Enercoop

Cela nous interpelle et mérite que nous nous arrêtions un instant sur le contexte socio-historique français pour tenter de répondre à cette question : d'où vient cette difficulté presque congénitale que nous avons en France à quitter EDF ?

Parmi les causes de cette résistance citons un attachement viscéral des Français, surtout lorsqu'ils se disent "de gauche", à un modèle centralisé issu des conquêtes sociales et économiques obtenues à la Libération, avec son programme de nationalisations. EDF, la SNCF ou la "Sécu", même combat.

La conquête donnant un accès égalitaire à la production électrique était portée par EDF, symbole de maîtrise collective de la production, avec la participation de puissants syndicats veillant jalousement au partage des richesses et aux conditions de travail de dizaines de milliers d'ouvriers et techniciens de tout rang. Ce qui avait de quoi séduire toute la gauche.

A cela venait s'ajouter l'accueil privilégié réservé par l'électricien national aux élites traditionnelles, parmi lesquelles l'éminent Corps des ingénieurs des Mines, faisant d'EDF une chasse-gardée, consolidant son emprise avec d'autant plus d'efficacité que les milieux politiques se sont toujours appuyés sur ces serviteurs zélés.

Ces ingénieurs n'ont eu aucun mal à exercer leur ascendant historique sur les décisions et les choix technologiques lourds. Et ce d'autant plus facilement que la classe politique était — est toujours —, soit totalement ignare en matière d'énergie, soit issue des mêmes types de Corps.



© Enercoop

C'est ainsi que 95 % des Français restent clients de l'électricien national quatre ans après l'"ouverture" de ce marché. Et, fait notable, le nombre de clients choisissant les offres de marché a été négatif au 4^{ème} trimestre 2010 ; c'est-à-dire qu'il y a eu à la fin de l'année dernière plus de consommateurs pour revenir chez EDF que pour en sortir : vous avez dit "ouverture" ?

Six décennies de monopole ont laissé des traces bien profondes dans une opinion publique anesthésiée qui ne demande, au fond, qu'on lui fournisse son électricité au meilleur prix. Tant pis si la moitié de la facture est renvoyée aux générations futures.

La cécité qui en résulte empêche de manière très efficace les Français de voir les dérives perverses dans lesquelles EDF s'est engouffrée. Parmi lesquelles la maladive et irresponsable monoculture du nucléaire bénéficiant aux élites au pouvoir, cachées derrière la rhétorique bien efficace du "service public".

Dérives détournant les moyens qui devraient servir à la rénovation d'un réseau vétuste, à la promotion d'économies d'énergie massives ou au développement à grande échelle des énergies renouvelables ici, en France. Ces deux derniers points constituant, justement, l'objectif d'Enercoop.

Ce qu'EDF n'a pas encore compris, ni les hommes politiques qui la soutiennent dans son dévoiement d'une mission de service véritablement "public", c'est que les temps changent : gigantisme, monopole, centralisation extrême ne sont plus la meilleure réponse aux défis de ce siècle. Produire et distribuer l'énergie deviendra notamment l'affaire des citoyens, organisés en une multitude de petites unités de production, participant chacune à soutenir un réseau maillé de telle sorte que consommateur et producteur se confondent et s'entremêlent.

Le mastodonte soviétisé appartient à une autre ère et, pour peu que les Français, à commencer par les "militants", finissent de se réveiller et admettent cette réalité du 21^{ème} siècle, nous devrions voir prospérer des coopératives de production et de distribution d'énergie dont le modèle promu par Enercoop servirait de référence.

Un modèle dont la finalité est l'investissement des particuliers dans des coopératives régionales visant la production locale et renouvelable et permettant l'autonomie énergétique. Avouez que c'est un beau projet. Un projet de société.

Et vous... vous y êtes, chez Enercoop ?

Claudio Rumolino

Ingénieur énergéticien,
membre du Réseau "Sortir du nucléaire"
Membre du conseil d'administration d'Enercoop
Plus d'info sur Enercoop : www.enercoop.fr



© Enercoop

Stand Enercoop à la Fête du bio, à La Chapelle des Bois (25).



DR

Journée des correspondants locaux d'Enercoop (Paris, 2011).

Photo colonne de gauche : Installation éolienne de Joachim Rauhut, producteur Enercoop à Marquain (11).



Une Suisse toute renouvelable

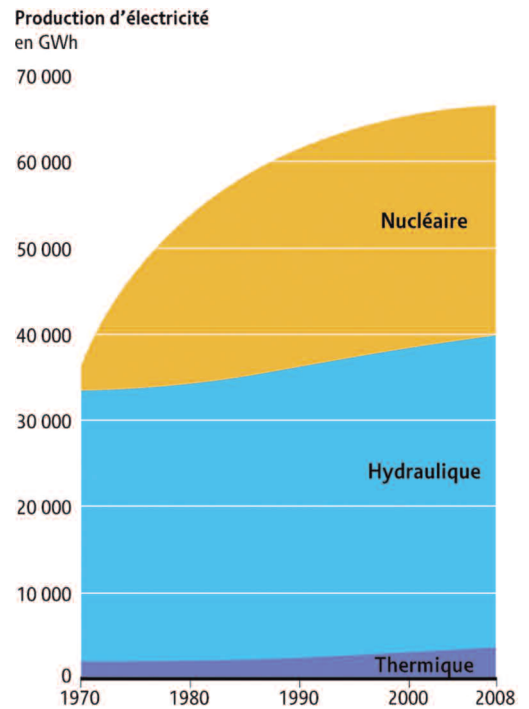
"La Suisse a jugé que l'énergie nucléaire allait perdre ses avantages concurrentiels sur le long terme par rapport aux énergies renouvelables"... C'est ainsi que le gouvernement fédéral a justifié, le 25 mai 2011, sa décision d'arrêter le programme nucléaire du pays. [...]

Les cinq centrales du pays devraient cesser de fonctionner à la fin de leur durée d'exploitation, entre 2019 et 2034. La Suisse est donc le deuxième pays – après l'Allemagne, qui a annoncé le 30 mai 2011 la fermeture de toutes ces centrales pour 2022 – à avoir pris la décision de sortir du nucléaire. Elle a maintenant quelques années pour renforcer ses capacités en force hydraulique et autres énergies renouvelables.

En 2008, 13 % de la production d'électricité française était d'origine renouvelable. En Allemagne, ce chiffre atteint les 16 %. En Suisse, il est quatre fois supérieur¹. Le pays n'a aucune centrale au charbon ou au gaz. Sa seule autre source est... l'électricité nucléaire ! En économisant l'énergie et en développant les sources propres, la Suisse pourrait devenir sans peine, le premier pays d'Europe à avoir une production d'électricité 100 % renouvelable.

Le 30 septembre 2008, suite à une consultation locale, la ville de Zurich s'est engagée dans un programme pour qu'à terme, la production d'électricité soit 100 % renouvelable. Elle a même inscrit cette nécessité dans sa constitution.

Depuis janvier 2009, le canton de Bâle-Ville ne consomme que de l'électricité verte. La régie locale d'énergie, Industrielle Werke Basel (services industriels de Bâle) tire ses watts à 80 % de divers barrages suisses, à 10 % de production locale et achète le reste sur le marché européen de l'électricité renouvelable et certifiée. D'autres initiatives locales vont dans le même sens, et pourtant, l'idée d'un pays 100 % pourvu en énergie propre ne fait pas recette.



Production d'électricité par secteur en Suisse

C'est d'autant plus étonnant que l'industrie suisse est très active dans le domaine des énergies alternatives. Le secteur photovoltaïque exporte bon an mal an pour un milliard d'euros² et d'importantes entreprises comme ABB ou Oerlikon profitent pleinement de la croissance mondiale des énergies propres. La Confédération helvétique est ainsi à la pointe dans le domaine du travail du silicium, matériau de base pour la fabrication des panneaux photovoltaïques, ou des techniques de transport, de transformation et de gestion de l'électricité, notamment issue des parcs éoliens off-shore.

Dans de multiples domaines énergétiques, ce pays de 7,5 millions d'habitants pour 41 300 km² mène des politiques souvent exemplaires. Dans le secteur du bâtiment, la Suisse a mis en place, au milieu des années 1990, des standards d'économie d'énergie nommés Minergie qui ont marqué le secteur de la construction neuve, comme celui de la rénovation, bien au delà de ses frontières d'origine. Dans le domaine des transports, le citoyen suisse est le premier consommateur mondial de kilomètres ferroviaires³. Quant aux déchets, le pays est l'un des plus motivés en matière de tri sélectif⁴.

De son côté, l'Ecole Polytechnique de Zürich a développé le concept de la société des 2 000 watts, un concept mondial de sobriété énergétique qui a eu un large écho. Il vise à stabiliser la consommation

Notes :

1 : Il est à 56,1 % d'origine hydraulique. Sources, France : ministère de l'Ecologie ; Allemagne : ministère fédéral de l'Économie et de la Technologie ; Suisse : office fédéral de l'énergie. L'Autriche produit 70 % de son électricité de façon renouvelable : l'hydraulique 67,3 %, le solaire, l'éolien et la biomasse 3,5 %. Charbon, gaz et fioul représentent 29,3 %. Elle n'a pas recours au nucléaire.

2 : Selon Swiss Solar, association suisse des professionnels de l'énergie solaire.

3 : Basler Zeitung, quotidien de Bâle, 30 septembre 2009

4 : Lire la page "Gestion des déchets en Suisse" (en anglais) de Wikipedia : http://en.wikipedia.org/wiki/Waste_management_in_Switzerland

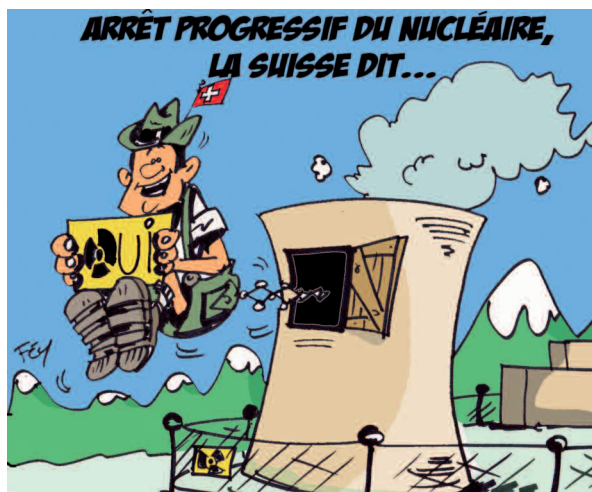


Réseau électrique et centrales nucléaires en Suisse

énergétique mondiale à son niveau actuel, mais en la répartissant mieux entre Nord et Sud ⁵. Malgré tous ces élans, la Suisse se voyait – jusqu’aux tragiques événements de Fukushima – comme un pays absolument dépendant de l’électricité nucléaire.

Dans les années 1960, l’idée d’une utilisation pacifique de l’atome s’ancre dans la Confédération. Le pays tente même de développer son propre réacteur, sur le site de Lucens, mais sans succès. "Dans les années 1970, les compagnies propriétaires de centrales hydrauliques avaient largement amorti leurs équipements et cherchaient à placer leurs fonds dans d’autres secteurs, explique Martin Vosseler, médecin et fondateur de l’association de promotion des énergies renouvelables Sun 21. Ces entreprises centralisatrices sont favorables aux grosses unités de production et font le choix d’une industrie exigeante en capitaux, en l’occurrence le nucléaire". Progressivement, cette industrie s’implante dans les réseaux politiques et bloque le développement des énergies renouvelables.

La première centrale nucléaire helvétique entre en service à Beznau en 1969 pour une première tranche (365 MW), la seconde d’une puissance équivalente est inaugurée deux ans plus tard. En 1972, la centrale de Mühleberg (373 MW) est raccordée au réseau. En 1975, alors que les centrales de Gösgen et de Leibstadt sont à l’étude ou en chantier, le terrain sur lequel doit être construit la future centrale de Kaiseraugst (à 15 km à l’est de Bâle, dans le canton de Bâle Campagne) est occupé par la population. Cette mobilisation étonne. Après plus de deux mois d’occupation, le projet est mis en sommeil, puis définitivement abandonné.



© Fey - <http://cartoonfey.blogspot.com>

Marqué par Kaiseraugst, le canton de Bâle-Ville inscrit en 1978 dans sa constitution le refus de l’énergie nucléaire. Le canton voisin de Bâle-Campagne fera de même, ainsi que le canton de Genève, sonné par le projet de Verbois qui prévoyait une centrale atomique aux portes de la ville ⁶. La société civile tente par diverses votations d’enterrer définitivement la question nucléaire. En 1984, l’initiative populaire "Pour un avenir sans nouvelles centrales atomiques" échoue, de même que six ans plus tard "Pour un abandon progressif de l’énergie atomique". À l’inverse, la même année, le vote en faveur d’un moratoire de dix ans sur la construction de nouvelles centrales est adopté. En 2003, les deux votes pour une sortie du nucléaire et un nouveau moratoire échouent devant les électeurs ⁷.

L’ancien député fédéral Rudolf Rechsteiner estime que ces échecs étaient prévisibles : "Les cantons ont des parts dans des centrales ou en sont propriétaires, ils ont donc fait une campagne pro atome. De plus, nombre de parlementaires nationaux ou cantonaux siègent dans les conseils d’administration des fournisseurs électriques. C’est ainsi que s’est mis en place un front uni de la politique et de la finance en faveur du nucléaire." Martin Vosseler ajoute : "Les diverses commissions parlementaires ont toutes réussi à bloquer des avancées possibles dans le domaine des renouvelables. Les fédérations économiques, chambres professionnelles et autres think-tank qui se nomment Economie Suisse ou Suisse Avenir constituent les plus gros freins aux changements, notamment énergétiques".

Plus de 20 ans après l’abandon définitif du projet de Kaiseraugst, aucune nouvelle centrale nucléaire n’a été construite. Pourtant, les camps énergétiques restent tranchés. Pour Eric Nussbaumer, Conseiller fédéral du canton de Bâle campagne : "La majorité des décideurs et des politiques ne comprend pas le principe et le potentiel des productions décentralisées, qui sont pourtant en adéquation parfaite avec le fort régionalisme suisse". Ce blocage se retrouve par exemple dans la politique d’investissement de la régie Axpo, l’une des plus importantes du pays. Signataire

Notes :

5 : La consommation énergétique mondiale moyenne est de 2 000 watts par habitant. Un Américain atteint 12 000, un Européen 6 000 et un habitant du Bangladesh quelques centaines de watts. 2 000 watts correspondent à la consommation d’un Européen au début des années 1960. C’est à ce niveau qu’il faut revenir. Une vaste politique d’économie d’énergie et de développement des sources propres peut atteindre cet objectif sans remettre en cause le confort des occidentaux et en développant celui du sud. Voir Société2000watts.com et Novatlantis.

6 : Le 7 décembre 1986, le peuple genevois adopte à 59,82 % des suffrages l’initiative populaire dite "L’énergie, notre affaire" qui remet en cause le projet de Verbois. Lire Ivo Rens, "Genève contre Malville, contribution à l’histoire d’un mouvement antinucléaire", Université de Genève : http://www.unige.ch/sebes/textes/1995/95tap_IR.html

7 : Détails sur ces initiatives sur la page des initiatives populaires suisses ayant abouti sur le site de la Chancellerie fédérale suisse : http://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vi_s_2_2_5_3.html



© ASSMP - www.assmp.org

Le journaliste suisse Hans Peter Guggenbühl précise : "Avec Kaiseraugst, le peuple s’est mis de façon non violente en travers des politiques et a souligné de graves manques démocratiques." Notamment le fait qu’à l’époque, les questions énergétiques en général et les projets nucléaires en particulier étaient exclus des principes de la démocratie directe. Le peuple ne peut se prononcer pour ou contre tel projet de centrale ou telle option énergétique. Les chantiers de Gösgen (1 020 MW) et de Leibstadt (1 220 MW) seront menés à bien, mais les projets de Rüti dans l’est du pays ou de Verbois à quelques kilomètres de Genève, ne verront jamais le jour.

d'engagements avec EDF, Axpo importe de l'électricité nucléaire de centrales françaises. En Suisse, elle s'occupe de barrages, développe la microhydraulique ou la biomasse, et sait assez bien communiquer sur ces microprojets... Mais n'investit pas dans l'éolien, une source propre qui fournit des puissances électriques importantes. "Axpo agite la peur de la grande panne électrique, analyse Rudolf Rechsteiner. Si elle investissait localement dans l'éolien, elle ne pourrait plus prétendre que la Suisse a absolument besoin du nucléaire". De son côté, l'Etat fédéral intervient peu dans le cours des choses et laisse l'initiative aux cantons, communes et aux quelques 870 régies locales suisses⁸ qui pratiquent des prix de l'électricité bas qui n'incitent pas aux économies d'énergie.

Notes :

8 : Swisspower est une entreprise de service en matière d'énergie.

9 : Ni la date, ni le libellé exacts du référendum ne sont connus.

10 : Du nom de l'association française Negawatt. Economiser l'énergie revient à produire des négawatts et à se libérer des mégawatts. Le scénario Negawatt développé par l'association éponyme prévoit une France sans nucléaire en 2050. Ce principe qui allie sobriété, efficacité et énergies renouvelables s'applique à tous les besoins énergétiques : chaleur, électricité et carburants. Nous nous limitons ici à la seule électricité.

11 : *Le Monde*, 16 mars 2011.

12 : D'après Suisse Eole, association pour la promotion de l'énergie éolienne en Suisse.

13 : Voir le site de l'entreprise Energie Baden-Württemberg (en allemand) : www.enbw.com

14 : Voir le site de l'Association des usiniers romands : <http://www.iskb.ch>

Depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima, les lignes politiques bougent. Du fait d'un référendum prévu de longue date sur l'avenir nucléaire du pays qui devait avoir lieu en 2013 ou 2014 (et qui, après la décision du gouvernement fédéral d'arrêter le programme nucléaire, ne sera sans doute plus nécessaire), une majorité politique semble se dessiner pour changer la donne énergétique de la Confédération⁹.

La ministre de l'Energie, Mme Doris Leuthard, a décrété le 14 mars un moratoire sur la construction des trois nouvelles centrales nucléaires en projet. Des responsables politiques de droite, traditionnellement pro atome (comme le Parti libéral-radical (PLR) qui représente dans les 15 % de l'électorat) remettent en cause la politique nucléaire de la Suisse ajoutant leur voix à celle du parti socialiste et des partis verts. Désormais, une question peut se poser : grâce à un mélange de civisme et d'engagement, ce pays ne pourrait-il devenir le premier à appliquer les principes d'une politique négawatt¹⁰, une politique énergétique vertueuse basée sur la sobriété, l'efficacité et les énergies renouvelables ?

La sobriété consiste à réfléchir à certains comportements pour les rendre moins énergivores. Ai-je vraiment besoin d'un volumineux réfrigérateur à l'américaine qui produit des glaçons à la demande ? Je pourrai abandonner les surgelés et revenir aux conserves, ne pas considérer mon frigo comme un placard de rangement et donc me contenter d'un modèle plus petit ? L'efficacité a

recours à des technologies économes qui rendent les réfrigérateurs très faiblement consommateurs de watts. En développant sur une large échelle ces deux aspects, un pays réduit ses besoins électriques respectivement de 15 et 30 %¹¹. Le reste de la demande peut alors être couvert par les énergies renouvelables.

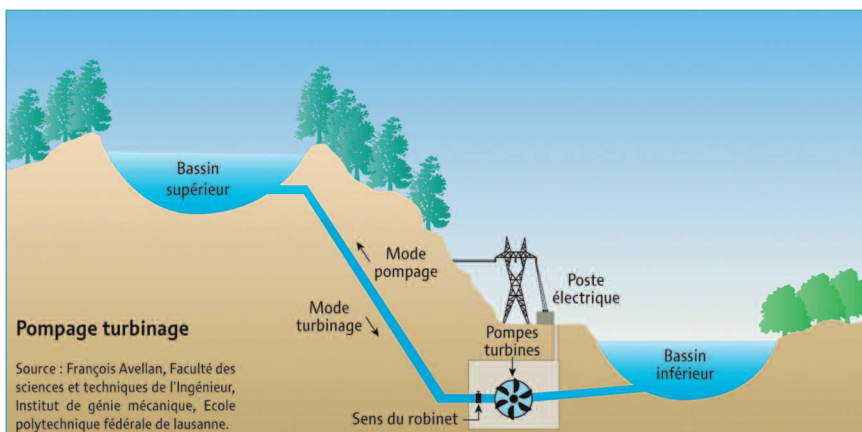
De nouvelles productions d'électricité propre sont possibles en Suisse. 34 % des besoins électriques actuels pourraient être couverts avec des panneaux photovoltaïques installés sur les toits et les façades des immeubles. L'éolien, même si la Confédération a, du fait de son relief, un potentiel faible, peut représenter 6,8 % des besoins électriques du pays¹². Ces technologies intermittentes se marient très bien avec l'hydroélectricité, une source souple, stockable et largement disponible dans le pays. Si la construction de nouveaux grands barrages semblent difficiles à envisager, à l'inverse, la rénovation d'anciennes installations permet d'obtenir des gains importants. Le barrage germano-suisse de Rheinfelden, bâti sur le Rhin en 1895 et situé à 25 km à l'est de Bâle, est en réfection. En 2011, sa production annuelle de courant passera de 190 millions de KWh à 600, soit un triplement de la production, essentiellement grâce à de nouvelles turbines et à un réaménagement du fleuve¹³. Quant à la microhydraulique, elle est peu développée et pourrait fournir 1 % des besoins électriques du pays¹⁴. Nombre de villes suisses ont connu leur essor du fait de ce potentiel et l'ont abandonné dans les années d'après-guerre. Il s'agirait de le réactiver.

Ces productions donneraient quelques 40 % de watts supplémentaires, qui, ajoutés aux économies d'énergie, dépassent largement l'équivalent actuel de la production nucléaire. Le journaliste Hanspeter Guggenbühl ajoute avec ironie : "En Suisse, les sèche-linge électriques consomment aujourd'hui vingt fois plus de courant que toutes productions photovoltaïques cumulées du pays. Si l'Etat fédéral veut avec peu de moyens aider le secteur solaire, il ne doit pas subventionner les centrales photovoltaïques, mais faire la promotion des fils à linge".

Philippe Bovet

Publié le 30 mai 2011

sur le blog Visions cartographiques
<http://blog.mondediplo.net>



Le pompage turbinage

Nombre de fournisseurs suisses d'électricité revendent (cher) le courant hydraulique (renouvelable) au moment des pointes de demande. L'eau coule d'un barrage à un autre, elle est stockée dans le second. La nuit, cette eau est remontée dans le premier barrage avec des pompes de forte puissance qui fonctionnent avec du courant nucléaire acheté bon marché sur le marché ouvert de l'énergie.

Le nucléaire et l'Italie des référendums

En novembre 1987, les Italiens avaient dit pour la première fois "non" au nucléaire par référendum. Celui-ci avait eu lieu dans le sillage de la catastrophe de Tchernobyl, mais à l'époque, le mouvement antinucléaire était fort et ce référendum concluait un cycle de luttes qui allaient grandissantes, vu les projets de construction de nouvelles centrales entre 1981 et 1985, et qui virent l'opposition aguerrie de nombreuses communautés territoriales du nord à l'extrême sud du Salento.

Le référendum du 13 juin 2011 semble répéter un contexte analogue au précédent car il s'est déroulé quelques semaines après l'énième catastrophe : celle de Fukushima. Cependant, ce référendum avait été lancé un an avant l'accident japonais. Les signatures nécessaires à ce qu'un référendum national soit organisé (il en faut au moins 700 000 pour avoir la certitude d'être pris en considération par la Cour Constitutionnelle) ont été recueillies dans une phase de reflux des mouvements écologistes, et l'on peut affirmer que rien ne s'est joué sur l'onde "émotive". Aussi bien avant qu'après Fukushima, les partis, les organisations maffieuses des entrepreneurs et le puissant lobby nucléaire ont tout tenté pour empêcher la consultation électorale, lors de laquelle 94 % des Italiens se sont prononcés, à nouveau, contre le nucléaire.

Durant ces 3 dernières années, le mouvement écologiste était pratiquement dissous, fragmenté en mille petites "boutiques" ayant des intérêts électoraux ou économiques. En contraste avec le reste de l'Europe, aucun parti "vert" ou "vert-rouge" n'a réussi à entrer au Parlement européen et la formation des Verts n'a pas réussi à entrer au Parlement italien. Concernant les mouvements, la seule nouveauté était représentée par RNA (la Rete Nazionale Antinucleare), qui depuis 2009 a donné l'élan aux mobilisations du Chernobyl Day (le 26 avril de chaque année) en Italie. Mais il s'agissait d'une formation trop récente, qui, bien que n'ayant aucun intérêt électoral, a toujours été attaquée car incontrôlable par le régime.

Dans le sillage des mouvements contre la privatisation de l'eau, est intervenu un parti politique de formation récente, l'IDV (Italia dei Valori), guidé par un ex-magistrat connu pour ses enquêtes anti-corruption et qui, fort des 8 % obtenus aux élections européennes en 2009, a annoncé son intention de mener sa propre bataille contre le retour au nucléaire, devenant promoteur d'un référendum. L'IDV est un parti de centre-droit, libéral, bien que dans l'opposition à Berlusconi. Il s'est considérablement renforcé en s'appropriant (ou en manipulant) de nombreuses instances, thèmes et initiatives que la gauche traditionnelle avait abandonnés depuis longtemps, jusqu'à en récupérer une grande partie de l'électorat.

D'où la méfiance initiale de nombreux mouvements et formations écologistes pour soutenir la campagne de collecte de signatures nécessaires pour obtenir le référendum. Cependant, avec 8 % de l'électorat derrière lui, l'IDV avait la capacité politique et institutionnelle de soutenir la campagne référendaire et a réussi à obtenir le nombre de signatures nécessaires pour présenter le référendum.



Forts de l'événement et de la situation de fait, les mouvements ont pris position et ont soutenu l'opportunité référendaire antinucléaire conjointement aux deux autres référendums contre la privatisation de l'eau et un quatrième référendum qui visait l'abrogation d'une loi absurde permettant l'impunité pénale du président du conseil (Berlusconi).

Après le référendum restent irrésolus de nombreux autres problèmes, concernant le nucléaire civil et militaire : les bombes atomiques des bases de l'OTAN, principalement en Vénétie ; les expérimentations à l'uranium appauvri dans les bases de Sardaigne ; les dépôts et les transports des déchets nucléaires hérités des centrales fermées. Et, pour finir, le drame des décharges de déchets toxiques, nuisibles et nucléaires reversés dans toutes les mers italiennes, illégalement, depuis 50 ans.

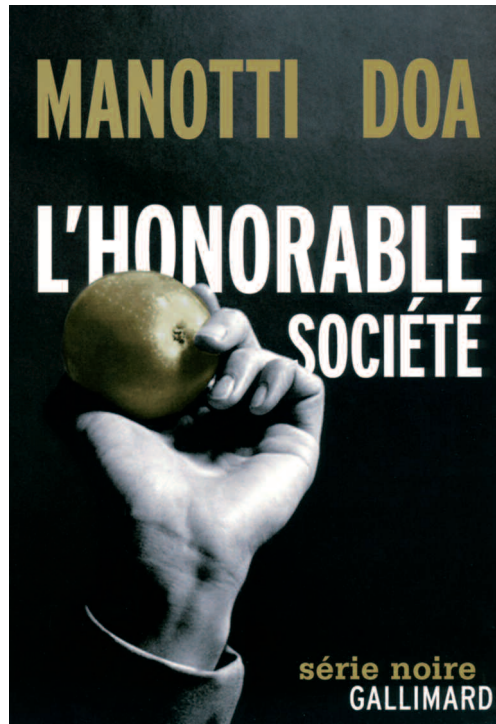
Massimo Greco

(RNA Italia),

traduit par Fabienne Melmi (RNA International)

Lire également sur notre site internet l'article "Référendum en Italie - 94 % des votants rejettent la relance du nucléaire":
<http://groupes.sortirdunucleaire.org/Referendum-en-Italie-94-des>

Un polar au cœur du lobby nucléaire



L'honorable société

Dominique Manotti & DOA,
Éd. Gallimard – Série Noire,
février 2011, 330 pages, 18 €.
À commander en librairie.

Quelques jours avant le premier tour des élections présidentielles, un groupe de jeunes écologistes activistes sont pris dans un engrenage mêlant meurtre, géant du BTP et mafia politique et nucléaire.

L'action qui se déroule tout au long de l'ouvrage présente quelques similitudes avec les élections de mars 2007 où il fut tant question de nucléaire entre les candidats à la présidentielle.

Entre ombre et lumière, flics corrompus et intrigue énergétique, Manotti & DOA tracent un portrait des plus disgracieux du monde politico-économique au pouvoir. Les arcanes de la mafia nucléaire sont ici dénoncées et le réacteur EPR en prend également pour son grade.

Ce roman critique, noir, est un plaidoyer à charge contre l'État français qui broie les personnes qui se mettent en travers de son chemin. Nous ne sommes pas loin de l'histoire de Tarnac et de ses supposés terroristes.

Heureusement, comme dans tout bon polar, il existe des flics honnêtes qui vont tout mettre en œuvre pour tirer au clair cette affaire et remonter jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir.

Avec *L'honorable société*, Manotti & DOA nous livrent une fiction qui tout au long du roman flirte avec une réalité que tout antinucléaire reconnaîtra.

Il s'agit bel et bien d'un des rares polars sur la question du nucléaire que je vous conseille de découvrir.

Jocelyn Peyret

Corinne Lepage nous dit "la vérité sur le nucléaire"

Dans ce livre, Corinne Lepage nous explique pourquoi et comment jusqu'à aujourd'hui, le choix de l'énergie nucléaire nous a été imposé, et ce au détriment de l'intérêt collectif.

En commençant par l'analyse de la catastrophe de Fukushima qui a brisé le mythe national du nucléaire "sans danger", elle dresse un état des lieux complet et extrêmement bien documenté de l'industrie nucléaire en France.

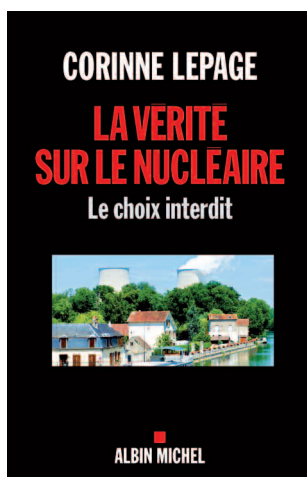
Son constat est alarmant à tout point de vue : la sécurité sacrifiée à la rentabilité, les tests démontrant l'incapacité du système à gérer un réel problème, le droit commun bafoué, la désinformation organisée au plus haut niveau du pouvoir...

Mais c'est l'analyse économique pointue du sujet qui contient les plus grandes révélations : car les coûts sont énormes et la santé financière d'EDF et d'Areva mauvaise. Le problème du démantèlement des centrales et de la gestion des déchets est laissé aux générations futures, et le choix du nucléaire

nous tient à l'écart du développement des énergies renouvelables, plus rentables, comme nous l'explique l'auteur.

Ce livre, à lire absolument, est clair et facile d'accès. L'auteur, ancienne ministre et avocate spécialisée dans le droit de l'environnement et les énergies, ouvre le débat sur ce sujet majeur, et nous fait prendre conscience de notre responsabilité de laisser faire ou de réagir en cette période pré-électorale cruciale.

Florence Denner



La vérité sur le nucléaire - Le choix interdit

Corinne Lepage, Éd. Albin Michel, juin 2011, 240 pages.
À commander en ligne :
(<http://boutique.sortirdunucleaire.org>) ou en envoyant
un chèque de 20,50 € (port compris) au Réseau "Sortir
du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.

Autonome grâce au petit éolien et au photovoltaïque

Pensez-vous qu'il soit possible de vivre sans être raccordé au réseau électrique et sans trop sacrifier à son confort ? Oui, c'est ce que nous révèle cet ouvrage écrit par un artisan spécialisé dans l'électrification d'habitations non raccordées au réseau.

Des familles ont fait le choix de produire elles-mêmes leur électricité depuis parfois plus de dix ans. Elles nous relatent leur expérience, le vécu de chacun, petit et grand, les galères et les petits plaisirs d'être "autonome".

Outre les témoignages sympathiques d'une poignée d'électrons libres, ce livre très technique répond à pas mal de questions comme : faut-il un générateur de secours, à quelle hauteur installer mon éolienne, quel type d'accumulateur utiliser ou comment dimensionner son installation ?

On comprend à la lecture de ce livre que chaque installation est unique et qu'il est primordial de bien étudier le site et d'identifier ses besoins. À mettre entre les mains de ceux/celles qui possèdent des connaissances de base en électricité.

Delphine Boutonnet

Électron libre – Autonome grâce au petit éolien et au photovoltaïque

Valéry Borraz, Éd. La Plage, 2011, 96 pages.

À commander en ligne :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org> ou en envoyant un chèque de 18,50 € port compris au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04



Écologie, ces catastrophes qui changèrent le monde

Ce documentaire relate quelques-unes des principales catastrophes écologiques du XX^e siècle et les réactions qu'elles ont pu entraîner. Et ce, sous forme d'une fresque allant du smog meurtrier qui fit 12 000 victimes à Londres en 1952, jusqu'à l'ouragan Katrina, en passant par la pollution des USA au pesticide DDT, la catastrophe de Minamata au Japon, celle de Bhopal en Inde, Tchernobyl, l'Amoco Cadiz...

Les interventions de nombreux témoins et personnalités émaillent le film. Ils dénoncent la lenteur et l'impréparation des États, et la dissimulation voire le mensonge d'État, au mépris des conséquences pour les citoyens.

Sorti en 2009, ce documentaire est un excellent travail sur l'histoire de l'émergence de la prise de conscience écologique, notamment en ce qui concerne les enjeux climatiques.

Anne-Sophie Cordoeiro

Écologie, ces catastrophes qui changèrent le monde

Virginie Linhart et Alice Le Roy, Éd. Montparnasse (www.editionsmontparnasse.fr), 2009, 67 mn, disponible en coffret avec le film "La vie contaminée, vivre avec Tchernobyl" (52 mn, par David Desramé / Dominique Maestral). À commander auprès de l'éditeur au prix de 20 €.



Césium 137

Le césium radioactif est invisible à nos sens mais il contamine nos cellules et nos âmes, détruit nos illusions. Il se fixe dans les muscles - même à de très faibles doses, comme l'a démontré le Pr. Bandajevsky - et ses effets ne se révèlent qu'après un long travail de sape.

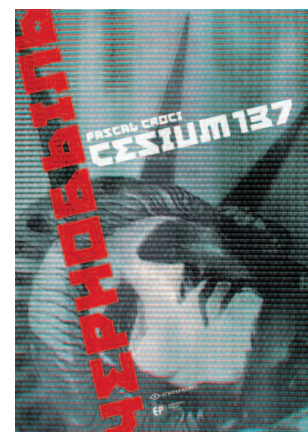
Le roman graphique saisissant de Pascal Croci vient s'inscrire dans nos consciences. Bilan amer et lucide d'une humanité victime, ce voyage habile, chahuté et référencé, nous replonge dans les pires excès de notre espèce en les mettant en perspective, d'Auschwitz au World Trade Center, en passant par Hiroshima et Tchernobyl. Un fil ténu relie ces différents événements dans un zapping déroutant et inexorable, par petites touches, collusion

d'images fortes, violentes, témoins de la folie des hommes. S'il n'est guère question ici de césium 137, c'est une même contamination, sourde et insidieuse, qui plane tout au long de cette descente dans l'enfer de l'histoire.

Michel Lablanquie

Césium 137

Roman graphique de Pascal Croci, Éd. Emmanuel Proust (www.epditions.fr), 2008, 144 pages, 13,90 €. À commander auprès de l'éditeur.



Les dernières années de la civilisation nucléaire...

"Toute civilisation s'effondre un jour ou l'autre, or une centrale nucléaire ne subsiste que grâce à la technologie et aux infrastructures développées par la civilisation dont elle dépend, donc les centrales nucléaires s'effondreront nécessairement." Telle est l'idée qui sourd au travers de ce roman d'anticipation, qui nous projette quelques décennies en avant. Sur fond de crises économique et énergétique précipitant la désagrégation de la société capitaliste et étatique, le récit – entrecoupé de dépêches qui brossent le tableau elliptique d'un effondrement total du système nucléaire – se concentre sur l'émergence d'une société nouvelle, au travers de la vie d'un village qui se repeuple et s'organise en commune autonome contre un État de plus en plus oppressif, dans une Ardèche de fiction astucieusement

rebaptisée "l'Écharde". Ce roman est une vraie réussite. Saluons aussi le geste de l'auteur, Frédéric Gobert, qui a choisi de reverser l'intégralité de ses droits au Réseau "Sortir du nucléaire".

Xavier Rabilloud



Bas-Occident

Civilisation nucléaire, dernières années

Frédéric Gobert, Éd. Les deux encres (02 41 56 57 30 - <http://www.les2encres.net>), 2011, 440 pages,

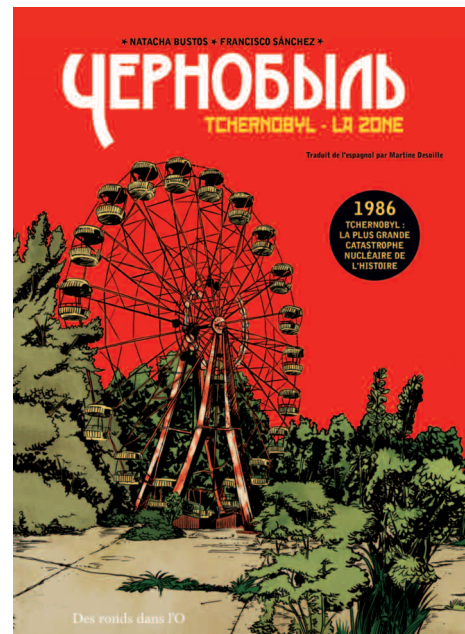
À commander auprès de l'éditeur au prix de 25 € franco de port. Bénéficiez d'une offre spéciale en vous recommandant du Réseau "Sortir du nucléaire" lors de votre commande : un autre livre des éditions Les deux encres vous sera offert.

"Tchernobyl – La Zone", un récit graphique sur la catastrophe

Dans ce récit graphique consacré à la catastrophe de Tchernobyl, et plus exactement à ses victimes, les auteurs ont délibérément choisi d'éviter le sensationnalisme auquel le thème se prête pourtant d'évidence, chacun ayant en tête les dramatiques images des liquidateurs courant sur le toit du réacteur n°4 et des enfants frappés de graves malformations. Au contraire, par une évocation allusive et indirecte, s'attachant à trois générations d'une famille directement confrontée à la menace de la radioactivité, virulente, omniprésente, insaisissable, le récit parvient à faire sentir au lecteur de façon intime le drame humain qui a commencé de se jouer le 26 avril 1986.

Composée avec beaucoup de finesse, cette bande-dessinée est un hommage sensible, et une autre façon de faire connaître, à hauteur d'homme, la tragédie qu'est toute catastrophe nucléaire.

Xavier Rabilloud



Tchernobyl – La Zone

Natacha Bustos
et Francisco Sanchez,
Éd. Des ronds dans l'O,
2011, 184 pages, 16,5 €
À commander en librairie.

Labo Planète

Ce livre est une synthèse tirée d'un cycle de débats organisés fin 2007 par la Fondation Sciences Citoyennes, au cours duquel ont dialogué chercheurs critiques et profanes engagés autour des controverses ouvertes par la technoscience. Le livre reprend certains des sujets abordés (énergie, "post-humain", agriculture) et trace des lignes transversales : question des brevets et de la clôture de savoirs, démocratisation de la recherche et de l'innovation, articulation d'une science résolument moderne avec les défis écologiques. De nucléaire, il est peu question dans ces pages. Malgré cela, cet

ouvrage peut constituer une contribution importante à la réflexion des militants antinucléaires, en précisant la critique formulée à l'encontre d'une idéologie du progrès et d'une expertise scientifique anti-démocratique qui nous ont livré un monde nucléarisé.

Aude Vidal



Labo Planète

Jacques Testart, Agnès Sinaï et Catherine Bourgain
Éd. Mille et une nuits, 2010, 175 pages, 10 €.
À commander en librairie.

Radiations durables

Aux **vivants** qui veulent le rester...

Rencontre avec Brice Lagenèbre et Julie Romeuf, de la compagnie lyonnaise les Divers Gens. Le collectif dévoile son nouveau spectacle, intitulé "Radiations durables"...

Pourriez-vous nous présenter en quelques mots votre compagnie, les Divers Gens ?

Nous nous sommes rencontrés au sein d'une formation de théâtre, danse, vidéo et musique. Le groupe s'est fédéré autour de projets forts. En trois ans, trois créations : "Les Bonnes déconnet", "Certaines sont innocentes"... et aujourd'hui ce projet.

Votre nouveau spectacle s'intitule "Radiations durables". Pourquoi avoir choisi ce titre ?

"Radiations durables", parce que les retombées négatives du nucléaire ne sont, mais aussi pour faire un pied de nez au concept "durable" que les médias et les communicants commerciaux s'approprient pour donner un côté éthique à toutes sortes de sujets. Ce côté label "durable" nous permet de souligner les inepties de notre monde contemporain. "Il était une fois dans l'est..." en sous-titre, c'est plutôt une manière de faire un clin d'œil aux épopées du cinéma américain et rappeler sur le ton d'une histoire à écouter avant de se coucher que ce qui est arrivé à Tchernobyl (ou à Fukushima), peut nous arriver ici.



Le spectacle marie des extraits de "La Supplication" de Svetlana Alexievitch à un texte méconnu de René Barjavel. Pourriez-vous nous en dire plus ?

En 1978, René Barjavel rédige "Une lettre ouverte aux vivants qui veulent le rester", dans laquelle, outre l'exposé de sa méfiance lucide quant au nucléaire civil, il prend le parti du vivant et le sacralise. 30 ans après, ce texte reste plus que jamais d'actualité, bien qu'il ne soit plus édité depuis longtemps et il est difficile de se le procurer.

Huit ans après, en 1986 survient la catastrophe de Tchernobyl. Barjavel est mort en 1985. Il n'est plus là, au moment où survient la catastrophe, pour décrier les méfaits du Saint Progrès et pour que l'on soit tenté de faire de lui un prophète. Cela aurait desservi la simple objectivité de son propos, que



Fukushima vient de conforter, et sa juste conscience du rapport qu'entretiennent les hommes avec l'énergie.

Dans son livre *La Supplication*, Svetlana Alexievitch décrit la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en faisant témoigner ses victimes. Elle y donne la parole "aux oubliés de l'Histoire". Elle écrit elle-même qu' "Il s'est produit un événement pour lequel nous n'avons ni système de représentation, ni analogies, ni expériences... Plus d'une fois, j'ai eu l'impression de noter le futur".

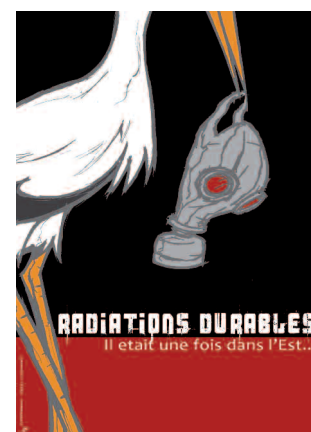
À première vue, le nucléaire n'est pas un sujet "sexy" pour créer un spectacle. Qu'est-ce qui vous a conduit-e-s, en tant qu'artistes et en tant que citoyen-ne-s, à vous en emparer ?

Notre projet est né à l'automne 2010. C'est Jean-Paul Duboc, le créateur du montage de texte, qui nous a offert la pièce. Certains d'entre nous, les plus jeunes, sont nés l'année de Tchernobyl. Tous, nous nous sentions concernés. Ce texte nous donne la possibilité de réaliser une des missions possibles des artistes, communiquer sur le monde qui nous entoure. En tant que citoyen et artiste, aussi en tant que collectif, il devenait urgent de prendre un engagement fort en complicité avec les publics.

Depuis, nous avons participé à une manifestation commémorative de la catastrophe, aux côtés de Rhône Alpes Sans Nucléaire et du Réseau, nous avons fait une lecture interactive des textes avec Greenpeace, nous produisons une pièce radiophonique qui sera entendue au Festival "Bure Zone Libre".

La première représentation publique officielle a lieu le 22 octobre à Nyons, dans la Drôme. Vous avez déjà d'autres perspectives de diffusion du spectacle ?

Oui, nous jouerons à Lyon, à l'Espace 44, du 5 au 18 décembre 2011. Et d'autres dates sont en préparation...



Plus d'infos :

Collectif des Divers Gens :
lesdiversgens@gmail.com
<http://lesdiversgens.over-blog.com> (dans l'attente du site officiel)
 Contact : Merry Lavaud,
 06 73 76 94 19

Propos recueillis par Xavier Rabilloud

Découvrez le nouveau livre du Réseau !

Sortie en librairie : 26 octobre 2011

En mars 2011, vingt-cinq ans après Tchernobyl, la catastrophe de Fukushima au Japon a porté un coup fatal au mythe d'une énergie nucléaire propre et sûre. Face aux contre-vérités des défenseurs intéressés de l'atome, la réalité a apporté une fois de plus un démenti cuisant, dont le coût humain et économique sera très élevé.

C'est aujourd'hui devenu évident pour le plus grand nombre : la vraie question n'est plus "Faut-il sortir du nucléaire ?", mais "Comment fait-on pour en sortir ?". Avec ce livre, le Réseau "Sortir du nucléaire" apporte de nombreuses réponses, claires et pragmatiques, bien loin du "dogmatisme" parfois reproché aux écologistes.

Facile d'accès, ce livre démonte les principaux mensonges du lobby de l'atome, puis met en lumière les solutions pour sortir du nucléaire et les perspectives positives que peut nous ouvrir cette transition énergétique.

Sortir du nucléaire ? On sait comment faire !

Réseau "Sortir du nucléaire", éditions Nova (diffusion Flammarion), en partenariat avec Agir pour l'environnement. Format 10x17 cm, 144 pages, prix 11 €



Offrez ce livre, faites-le connaître largement autour de vous !

Nous souhaitons qu'il puisse toucher un large public, bien au-delà des convaincus. À cette fin, nous vous encourageons à le commander auprès de votre librairie favori, plutôt que de l'acheter dans la boutique du Réseau (il y sera toutefois disponible).

En effet, plus ce livre sera acheté en librairie, plus les libraires lui donneront une exposition favorable et une pérennité dans leurs rayonnages. Acheter ce livre en librairie, c'est ainsi lui permettre de toucher d'autres lecteurs jusqu'à présent peu informés sur le nucléaire. Pour que le nucléaire soit un enjeu central dans la campagne des présidentielles de 2012, l'information doit circuler largement !

Accessible à tous, à la fois synthétique et riche en informations, ce livre est complémentaire de notre brochure "Changeons d'ère, sortons du nucléaire" et en approfondit les différents thèmes.

Mentions légales :

Revue trimestrielle

"Sortir du nucléaire" n°51 - Automne 2011.

Abonnement pour un an : 12 euros (4 numéros).

Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org/>

Ou par courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge - 69317 Lyon Cedex 04

(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")

Directeur de publication : Patrice Bouveret.

Rédaction en chef : Xavier Rabilloud.

Corrections : Myriam Battarel.

Maquette : Projet Contact-Panique.



CPPAP : 06 013 G 83296 - ISSN : 1276-342 X

Tirage : 20 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé

avec des encres à base végétale.

Date de dépôt légal : à parution.

Retrouvez toute l'actualité sur : www.sortirdunucleaire.fr

La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire" en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 % d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire, fournie par Enercoop :

<http://www.enercoop.org>

En supplément à ce numéro : 1 bulletin de réabonnement, 1 feuillet d'autorisation de prélèvement automatique, 1 hors-série dépliant "Désarmement nucléaire 2012", 1 catalogue de la boutique du Réseau "Sortir du nucléaire".